

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/16

28 octobre 1998

(98-4219)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA RÉUNION DES 30 SEPTEMBRE ET 1^{ER} OCTOBRE 1998

Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa seizième réunion les 30 septembre et 1^{er} octobre 1998 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Nestor Osorio Londoño (Colombie). L'ordre du jour contenu dans l'aérogramme WTO/AIR/922 a été adopté.

Première partie: Le processus d'examen

Questions intéressant la mise en œuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme: article 18:6

a) Hongrie: Mesures introduites par la République slovaque à l'importation de blé originaire de Hongrie

2. Le représentant de la Hongrie a informé le Comité que, le 18 septembre 1998, la Hongrie avait demandé la tenue d'urgence de consultations au sujet des droits à l'importation imposés en dépassement des consolidations tarifaires correspondantes par la République slovaque sur le blé importé de Hongrie, qui, de l'avis de la Hongrie, constituaient une violation des articles I^{er} et II du GATT. La Hongrie était préoccupée car la mesure en question survenait à un moment où les pressions protectionnistes s'accroissaient dans de nombreuses parties du monde et car ce type de mesures, faute d'une action appropriée, pouvait porter atteinte à l'intégrité des disciplines de l'Accord sur l'agriculture et au système commercial multilatéral lui-même. La Hongrie et la République slovaque avaient procédé à des consultations conformément à l'article XXIII du GATT, à l'issue desquelles la Hongrie espérait que la République slovaque remettrait rapidement la mesure en cause en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

3. Le représentant de la République slovaque a indiqué que la mesure en question avait été adoptée conformément à l'article 14 de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) et a confirmé que des consultations bilatérales avaient récemment eu lieu à ce sujet, à la suite desquelles son pays s'était engagé à ajuster cette mesure.

b) Nouvelle-Zélande: Mexique – Réponses aux questions sur les arrangements à l'importation de lait en poudre

4. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé des précisions au Mexique au sujet des réponses que ce pays s'était engagé à fournir à la réunion de juin du Comité concernant les modifications apportées à l'administration de ses contingents tarifaires pour le lait en poudre. Les arrangements relatifs aux importations de lait en poudre présentaient un grand intérêt commercial et la Nouvelle-Zélande espérait donc recevoir ces réponses le plus rapidement possible. Le représentant du Mexique a répondu que les réponses aux questions de la Nouvelle-Zélande seraient communiquées dès que possible.

c) États-Unis: Roumanie – Prix de référence minimaux et maximaux et procédures connexes pour le calcul des droits à l'importation de la volaille

5. Les États-Unis ont demandé des éclaircissements à la Roumanie au sujet d'une Directive générale des douanes, publiée par le Ministère roumain des finances le 4 août 1998, établissant des prix de référence minimaux et maximaux pour la volaille importée et une procédure pour le calcul de droits à l'importation sur les expéditions dont le prix c.a.f. était inférieur au prix de référence. Suivant cette procédure, les droits à l'importation applicables à la volaille étaient fondés sur un prix de référence maximal notablement supérieur aux prix courants pratiqués sur le marché. Des exportateurs des États-Unis avaient signalé que le processus de vérification des prix de la volaille à l'importation était long et retardait inutilement le remboursement. Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays avait l'intention de débattre de cette question sur le plan bilatéral et qu'il ne souhaitait pas à l'heure actuelle la soulever dans le cadre de l'article 18:6 de l'Accord.

d) États-Unis: Turquie – Subventionnement des exportations de sucre par la Société du sucre de Turquie

6. Les États-Unis sont revenus sur la question des exportations de sucre subventionnées par la Société du sucre de Turquie (G/AG/R/15, paragraphes 42-43). Étant donné que le sucre n'était pas inscrit dans la Liste des engagements en matière de subventions à l'exportation pris par la Turquie lors du Cycle d'Uruguay, les États-Unis souhaitaient avoir des précisions au sujet des activités d'achat et de commercialisation des exportations de la Société du sucre de Turquie et savoir, en particulier, comment la Société était en mesure de vendre du sucre sur les marchés internationaux alors que les prix d'achat étaient notablement supérieurs aux prix à l'exportation.

7. Le représentant de la Turquie a répondu que la Turquie n'avait pas accordé de subventions à l'exportation de sucre en 1997 et que le sucre n'était pas inscrit dans la Liste d'engagements de la Turquie. Les principaux facteurs ayant une incidence sur le niveau des exportations étaient notamment les tendances du marché, le niveau des stocks et le coût de la détention de stocks, les taux d'intérêt intérieurs ainsi que la situation de trésorerie de la société. En 1997, la Turquie avait importé 65 000 tonnes de sucre et en avait exporté 172 000 tonnes. Les sociétés commerçaient à leurs propres risques et étaient libres de fixer les prix. Jusqu'en 1996, les cours du sucre avaient montré une tendance à la hausse sur les marchés internationaux et les producteurs, en prévision de profits plus élevés, avaient augmenté leur production de betterave sucrière. Par la suite, le cours international du sucre avait chuté de 383 dollars EU par tonne en janvier 1996 à 255 dollars EU en août 1998, principalement sous l'effet d'une demande faible. Cette situation avait entraîné des niveaux de stocks financièrement intenable. Dans ces conditions, la direction de la Société du sucre de Turquie avait décidé d'écouler les stocks excédentaires aux prix internationaux en vigueur, qui étaient effectivement inférieurs au prix de revient. Pour la Turquie, la direction de la Société du sucre de Turquie avait agi en vue de réduire au minimum les pertes financières et d'améliorer en même temps la trésorerie de la Société.

8. Le représentant des États-Unis a fourni les données suivantes sur les prix à l'exportation et les prix à l'achat qui avaient été à l'origine des préoccupations exprimées par les États-Unis. D'après les renseignements diffusés par le gouvernement turc, les prix moyens à l'exportation pendant l'année 1997 étaient à peu près équivalents aux cours mondiaux, à savoir 0,36 dollar EU par kilogramme (0,16 dollar EU par livre), tandis que les prix d'achat sortie usine qui avaient été fixés par le gouvernement turc pour le sucre raffiné avoisinaient en moyenne 1,08 dollar EU (0,49 dollar EU par livre). Les volumes d'exportation non officiels en 1997 atteignaient quelque 172 000 tonnes au total, tandis que, d'après les estimations officielles effectuées par le Ministère turc du commerce, les exportations atteignaient au total environ 76 800 tonnes. Le représentant de la Turquie a indiqué qu'il n'était pas en mesure, à ce stade, de confirmer les informations fournies par les États-Unis, mais s'est engagé à fournir une réponse.

- e) Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Afrique du Sud, Thaïlande et Uruguay: Préoccupations concernant le recours aux subventions à l'exportation

9. Le représentant de l'Australie a indiqué que l'Australie et un certain nombre d'autres Membres de l'OMC étaient préoccupés par l'évolution de la situation concernant le recours aux subventions à l'exportation, comme cela avait été exprimé dans la déclaration faite par le Groupe de Cairns à la session extraordinaire du Conseil général le 24 septembre 1998 (WT/GC/12). Ces préoccupations concernaient notamment la perspective d'un retour aux guerres des subventions à l'exportation des années 1980, le fait que les pays qui cumulaient des subventions provenant d'années antérieures pourraient ne pas être en mesure de satisfaire à leurs engagements pendant la dernière année de mise en œuvre de l'Accord et les années suivantes, et l'effet dévastateur qu'un accroissement des subventions pourrait avoir sur des marchés où les prix étaient déjà faibles. Dans le cas des Communautés européennes, il a été signalé ce qui suit: les subventions à l'exportation de blé avaient augmenté d'un tiers au cours des deux derniers mois; le volume ayant fait l'objet de subventions à l'exportation pendant la campagne de commercialisation 1998 était quatre fois plus élevé que pendant la campagne 1997; les subventions à l'exportation de farine étaient passées d'un niveau négligeable en 1997 à 48,5 écus par tonne; et le niveau du subventionnement à l'exportation d'orge pour 1997-1998 avait plus que triplé par rapport à 1996-1997 et continuait d'augmenter. Tout en reconnaissant que, malgré ces récentes augmentations, les Communautés européennes restaient dans la limite de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation découlant du Cycle d'Uruguay, l'Australie demandait instamment aux Communautés de ne plus accroître davantage leurs restitutions et de ne pas étendre la couverture géographique des subventions. De l'avis de l'Australie, une action en ce sens pourrait susciter de la part des États-Unis une réponse négative et disproportionnée qui aurait de graves conséquences pour le marché mondial des céréales. Les grosses récoltes de blé attendues et une détérioration des conditions du marché mondial exerçaient une pression à la baisse sur les prix et accentuaient la pression politique aux États-Unis en faveur d'une relance du Programme d'expansion des exportations. Les Membres qui soulevaient cette question considéraient en outre qu'il s'agissait là d'une importante question de responsabilité à un moment où la conjoncture économique internationale était difficile, et invitaient les Communautés européennes et les États-Unis à faire preuve d'esprit de responsabilité en se gardant de déstabiliser davantage les marchés mondiaux.

10. Le représentant de l'Argentine a souligné que l'intention des Membres qui soulevaient cette question n'était pas de contester la légalité de l'utilisation de subventions à l'exportation cumulées, mais d'attirer l'attention sur l'incidence économique négative que ces subventions avaient sur les pays en développement au cours de la crise financière internationale actuelle. Pour les pays en développement, dont la plupart étaient fortement tributaires des exportations de produits de base, la croissance des exportations était une condition essentielle pour attirer des capitaux afin de financer leurs programmes de développement. Or, comme les prix à l'exportation étaient à l'heure actuelle bien souvent inférieurs à ce qu'ils étaient à la fin du Cycle d'Uruguay, les investissements avaient du mal à se maintenir dans les pays en développement. D'un côté, les pays développés tentaient d'aider les pays en développement par l'intermédiaire des institutions financières internationales, mais d'un autre côté leurs subventions à l'exportation des produits agricoles aggravaient les problèmes de balance des paiements de ces pays et faisaient que ceux-ci devaient solliciter une aide financière supplémentaire pour faire face à la crise actuelle. L'Argentine demandait aux pays développés de suivre une politique cohérente à l'égard des pays en développement compte tenu de la crise financière actuelle.

11. Le représentant du Brésil a déclaré que les subventions à l'exportation devraient être abolies car elles faussaient les échanges et constituaient une pratique commerciale déloyale qui témoignait davantage de la capacité d'un pays à financer des subventions que de son efficacité et de son niveau de productivité. Par ailleurs, le Brésil ne pouvait adhérer au point de vue selon lequel les subventions

pouvaient être justifiées sur la base de certaines considérations autres que d'ordre commercial telles que l'environnement, la sécurité alimentaire et des problèmes socio-économiques. Le Brésil demandait la suppression de toutes les formes de subventions à l'exportation, y compris les crédits à l'exportation subventionnés. La question des crédits à l'exportation préoccupait particulièrement le Brésil du fait que les négociations menées à l'OCDE sur ce sujet paraissaient être au point mort. Le Brésil était aussi préoccupé par l'utilisation faite par certains Membres des possibilités de report pour les subventions à l'exportation.

12. Le représentant du Canada a déclaré que son pays demeurait préoccupé par le fait que l'utilisation des subventions à l'exportation non utilisées auparavant donnait un mauvais exemple à d'autres pays pour qui c'était une excuse pour accroître leurs subventions à l'exportation, ce qui était contraire à l'objectif d'une diminution progressive et constante prévu par les engagements que tous les Membres avaient contractés. Le Canada estimait qu'il ne fallait pas perdre de vue que les subventions à l'exportation pour l'agriculture constituaient une exception à une interdiction générale. Il pouvait donner des exemples concrets des effets préjudiciables que le niveau élevé des subventions à l'exportation avait actuellement sur ses producteurs: les ventes subventionnées d'avoine des Communautés européennes aux États-Unis avaient de lourdes répercussions sur les prix perçus par les producteurs canadiens et, pour ce qui concernait le malt, le Canada avait la preuve que les Communautés européennes seraient pleinement compétitives sur le marché mondial sans subventions à l'exportation, et ce fait venait contredire les assurances de modération et de conduite responsable données par les Communautés. Le Canada demandait instamment à tous les Membres de tenir leurs engagements de réduction annuelle des subventions à l'exportation et les encourageait vivement à étudier les moyens de mettre fin à ces politiques qui faussaient les échanges et à les remplacer par d'autres qui ne feraient pas supporter le fardeau de la surproduction aux producteurs d'autres pays. Le Canada a exprimé sa vive inquiétude devant la perspective de plus en plus nette d'une accélération des pratiques du type "un prêté pour un rendu" dans l'utilisation des subventions à l'exportation dans l'agriculture, qui déprimaient les prix du marché mondial et accroissaient la pression exercée sur certains gouvernements pour qu'ils recourent aux subventions à l'exportation, dans une spirale vicieuse de baisse des prix. Le Canada a demandé aux Membres de faire preuve d'esprit de responsabilité collective de façon à ne pas retomber dans les guerres des subventions à l'exportation désastreuses du passé.

13. Le représentant de l'Afrique du Sud a appelé l'attention sur la déclaration faite par les chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, qui représentaient environ 60 pour cent des Membres de l'OMC, à la réunion au sommet qu'ils avaient tenue récemment à Durban. Cette déclaration "[notait] avec préoccupation que les subventions à l'exportation pour les produits agricoles, les mécanismes de soutien des prix du marché et les versements directs effectués par les principaux pays développés avaient de lourdes retombées négatives sur les prix et le commerce des produits agricoles des pays en développement". L'Afrique du Sud encourageait les pays dans lesquels s'exerçait une pression intérieure en faveur d'une utilisation accrue des subventions à l'exportation à faire preuve de modération dans l'utilisation de ce type de subventions et à montrer un esprit de responsabilité en informant leurs administrés des effets négatifs sur d'autres pays, ainsi que du coûteux jeu à somme nulle qu'entraînerait une guerre des subventions selon la pratique "un prêté pour un rendu".

14. Le représentant des Philippines, s'exprimant au nom de l'Indonésie, de la Malaisie et de la Thaïlande, a noté que la déclaration du Groupe de Cairns évoquée plus haut mettait en lumière les problèmes auxquels étaient confrontés les pays en développement sur la question des subventions à l'exportation. En particulier, l'avantage comparatif des producteurs efficaces des pays en développement était érodé par le recours persistant des pays développés aux subventions à l'exportation, et les pays en développement n'auraient pas de véritable accès aux marchés aussi longtemps qu'ils devraient composer avec le handicap inéquitable d'avoir à entrer en concurrence avec des produits subventionnés des pays développés. La modération des Membres en matière de

subventions à l'exportation, ces dernières années, était un pas encourageant vers les réformes envisagées lors du Cycle d'Uruguay mais il était toujours à craindre que les initiatives de certains Membres ne provoquent un retour à la situation d'avant le Cycle d'Uruguay. Il a été signalé en outre que, en prévision des prochaines négociations, les Membres concernés devraient adopter des politiques plus axées sur le marché pour stimuler la compétitivité de leurs producteurs et mieux les préparer aux réformes futures. Cela les préserverait du fardeau des ajustements dont s'accompagnerait autrement une diminution plus forte des subventions.

15. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé la profonde préoccupation de son pays au sujet de la situation des marchés internationaux de produits laitiers. Les prix du lait écrémé en poudre avaient chuté de 300 dollars EU par tonne pour s'établir à moins de 1 400 dollars EU au cours de l'année passée en raison d'une demande faible sur des marchés essentiels en Asie du Sud et, surtout, du fait de la course aux subventions dont avaient fait l'objet les exportations des États-Unis et des Communautés européennes. Le montant unitaire des subventions actuellement accordées par les Communautés européennes et les États-Unis équivalait aux deux tiers du prix du lait en poudre écrémé sur le marché international. Le recours offensif à des subventions toujours plus élevées en vue de conserver ou de gagner des parts de marché avait inévitablement pour résultat de faire baisser les prix de manière générale et d'exclure de certains marchés les produits non subventionnés mais normalement hautement compétitifs de la Nouvelle-Zélande. Cette situation avait renforcé la Nouvelle-Zélande dans sa détermination à veiller à ce que les négociations à venir sur l'agriculture aboutissent à la suppression rapide de toutes les subventions à l'exportation et à l'adoption de disciplines fermes pour empêcher le contournement de ces engagements. En attendant, la Nouvelle-Zélande demandait à tous les pays qui accordaient des subventions à l'exportation d'en user avec modération.

16. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les CE respectaient leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation et avaient fait un usage modéré de ces subventions, y compris en ce qui concernait l'utilisation des possibilités de report. Les Communautés européennes n'avaient pas non plus l'intention de commencer une guerre des subventions à l'exportation. Par ailleurs, lors des négociations sur les crédits à l'exportation menées dans le cadre de l'OCDE, les Communautés européennes s'étaient efforcées activement de parvenir à un résultat satisfaisant et avaient encouragé les participants en ce sens. Concernant la situation du secteur laitier, il a été précisé que les Communautés européennes avaient été favorables au maintien de l'Accord international sur le secteur laitier, tandis que la Nouvelle-Zélande avait demandé son abrogation. Les Communautés européennes continueraient de faire un usage modéré des subventions à l'exportation, mais elles s'attendaient à ce que les autres pays fassent également preuve de modération au sens des dispositions de l'article 13 de l'Accord.

17. Le Chili, la Colombie, l'Inde, le Mexique et l'Uruguay ont aussi exprimé leur préoccupation à propos des effets négatifs qu'avaient les subventions à l'exportation, pour les pays en développement en particulier, sur le commerce et l'investissement, ainsi que sur les possibilités d'accès aux marchés.

18. Le représentant du Japon a déclaré que son pays partageait les préoccupations exprimées et accueillerait favorablement toute initiative en matière de modération. Il serait néanmoins opposé à toute proposition tendant à modifier sur le fond l'Accord sur l'agriculture, y compris les engagements en matière de subventions à l'exportation, au cours de la période de mise en œuvre.

19. Le représentant des États-Unis a déclaré que son pays était préoccupé par le recours aux subventions à l'exportation et l'utilisation accrue de ces subventions par certains Membres. Les États-Unis étaient favorables à ce que les subventions à l'exportation soient complètement supprimées. Vingt-cinq Membres avaient souscrit des engagements de réduction des subventions à l'exportation, mais 80 pour cent de l'ensemble des subventions à l'exportation en 1995 et 1996 avaient été accordées par les Communautés européennes. La prochaine notification des États-Unis concernant les

subventions à l'exportation ferait apparaître qu'aucune subvention à l'exportation n'avait été accordée pour huit des treize produits admis à en bénéficier. En 1996, la part des États-Unis dans le total des subventions à l'exportation utilisées par les Membres était inférieure à 2 pour cent. Aux États-Unis, la pression interne en faveur de l'aide à la commercialisation des exportations était considérable, mais les États-Unis avaient agi de manière responsable et avec modération dans ce domaine.

20. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est déclaré déçu que les Communautés européennes n'aient pas reconnu dans leur réponse que le point de vue avancé par les autres Membres ne concernait pas la légalité de l'octroi de subventions à l'exportation. À propos de l'Accord international sur le secteur laitier, l'intervenant a noté que ses dispositions sur les prix minimaux resteraient dans l'histoire comme une autre tentative avortée de remédier à un problème qu'il fallait prendre à la racine, c'est-à-dire en commençant par supprimer les subventions à l'exportation. S'agissant des crédits à l'exportation, il a émis l'avis que les Communautés européennes devraient offrir de supprimer les subventions à l'exportation en échange de la suppression des crédits à l'exportation.

21. Le représentant de la Pologne a noté que le processus de réforme, y compris en ce qui concernait les subventions à l'exportation, devait être mené à bien conformément à l'Accord. La Pologne souscrivait au point de vue des Communautés européennes selon lequel les possibilités de report étaient pleinement conformes à ses dispositions.

22. Le représentant des Communautés européennes, en réponse à l'intervention des États-Unis, a invité ce pays à fournir au Comité des renseignements concernant les produits exportés avec des crédits à l'exportation et les dépenses connexes. Les Communautés européennes avaient également noté que les États-Unis avaient acheté des produits agricoles sur leur marché intérieur aux fins de l'aide alimentaire. Une autre question sur laquelle le Comité pourrait revenir dans le cadre de la discussion sur les subventions à l'exportation était celle du commerce d'État.

f) États-Unis: Droits de douane imposés par l'Égypte sur les importations de produits laitiers

23. Les États-Unis ont indiqué qu'ils disposaient d'éléments prouvant que l'Égypte avait imposé des droits de douane sur les importations de produits laitiers en provenance des États-Unis qui étaient supérieurs aux consolidations. Les États-Unis ont demandé à l'Égypte de préciser quand elle entendait mettre ces taux de droit appliqués en conformité avec les engagements qu'elle avait contractés dans le cadre de l'OMC. Le représentant de l'Égypte a demandé aux États-Unis des renseignements supplémentaires sur les positions tarifaires mises en cause afin de pouvoir se pencher sur la question et s'est engagé à fournir une réponse au Comité.

g) États-Unis: Droits de douane imposés par la Turquie sur les importations de coton

24. Les États-Unis ont demandé des éclaircissements à la Turquie à propos d'une surtaxe de 25 pour cent imposée depuis peu sur les importations de coton dont il apparaissait qu'elle dépassait le droit consolidé de 8 pour cent de la Turquie. Le représentant de la Turquie s'est engagé à fournir une réponse dans les meilleurs délais.

Examen des notifications

25. Conformément à l'ordre du jour, le Comité a examiné les notifications ci-après:

- i) notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Équateur (G/AG/N/ECU/5), Guatemala (G/AG/N/GTM/6), Pologne (G/AG/N/POL/21), Thaïlande (G/AG/N/THA/26 et THA/28), et États-Unis (G/AG/N/USA/15);

- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Brésil (G/AG/N/BRA/11), Colombie (G/AG/N/COL/10 et Corr.1), El Salvador (G/AG/N/SLV/6), Guatemala (G/AG/N/GTM/9), Israël (G/AG/N/ISR/7), Maroc (G/AG/N/MAR/13), Norvège (G/AG/N/NOR/17), Philippines (G/AG/N/PHL/16), Slovénie (G/AG/N/SVN/9), Suisse (G/AG/N/CHE/14), Thaïlande (G/AG/N/THA/27) et États-Unis (G/AG/N/USA/16/Corr.1);
- iii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Colombie (G/AG/N/COL/9), El Salvador (G/AG/N/SLV/5), Guatemala (G/AG/N/GTM/8), Japon (G/AG/N/JPN/30), Maroc (G/AG/N/MAR/12), Philippines (G/AG/N/PHL/18), Pologne (G/AG/N/POL/20), Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/16) et États-Unis (G/AG/N/USA/18);
- iv) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Chili (G/AG/N/CHL/8/Corr.1), Colombie (G/AG/N/COL/8), République tchèque (G/AG/N/CZE/17), Équateur (G/AG/N/ECU/4), El Salvador (G/AG/N/SLV/4), Communautés européennes (G/AG/N/EEC/12/Corr.2), Hong Kong, Chine (G/AG/N/HKG/4), Islande (G/AG/N/ISL/11), Inde (G/AG/N/IND/1), Israël (G/AG/N/ISR/8), Jamaïque (G/AG/N/JAM/2), Corée (G/AG/N/KOR/18), Mongolie (G/AG/N/MNG/2), Maroc (G/AG/N/MAR/11), Philippines (G/AG/N/PHL/14 et PHL/15), Singapour (G/AG/N/SGP/2), République slovaque (G/AG/N/SVK/14), Slovénie (G/AG/N/SVN/8), Suisse (G/AG/N/CHE/15), Trinité-et-Tobago (G/AG/N/TTO/2), États-Unis (G/AG/N/USA/17) et Uruguay (G/AG/N/URY/13);
- v) notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Corée (G/AG/N/KOR/19) et Suisse (G/AG/N/CHE/16);
- vi) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Brésil (G/AG/N/BRA/12), Guatemala (G/AG/N/GTM/7), Hong Kong, Chine (G/AG/N/HKG/5), Hongrie (G/AG/N/HUN/14), Corée (G/AG/N/KOR/20), Mongolie (G/AG/N/MNG/1), Maroc (G/AG/N/MAR/10), Norvège (G/AG/N/NOR/18), Philippines (G/AG/N/PHL/17), Singapour (G/AG/N/SGP/3), Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/18), Suisse (G/AG/N/CHE/17), Turquie (G/AG/N/TUR/7) et Uruguay (G/AG/N/URY/14).

26. Les points précis qui ont été soulevés au sujet des notifications mentionnées ci-dessus et les réponses qui y ont été données sont résumés dans la partie I de l'annexe au présent rapport.

27. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des notifications ci-après, qui seront également examinées à la prochaine réunion conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail:

- i) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Panama (G/AG/N/PAN/1);
- ii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Guyana (G/AG/N/GUY/1); et

- iii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Australie (G/AG/N/AUS/19), Canada (G/AG/N/CAN/22) et Guyana (G/AG/N/GUY/2).

28. Les points préliminaires soulevés au sujet de la notification G/AG/N/AUS/19 de l'Australie sont résumés dans la partie I de l'annexe au présent rapport.

29. Le Comité a noté qu'aucune contre-notification n'avait été reçue au titre de l'article 18:7 de l'Accord.

Autres questions relatives au processus d'examen

- a) Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen

30. Les réponses non fournies à des questions soulevées à des réunions précédentes sont résumées dans la partie II de l'annexe au présent rapport.

31. Le représentant de la Thaïlande a indiqué, en réponse à une question relevant de l'article 18:6 soulevée par les États-Unis à la réunion de juin, concernant des importations de maïs en provenance de Chine (G/AG/R/15, page 11), que l'engagement de la Thaïlande en matière de contingents tarifaires pour le maïs était de 52 964 tonnes en 1998. En raison d'une demande élevée, en particulier de la part du secteur de la fabrication des aliments pour animaux, la Thaïlande avait relevé le contingent tarifaire de ce produit à 300 000 tonnes en 1998, les pays non-Membres étant admis au nombre des fournisseurs. Toutefois, cette année, la Thaïlande n'avait pas importé jusqu'à présent de maïs en provenance de pays non-Membres.

- b) Notifications tardives

32. Au sujet des notifications qui n'avaient pas encore été présentées, le Comité a pris note du fait que, comme il l'avait demandé à la réunion de mars 1997, le Secrétariat avait distribué un document de séance daté du 30 septembre 1998 faisant le point sur le respect des prescriptions en matière de notification au Comité.

33. Le représentant de la Suisse a redit que son pays considérait que la situation quant au respect des prescriptions en matière de notification laissait beaucoup à désirer. Le fait que seulement 17 Membres avaient pleinement respecté leurs obligations de notification témoignait de la gravité du problème.

34. Le Comité a pris note du fait que le Secrétariat avait l'intention de suivre cette question en offrant une aide supplémentaire aux Membres dont les notifications étaient en retard.

- c) Questions de mise en œuvre concernant le soutien interne

35. Le Comité a pris note, à propos du document de synthèse sur les questions de mise en œuvre concernant le soutien interne présenté par la Nouvelle-Zélande (G/AG/W/34), du fait qu'un grand nombre de Membres avaient exprimé leur intérêt, à la réunion de juin, pour étudier plus avant les questions soulevées dans ce document à l'occasion de consultations informelles. Le document sur la mesure équivalente du soutien présenté par les États-Unis (G/AG/W/35) serait aussi utile à cet égard. Il a été convenu que le Président poursuivrait ses contacts avec les Membres à propos de la portée de consultations informelles sur des questions techniques se rapportant au soutien interne, ainsi que de l'organisation de telles consultations.

Partie II: Autres questions relevant de la compétence du Comité

Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays importateurs nets de produits alimentaires

36. Dans le cadre de la suite à donner par le Comité aux recommandations de la Conférence ministérielle de Singapour relatives aux questions d'aide alimentaire (G/L/125, paragraphe 18 i)), le Comité a noté que les membres du Comité de l'aide alimentaire envisageaient de tenir une nouvelle réunion de dialogue, peut-être en novembre, avec les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et les autres pays bénéficiaires d'une aide alimentaire, selon ce qui serait approprié, avant la fin des négociations de fond sur une nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire, qui devaient s'achever à la fin de 1998.

37. Le représentant des États-Unis a déclaré que, à la session de septembre 1998 du Groupe de travail du Comité de l'aide alimentaire, des progrès considérables avaient été faits par la plupart des membres du Comité dans l'élaboration d'une nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire qui renforcerait les engagements des pays donateurs de fournir une aide alimentaire aux pays bénéficiaires. La prochaine session de négociation qui devait avoir lieu à la mi-octobre serait déterminante s'agissant du respect de la date cible du 1^{er} juillet 1999 fixée pour l'entrée en vigueur d'une nouvelle Convention. Les États-Unis espéraient que tous les membres du Comité de l'aide alimentaire, en particulier les Communautés européennes, aborderaient ces négociations avec la souplesse nécessaire pour régler toutes les questions en suspens, de façon que les pays donateurs soient en mesure de s'acquitter des engagements qu'ils avaient pris à Marrakech et à Singapour.

38. Le représentant du Canada a déclaré que son pays demeurait résolu à ce que les négociations soient achevées à la fin de novembre 1998, mais cet objectif ne serait pas atteint si les Communautés européennes et leurs États membres continuaient de montrer peu de flexibilité sur un certain nombre de questions fondamentales, auquel cas il y aurait lieu de s'interroger quant à l'avenir de la Convention relative à l'aide alimentaire. Le Canada a invité les Communautés européennes à confirmer que des progrès significatifs pouvaient être attendus à la prochaine réunion du Groupe de travail en octobre.

39. Le représentant de l'Australie a déclaré que son pays partageait les inquiétudes d'un certain nombre d'autres membres de la Convention relative à l'aide alimentaire quant aux chances de mener à bien en temps voulu les négociations sur l'élaboration d'une nouvelle Convention. Bien que des progrès aient été faits, certaines questions fondamentales restaient en suspens, notamment celle de savoir dans quelle mesure une nouvelle Convention offrirait aux pays en développement des quantités assurées d'aide alimentaire. C'était là un aspect fondamental de l'actuelle Convention auquel l'Australie restait foncièrement attachée. Elle tenait aussi beaucoup à ce que l'objectif de mettre en place une nouvelle Convention pour juillet 1999 soit atteint.

40. Le représentant du Japon a indiqué que son pays, conformément aux engagements pris à Marrakech et à Singapour en matière d'aide alimentaire, participait activement aux négociations sur la nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire et espérait que les négociations pourraient être achevées avant le terme de l'actuelle Convention.

41. Le Président a rappelé que l'exercice annuel de surveillance concernant la suite donnée à la Décision ministérielle de Marrakech relative aux pays importateurs nets de produits alimentaires figurait automatiquement à l'ordre du jour de la réunion de novembre en vertu des procédures de travail du Comité (G/AG/1, paragraphe 18). Il a indiqué que, depuis le dernier exercice annuel de surveillance, cinq Membres donateurs avaient présenté des notifications sous forme de tableaux NF:1. Le Président a instamment demandé aux autres Membres de présenter eux aussi leurs notifications NF:1 suffisamment longtemps avant la réunion de novembre pour faire en sorte que cet examen annuel soit complet et productif.

42. Le Comité est convenu que le Secrétariat devrait inviter les organisations internationales ayant le statut d'observateur auprès du Comité, dans le cadre de leur contribution à l'exercice de surveillance de novembre, à fournir, selon ce qui serait approprié, compte tenu de leurs domaines respectifs de compétence ou de spécialisation, une évaluation actualisée des incidences de la mise en œuvre du Cycle d'Uruguay sur les pays en développement en général, notamment les pays les moins développés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Lorsqu'ils étaient disponibles, les résumés de toute étude récente que ces organisations auraient réalisée sur la question pourraient également être demandés.

Rapport du Président sur le processus d'analyse et d'échange de renseignements (processus AER)

43. Le Comité a pris note du rapport suivant du Président sur la réunion du processus AER tenue les 28 et 29 septembre 1998:

"i) Conformément au paragraphe 36 du document G/AG/R/10, voici mon rapport succinct, en qualité de Président, sur la réunion du processus AER tenue les 28 et 29 septembre 1998.

ii) La première question examinée à cette réunion a été celle des considérations autres que commerciales. Outre les documents informels présentés par la Norvège (AIE/22) et le Japon (AIE/25) et examinés à la session précédente en juin, quatre nouveaux documents informels ont été présentés pour examen approfondi: le document AIE/28, présenté par la Nouvelle-Zélande, intitulé "Les effets secondaires des politiques et de la production agricoles"; le document AIE/32, présenté par l'Argentine, intitulé "Considérations autres que d'ordre commercial à prendre en compte dans les prochaines négociations sur l'agriculture"; le document AIE/34, présenté par les États-Unis, intitulé "Considérations autres que d'ordre commercial et agriculture"; le document AIE/36, présenté par l'Australie, intitulé "Considérations autres que d'ordre commercial". Par ailleurs, deux documents présentés récemment, l'un par la Corée (AIE/39), intitulé "Considérations autres que d'ordre commercial dans les pays importateurs nets de produits alimentaires", l'autre par les Communautés européennes (AIE/40), intitulé "Le caractère multifonctionnel de l'agriculture", devaient faire l'objet d'un examen préliminaire et seraient réexaminés de manière plus approfondie à la session AER de novembre.

iii) Il convient de noter tout d'abord que l'éventail des objectifs de politique générale et des facteurs jugés pertinents pour la suite du processus d'analyse et d'échange de renseignements sur les considérations autres que d'ordre commercial est très large. Outre des facteurs tels que la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement, dont il est expressément fait mention dans l'Accord sur l'agriculture, les communications ont évoqué les questions suivantes: la viabilité des zones rurales, le maintien de l'emploi rural en général et dans des régions déterminées, un développement territorial et socio-économique équilibré, la préservation du paysage, la protection contre les risques et catastrophes naturels, la biodiversité et les questions d'écologie, la garantie de produits alimentaires sûrs et de grande qualité, les préoccupations des consommateurs, et même des facteurs et préoccupations d'ordre culturel. Il a été souligné que beaucoup de ces facteurs et préoccupations étaient liés. Un certain nombre de suggestions ont été faites concernant la nécessité de définir plus précisément ces préoccupations et les concepts visés, ainsi que de donner des exemples concrets pour permettre un examen et une analyse plus systématiques.

iv) Diverses préoccupations ont été exprimées à propos des répercussions négatives sur les prix du marché mondial et sur les possibilités d'accès qu'avaient les

mesures protectionnistes ou ayant des effets de distorsion sur le commerce maintenues sur la base de considérations autres que d'ordre commercial dans le secteur agricole. On craignait en particulier que ces questions non liées au commerce ne deviennent un obstacle à toute nouvelle libéralisation substantielle des échanges de produits agricoles. À cet égard, il a été signalé que, si bon nombre des considérations autres que d'ordre commercial énoncées étaient des objectifs légitimes des politiques nationales et si les circonstances sociales, géographiques et économiques dans lesquelles elles se présentaient pouvaient varier d'un pays à l'autre, il fallait chercher des moyens d'en tenir compte qui atténuent au maximum leurs effets néfastes sur le commerce. Certaines des suggestions concrètes formulées à cet égard prévoyaient d'étudier plus en détail, au cours du processus AER, si les considérations autres que d'ordre commercial spécifiques qui avaient été mentionnées ne pourraient pas être couvertes par les dispositions actuelles de la catégorie verte. Il a en outre été suggéré que cet examen inclue les questions connexes intéressant les pays en développement, y compris les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, ainsi que les questions concernant la sécurité alimentaire.

- v) Ce sont des suggestions dont il conviendrait de poursuivre l'examen.
- vi) Le document du Canada sur les "Restrictions et taxes à l'exportation" (AIE/24) offrait une base utile pour engager le débat sur un sujet qui, entre autres choses, avait des conséquences importantes pour le rôle de plus en plus décisif que le système commercial de l'OMC était appelé à continuer de jouer pour contribuer à garantir la sécurité alimentaire mondiale.
- vii) Un certain nombre d'observations ont été faites à propos de l'adéquation des disciplines en matière de restrictions à l'exportation existant dans le cadre du GATT et de l'Accord sur l'agriculture. On a fait valoir que ces disciplines étaient relativement modérées et déséquilibrées par rapport aux obligations plus strictes imposées dans le cas des mesures prises à l'importation. Il a été signalé à cet égard qu'un objectif important des disciplines existantes – et qu'il était nécessaire de renforcer – était de garantir qu'il n'y avait pas de discrimination entre acheteurs étrangers et nationaux concernant l'offre de produits alimentaires disponibles pendant les périodes où les prix mondiaux étaient élevés et l'offre limitée.
- viii) Parmi les observations formulées, il a été noté, concernant les taxes à l'exportation, que ces taxes étaient jugées nécessaires afin de compenser les effets négatifs de la progressivité des droits de douane sur les produits comportant un degré plus élevé de transformation. La possibilité de négocier des engagements contraignants sur le niveau des taxes à l'exportation a également été évoquée.
- ix) Dans le domaine du soutien interne, nous avons disposé de documents informels des États-Unis, de l'Afrique du Sud, des Communautés européennes et de l'Australie, qui nous ont permis d'aborder un nouveau terrain au cours des débats en la matière dans le cadre du processus AER.
- x) Le document informel des États-Unis intitulé "Annexe 4: Mesure équivalente du soutien" (AIE/26) a soulevé la question des circonstances dans lesquelles la méthode de la mesure équivalente du soutien (MES) exposée à l'Annexe 4 de l'Accord devrait être utilisée pour calculer la MGS totale courante. On a fait valoir qu'il serait peut-être nécessaire à l'avenir d'élaborer une méthode plus précise. Il a été suggéré de fournir les détails du calcul de la MES afin d'améliorer la transparence des notifications. Il a par ailleurs été proposé d'étudier plus avant

l'utilisation faite de la MES dans le cadre de consultations informelles sur les questions relatives à la mise en œuvre du soutien interne en général.

xi) Dans le document informel de l'Afrique du Sud intitulé "L'effet de l'inflation sur les engagements de réduction" (AIE/33), il a été noté que les pays ayant des engagements de réduction de la MGS pourraient avoir des difficultés excessives à maintenir la valeur réelle de leurs mesures de soutien des prix en cas de taux d'inflation élevés, et que les pays les plus susceptibles d'être affectés par cette situation étaient les pays en développement. Il a été noté que ce problème ne concernait pas uniquement les Membres ayant des engagements de réduction du soutien interne, mais pouvait également se poser pour les nombreux pays en développement qui offraient un soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges dans les limites des niveaux *de minimis*. On a fait valoir par ailleurs qu'un résultat recherché lors des négociations du Cycle d'Uruguay était que les pays ne devaient pas être autorisés à maintenir la valeur réelle du soutien interne qui avait des effets de distorsion sur les échanges. Il a été indiqué qu'il fallait se montrer prudent en rouvrant le débat sur les questions complexes visées. Il a été estimé que l'Accord offrait suffisamment de flexibilité pour tenir compte des difficultés de mise en œuvre liées à l'inflation, notamment par les dispositions suivantes: article 18:4 de l'Accord sur l'agriculture; mécanisme de correction de l'inflation inhérent dans les dispositions *de minimis* du fait que le soutien était calculé en pourcentage de la valeur courante de la production; plafond *de minimis* plus élevé de 10 pour cent pour les pays en développement; prix de référence extérieurs exprimés dans d'autres monnaies que la monnaie nationale (dollar EU par exemple); et possibilité de transférer le soutien interne vers les catégories exemptées, comme la catégorie verte. Il a été noté en outre que l'article 18:4 de l'Accord restait à mettre en pratique et qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'élaborer des directives opérationnelles pour déterminer ce qui constituait des "taux d'inflation excessifs".

xii) Au cours de l'examen du document présenté par les Communautés européennes sur la "Réforme des mesures de soutien interne: rôle des versements directs visés à l'article 6:5" (AIE/29), il a été déclaré que le remplacement du soutien des prix par des versements directs allait dans le bon sens. La catégorie bleue était un instrument de politique nécessaire pour faciliter les ajustements en vue d'un soutien ayant moins d'effets de distorsion sur le commerce, et il n'y avait dans l'Accord aucune base permettant de proposer de supprimer l'article 6:5. Certaines lacunes de la catégorie bleue ont également été relevées, et en particulier l'absence de plafond pour les dépenses relevant de la catégorie bleue et les effets de distorsion des échanges qui résultaient du fait que ces versements directs étaient subordonnés à la production.

xiii) Le document informel de l'Australie sur le "Découplage du soutien interne" (AIE/35) présentait des arguments en faveur d'un renforcement des disciplines et des critères de la catégorie verte. Un argument était que la catégorie verte incluait des mesures qui pouvaient provoquer des distorsions et qu'il fallait procéder à un examen de ce type de mesures exemptées pour veiller à ce que le processus de réforme ne soit pas compromis par des mesures qui n'étaient pas véritablement découplées des prix et de la production courants. Il a été indiqué que les mesures qui pourraient faire l'objet d'un tel examen seraient le soutien du revenu découplé, les programmes de retrait de ressources de la production et les aides à l'investissement. Des préoccupations ont aussi été exprimées à propos de la hausse sensible des dépenses relevant de la catégorie verte consacrées à des mesures qui, d'après ce point de vue, avaient des effets de distorsion. Selon d'autres points de vue, l'expérience de la catégorie verte était à ce jour positive et il n'était pas nécessaire de rendre plus strictes les conditions

d'admissibilité au bénéfice de la catégorie verte, car, ce faisant, on risquait de freiner de nouvelles évolutions des politiques en faveur de mesures ayant moins d'effets de distorsion sur le commerce. Il a également été indiqué que tout examen futur devrait être axé sur la question de savoir si la catégorie verte était suffisamment adaptée pour inclure des politiques destinées à poursuivre des objectifs autres que commerciaux et le rôle multifonctionnel de l'agriculture.

xiv) Lors des débats préliminaires au sujet du document des États-Unis sur le "Soutien interne" (AIE/38), il a été observé que tout affinement des critères devrait apporter prévisibilité et stabilité au cadre des politiques de la catégorie verte et que l'objectif final devrait être de faire en sorte que la catégorie verte ne puisse pas être utilisée de façon à contourner des engagements en matière de réduction du soutien interne.

xv) Nous aurons l'occasion de poursuivre notre débat sur la catégorie verte et les autres questions relatives au soutien interne lors de l'examen de fond du document informel des États-Unis qui doit avoir lieu à la réunion de novembre.

xvi) Nous avons procédé à un bref échange de vues sur un document informel des États-Unis distribué récemment, intitulé "Article 13: Dispositions relatives à la modération" (AIE/37), qui traite de questions relatives à la possibilité d'action en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation. L'importance de la date d'expiration de la clause de paix à la fin de l'année 2003 et ses incidences pour le soutien interne et les subventions à l'exportation a été soulignée dans un certain nombre des points de vue exprimés. Le document informel des États-Unis doit également être examiné plus avant à notre réunion de novembre.

xvii) Le document informel du Brésil intitulé "Libéralisation du commerce: approches sectorielle et globale" (AIE/31) a donné lieu à un nouvel échange de vues sur les avantages relatifs des techniques de négociations sectorielles ou "zéro pour zéro" et le lien entre toute approche de ce type et une approche horizontale générale pour parvenir à de nouvelles réductions substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture. Parmi les observations formulées à cet égard, on a fait valoir que la question des modalités de ces réductions futures ne pourrait être décidée que lors des négociations futures et ne pouvait pas être décidée à l'avance dans le cadre du processus AER. Il était néanmoins possible d'étudier dans les grandes lignes ce que les mesures "zéro pour zéro" pourraient couvrir, outre les droits de douane, par exemple à la lumière d'initiatives antérieures, mais sans tenter de désigner des produits spécifiques. Il a également été indiqué que les approches sectorielles pourraient constituer une technique utile, en complément des modalités de réduction globales, pour traiter les crêtes tarifaires et la progressivité des droits de douane, y compris pour les produits intéressant les pays en développement.

xviii) Au cours du débat sur le document informel de l'Inde intitulé "Questions intéressant les pays en développement" (AIE/30), un certain nombre de questions ont été soulevées et développées. Concrètement, il a été suggéré que les principaux domaines dans lesquels une liste de questions devrait être élaborée soient élargis pour inclure, outre la sécurité alimentaire, les autres considérations non commerciales intéressant les pays en développement.

xix) Il a été noté que la question de la sécurité alimentaire devait être traitée de manière équilibrée afin d'étayer la stabilité sociale et politique qui était nécessaire pour permettre aux pays en développement de participer de façon plus complète au

commerce international. Il a été noté également que les subventions faussant les échanges et les niveaux élevés de protection à la frontière dans certains pays développés avaient des effets négatifs disproportionnés sur le commerce des nombreux produits agricoles dont les exportateurs des pays en développement étaient plus fortement tributaires. À propos des subventions à l'exportation, il a été souligné que les pays en développement étaient particulièrement désavantagés lorsqu'ils se trouvaient en concurrence avec des pays exportateurs qui avaient les moyens de mobiliser des ressources financières importantes en faveur de leurs exportateurs.

xx) Dans ce contexte général, un des points de vue exprimés a été que, comme les subventions à l'exportation devaient être complètement supprimées, le subventionnement des exportations n'était pas un domaine où le maintien d'un traitement spécial et différencié pouvait être justifié. On a estimé en revanche qu'un traitement spécial et différencié dans le domaine de l'accès aux marchés, tant pour les engagements que pour leur mise en œuvre, continuerait d'être essentiel. Ce traitement était jugé particulièrement important afin d'améliorer la participation générale au commerce mondial des produits agricoles et d'inverser la tendance de plus en plus forte de nombreux pays en développement à devenir des importateurs nets. Dans un certain nombre des points de vue exprimés, une importance particulière a été donnée au fait que les questions concernant les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires devaient être traitées efficacement. Des questions relatives à l'assistance technique ont également été soulevées dans ce contexte général.

xxi) Des observations ont également été formulées au cours des débats sur la nécessité pour tous les pays de contribuer au processus de libéralisation, comme élément faisant partie intégrante de politiques plus larges propres à favoriser la croissance économique et le développement et, ainsi, à atténuer la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire en général. On a estimé que la question de savoir dans quelle mesure les considérations autres que d'ordre commercial incluaient des questions spécifiques en relation avec les pays en développement appelait des éclaircissements et que la présentation par les pays en développement de documents informels donnant des exemples concrets serait une contribution utile à la poursuite du processus d'analyse dans ce domaine.

xxii) Des débats supplémentaires ont eu lieu à propos de la possibilité d'inviter les organisations internationales pertinentes à participer à une réunion *ad hoc* afin de présenter leurs évaluations actualisées de l'incidence de la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, notamment celle de l'Accord sur l'agriculture pour les pays en développement. Il a été suggéré que, dans un premier temps, on envisage d'inviter les organisations internationales ayant le statut d'observateur à faire des communications sur ce thème dans le cadre de l'exercice annuel de surveillance concernant la Décision sur les pays importateurs nets de produits alimentaires, à la réunion ordinaire de novembre 1998 du Comité de l'agriculture.

xxiii) Le Secrétariat a informé les participants que ses documents de base continueraient d'être révisés et mis à jour selon qu'il conviendrait. Il a été noté que le document de base informel du Secrétariat sur la sauvegarde spéciale pour l'agriculture (AIE/S12) serait prochainement distribué aux Membres.

xxiv) La prochaine réunion AER aura lieu le lundi 16 novembre 1998."

Organisations internationales intergouvernementales: Demandes de statut d'observateur

44. Le Comité a noté que les demandes de statut d'observateur auprès du Comité des trois organisations internationales régionales ci-après étaient en attente: Secrétariat du Groupe ACP, Banque interaméricaine de développement et Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (G/AG/W/29/Rev.1). Le Président a informé le Comité que, ayant mené des consultations auprès des Membres depuis mars 1997, il constatait qu'il n'y avait toujours pas de consensus sur cette question. Les représentants de Maurice et de l'Uruguay ont fait part de leur déception devant l'absence de progrès. À propos de la demande du Secrétariat du Groupe ACP, le représentant de Maurice a rappelé que près de 40 pour cent des Membres de l'OMC étaient des pays ACP. Le Président a indiqué qu'il évoquerait la question avec le Président du Conseil général et le Président du Conseil du commerce des marchandises et reviendrait sur cette question selon qu'il serait approprié.

Autres questions

a) Rapport annuel du Comité de l'agriculture au Conseil du commerce des marchandises

45. Le Comité est convenu que le Président élaborerait un bref rapport factuel à l'intention du Conseil du commerce des marchandises, qui serait examiné par le Comité à sa réunion de novembre, et que le Président présenterait ce rapport au Conseil du commerce des marchandises sous sa propre responsabilité.

b) Calendrier des réunions pour 1999

46. Le Comité a pris note du calendrier ci-après des réunions ordinaires de 1999 (à savoir, réunions en mars, septembre et novembre, comme prévu dans les procédures de travail du Comité, plus une réunion ordinaire additionnelle en juin). Un programme de réunions informelles dans le cadre du processus AER a également été établi:

18-19 mars 1999	(réunion informelle: 17 mars 1999)
24-25 juin 1999	(réunion informelle: 23 juin 1999)
29-30 septembre 1999	(réunion informelle: 28 septembre 1999)
17-18 novembre 1999	(réunion informelle: 16 novembre 1999).

c) Canada – Certaines mesures prises par l'État du Dakota du Sud et d'autres États qui affectent les exportations canadiennes à destination du Dakota du Sud ou transitant par cet État

47. Le représentant du Canada a déclaré que, le 16 septembre 1998, l'État du Dakota du Sud avait commencé à bloquer les expéditions canadiennes de céréales, de bovins et de porcs en se fondant sur de prétendues considérations sanitaires et phytosanitaires. Quatre autres États, l'Idaho, le Dakota du Nord, le Wyoming et le Montana, s'en étaient également pris à des camions canadiens qui transportaient ou faisaient transiter sur leur territoire des expéditions de céréales, de bovins ou de bétail. Les produits canadiens en question étaient d'excellente qualité et répondaient à toutes les prescriptions fédérales des États-Unis. Le Canada était très préoccupé par cette situation car les producteurs canadiens avaient investi dans les secteurs porcin et bovin sur la base de règles commerciales transparentes et prévisibles et voyaient à présent leur activité pâtir de mesures locales qui étaient incompatibles avec les obligations commerciales internationales des États-Unis. Le Canada avait demandé la tenue de consultations au titre de l'article XXIII du GATT de 1994 dans l'espoir de parvenir rapidement à un règlement de cette question (G/AG/GEN/27). Le Canada comptait être en mesure d'annoncer une solution satisfaisante à cette situation à la prochaine réunion du Comité.

48. Le représentant des États-Unis a répondu que son pays reconnaissait la gravité de l'affaire et collaborait étroitement avec les autorités canadiennes et les autorités locales pour tenter de régler cette question et remédier aux facteurs qui avaient donné naissance au différend. Les États-Unis appelaient les parties concernées à s'abstenir de toute action hâtive.

49. Le représentant de la Suisse a indiqué que son pays s'intéressait à l'issue de cette affaire.

d) Chili – Demande en vue d'une nouvelle réunion avec les Communautés européennes sur la question des subventions accordées dans le secteur communautaire des fruits en boîte

50. Le représentant du Chili a déclaré que son pays souhaitait informer le Comité que le Chili, ainsi que l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Costa Rica, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, l'Afrique du Sud, la Thaïlande, les États-Unis et l'Uruguay, avaient pris acte de la proposition faite par les Communautés européennes de continuer le dialogue sur la question des subventions dans le secteur communautaire des fruits en boîte. En conséquence, une communication avait été adressée aux Communautés européennes pour demander la tenue d'une autre réunion d'information, à Genève, en marge de la réunion de novembre du Comité, afin de poursuivre le processus d'échange de renseignements (G/AG/R/15, paragraphes 70 à 75). Il était entendu que l'objectif de ce type de réunion était de tirer au clair, dans un esprit de transparence, des questions se rapportant à l'octroi par les Communautés européennes de subventions à leur secteur des fruits et légumes transformés, afin de parvenir à une meilleure compréhension de la mise en œuvre des engagements pris à Marrakech.

51. Le représentant des Communautés européennes a confirmé sa volonté de continuer le dialogue avec les parties concernées à une date proche de la réunion de novembre du Comité. Les représentants de l'Australie, de l'Argentine et des États-Unis ont réaffirmé l'intérêt que leurs gouvernements portaient à cette question.

e) Communautés européennes – Consultations annuelles au titre de l'article 18:5 de l'Accord sur l'agriculture

52. Le représentant des Communautés européennes a noté que l'article 18:5 de l'Accord sur l'agriculture prévoyait des consultations annuelles au sujet de la participation des Membres à la croissance normale du commerce mondial des produits agricoles, lesquelles, d'après les procédures de travail du Comité, devaient avoir lieu aux réunions de novembre. Les Communautés européennes ont demandé au Secrétariat d'élaborer une note d'information pour les besoins de ces consultations, auxquelles les Membres procéderaient à la prochaine réunion du Comité. Le Secrétariat a pris note de cette demande.

Date de la prochaine réunion

53. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra les 17 et 18 novembre 1998. L'aérogramme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera distribué le 6 novembre 1998.

ANNEXE

	<u>Page</u>
<u>Partie I</u>	
<u>Résumé des points spécifiques soulevés à propos des notifications et des réponses qui y ont été apportées (réunion des 30 septembre et 1^{er} octobre 1998)</u>	19
i) <u>notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Équateur (ECU/5), Guatemala (GTM/6), Thaïlande (THA/26 et THA/28), et États-Unis (USA/15)</u>	19
ii) <u>notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Brésil (BRA/11), Colombie (COL/10 et Corr.1), El Salvador (SLV/6), Guatemala (GTM/9), Israël (ISR/7), Maroc (MAR/13), Norvège (NOR/17), Slovénie (SVN/9), Suisse (CHE/14), Thaïlande (THA/27) et États-Unis (USA/16 et Corr.1)</u>	27
iii) <u>notifications concernant l'utilisation de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Japon (JPN/30) et Pologne (POL/20); États-Unis (USA/18 pour examen préliminaire)</u>	35
iv) <u>notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Chili (CHL/8 et Corr.1), Colombie (COL/8), République tchèque (CZE/17), Communautés européennes (EEC/12, Corr.1 et Corr.2), Islande (ISL/11), Inde (IND/1), Jamaïque (JAM/2), Maroc (MAR/11), Philippines (PHL/15), République slovaque (SVK/14), Slovénie (SVN/8), Suisse (CHE/15), Trinité-et-Tobago (TTO/2), États-Unis (USA/17) et Uruguay (URY/13)</u>	37
v) <u>notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Suisse (CHE/16)</u>	60
vi) <u>notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Australie (AUS/19) pour examen préliminaire; Hongrie (HUN/14), Maroc (MAR/10), Norvège (NOR/18) et Suisse (CHE/17)</u>	61
<u>Partie II</u>	
<u>Réponses non fournies à des questions relatives à des notifications soulevées à des réunions précédentes</u>	64
i) <u>notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Communautés européennes (EEC/12, Corr.1 et Corr.2)</u>	64
ii) <u>notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Communautés européennes (EEC/11)</u>	67

Appendices

1.	Guatemala – Droits de douane appliqués aux produits contingentés non soumis à des arrangements en matière de contingents tarifaires en 1998	68
2.	Guatemala – Arrangements à l'importation applicables au blé et à la farine de méteil	69
3.	Guatemala – Données relatives aux importations pour tous les produits visés par un contingent tarifaire, année civile 1997	70
4.	Israël – Accroissement annuel des possibilités d'accès au marché, 1995-2000	71
5.	Jamaïque – Renseignements supplémentaires sur les programmes relevant de la "catégorie verte"	72
6.	États-Unis – Autres méthodes utilisées pour calculer le montant des subventions à l'irrigation	75

ANNEXE – Partie I

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture les 30 septembre et 1^{er} octobre 1998

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

Tableau MA:1 Notifications

Équateur G/AG/N/ECU/5 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Tous les contingents tarifaires mentionnés dans l'annexe I sont-ils appliqués?	L'Équateur a conçu et mis en application un cadre réglementaire pour administrer les contingents tarifaires qui ne faisaient l'objet d'aucune disposition législative avant son accession à l'OMC. Des dispositions par produit relatives à l'attribution des contingents tarifaires sont toujours en cours d'élaboration. S'agissant du blé, du sorgho et du maïs jaune, on a déjà pu définir des règles spécifiques, attribuer les contingents tarifaires et importer les produits.
États-Unis: Explication du système tarifaire décrit dans l'annexe 1 de la notification; le "droit maximal" peut-il être assimilé au taux applicable au contingent?	L'annexe 1 a pour objet de fournir des renseignements sur les volumes contingentaires annuels et les droits maximaux applicables aux produits soumis au régime de contingent tarifaire durant la période de mise en œuvre. L'Équateur confirme que le taux applicable au contingent est le "droit maximal" pour le contingent.
États-Unis: Peut-on présumer que les taux hors contingent sont plus élevés que le taux maximal? Précisions demandées sur les taux hors contingents appliqués.	Sont concernés les produits importés dans le cadre du Système andin de marges de prix (SAFP), pour lesquels les droits applicables sont publiés au Journal officiel. Pour les produits non couverts par le SAFR, le droit appliqué est celui du Tarif extérieur commun du Groupe andin.
Australie/Canada/Nouvelle-Zélande: Système d'adjudication utilisé pour attribuer les licences concernant certains contingents tarifaires (en particulier pour les coqs et poules, dindes et dindons; le lait en poudre; l'amidon de blé et l'amidon de maïs; le glucose); expérience acquise par l'Équateur dans l'administration de son système d'adjudication.	L'accord interministériel n° 063 (AI 063) énonce les paramètres généraux pour l'administration des contingents tarifaires. Toutefois, des dispositions par produits additionnelles, correspondant à chaque méthode d'attribution, sont nécessaires. Le système d'adjudication n'est pas encore opérationnel du fait que la réglementation par produit, comme indiqué plus haut, est toujours en cours d'élaboration.
Nouvelle-Zélande: D'autres méthodes d'attribution, hormis l'adjudication, ont-elles été envisagées pour les trois contingents tarifaires concernés?	La principale méthode d'attribution utilisée est l'attribution suivant les transactions antérieures, qui est la plus simple du point de vue administratif et la plus largement utilisée par la communauté internationale. Néanmoins, pour trois produits contingentés, le nombre d'importateurs traditionnels est élevé par rapport aux volumes disponibles. Pour ces trois contingents tarifaires, la méthode de l'adjudication a été préférée car elle permet de procéder à l'attribution sur la base d'appels à la concurrence.
Australie: Demande d'explications au sujet de la compatibilité juridique des systèmes d'adjudication avec les règles de l'OMC.	L'Équateur est d'avis que la méthode d'adjudication qu'il utilise pour administrer ses contingents tarifaires est compatible avec les règles de l'OMC.

Équateur G/AG/N/ECU/5 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Brésil: Sens de l'article 1 de l'accord interministériel n° 63 (AI 063) pour ce qui est du déclenchement du mécanisme de contingentement.	Pour chacun des 15 contingents tarifaires, le mécanisme de contingentement n'est déclenché que lorsque les droits de douane imposés sur chacun des produits concernés dépassent le taux de droit consolidé maximal applicable au contingent au cours de la période contingente. En accédant à l'OMC, l'Équateur s'est engagé à satisfaire à tous ses engagements en matière d'accès aux marchés. L'objectif de l'article 1 de l'AI 063 est de garantir que le total des impositions tarifaires n'excède pas les droits de douane et les contingents tarifaires maximaux consolidés prévus dans le cadre de l'OMC.
Brésil: Dans le cas de la volaille par exemple, le mécanisme de contingentement tarifaire s'applique-t-il uniquement lorsque le droit à l'importation excède 40 pour cent?	Pour les morceaux de volailles, par exemple, le mécanisme de contingentement tarifaire n'est déclenché que lorsque le droit à l'importation excède 40 pour cent. Pour chaque contingent tarifaire, le critère utilisé pour déterminer le droit à appliquer est le taux de droit maximal consolidé applicable à chacun, comme le prévoit la section 1-B de la Liste de l'Équateur.
Brésil: Comment les exportateurs peuvent-ils savoir si leurs transactions relèvent ou non du contingent?	Les exportateurs savent si leurs expéditions relèvent du contingent tarifaire par l'intermédiaire de leurs correspondants importateurs, en demandant un exemplaire du <i>Documento Único de Importación (DUI)</i> (licence d'importation), où sont dûment indiqués ces renseignements.
Australie: Sens de l'article 7 de l'AI 063, concernant le traitement du commerce préférentiel dans l'attribution des contingents tarifaires NPF.	Lors de son accession à l'OMC, l'Équateur s'est engagé à ne pas dépasser ses engagements en matière d'accès aux marchés, concernant aussi bien les droits consolidés que les contingents tarifaires. L'objet de l'article 7 de l'AI n° 063 est d'empêcher que l'utilisation du SAFF ne viole ces engagements, étant donné que le mécanisme prévoit que les impositions tarifaires ne peuvent pas dépasser les droits consolidés dans le cadre de l'OMC. L'Équateur n'accorde aucun traitement préférentiel à aucun pays ou groupe de pays dans le cadre de son système d'administration des contingents tarifaires. Tous les pays Membres de l'OMC ont des droits d'accès égaux aux contingents tarifaires ouverts par l'Équateur.
Australie: Souhaite savoir si des taux de droits moindres sont appliqués aux importations en provenance des pays du Pacte andin dans le cadre des contingents tarifaires établis.	La Communauté andine est une union douanière au sein de laquelle une zone de libre-échange a été créée. En conséquence, il n'y a pas de raison d'accorder des possibilités d'accès minimal aux pays du Pacte andin par le biais des contingents tarifaires.
Brésil: Les licences d'importation pour les tourteaux de soja et la viande de volaille sont valables trois mois. Au regard de l'article 5 de l'AI 063, le Comité des contingents tarifaires (CTQ) serait-il habilité à modifier cette période de validité?	Le DUI (licence d'importation) est valable pour trois mois quel que soit le type de régime d'importation applicable au contingent tarifaire, alors que la "période contingente" définie par le CTQ est seulement applicable aux contingents tarifaires. La "période de validité" du DUI et la "période contingente" sont donc de nature différente, la première étant une prescription administrative générale tandis que la seconde est liée au régime d'importation effectivement appliqué au contingent tarifaire. Il n'y a pas de contradiction entre ces deux dispositions.

Équateur G/AG/N/ECU/5 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie: Pour les dindons et dindes, coqs et poules, les tourteaux de soja et de colza, le blé, l'orge et le malt, le maïs corné et le sorgho, la période contingentaïre effective est notifiée au début de chaque année. Raison pour laquelle la période contingentaïre n'est pas fixée à l'avance pour ces produits.	Le caractère saisonnier de plusieurs des produits visés par un contingent tarifaire peut changer du fait des variations climatiques. <i>El Niño</i> , par exemple, a eu une incidence majeure sur la production agricole de l'Équateur. Pour cette raison, la période contingentaïre ne peut pas être définie avec certitude plus d'une année à l'avance. Le système actuel est transparent. Il offre une prévisibilité aux opérateurs commerciaux qui, grâce à leur représentation au CTQ, ont pleinement connaissance de tous les renseignements pertinents concernant l'administration des contingents tarifaires.
Nouvelle-Zélande: Composition du CTQ: conséquences de la présence de représentants d'associations professionnelles compte tenu de la nécessité de garantir une attribution équitable et transparente de tous les contingents tarifaires.	La présence d'un représentant d'association professionnelle au sein du CTQ vise précisément à garantir un processus d'attribution équitable et transparent. Ce membre est désigné par consensus entre l'ensemble des importateurs des produits concernés. Ce dernier est tenu en outre d'informer les importateurs, qu'il représente, de toutes les décisions adoptées par le CTQ.
États-Unis: En cas de sous-utilisation des licences d'importation durant la période prescrite de trois mois, de nouvelles licences sont-elles délivrées, et quelle est la nature des prescriptions?	Les licences d'importations non utilisées dont la période de validité de trois mois a expiré ne peuvent pas être renouvelées pour le même importateur. Cependant, la quantité non utilisée peut être attribuée à un autre importateur faisant commerce du même produit.
États-Unis: Sens de la phrase " <i>les contingents tarifaires qui ont été utilisés sans aucune justification pendant la période de validité ... en vue de leur réattribution dans les meilleurs délais.</i> " (article 6 de l'AI 063). Comment ces contingents tarifaires sont-ils réattribués?	L'objectif de l'article 6 de l'AI 063 est d'empêcher la perte de montants inutilisés du contingent tarifaire, à moins que l'importateur puisse justifier d'un cas de force majeure. Cette justification devrait être présentée devant le CTQ pour examen. De même, le CTQ décidera de la méthode la mieux appropriée pour réattribuer les volumes inutilisés du contingent tarifaire.
Nouvelle-Zélande: Confirmation qu'aucune restriction n'est imposée sur les volumes des différents types de lait en poudre regroupés par l'Équateur en un "contingent unique". Raison pour laquelle un traitement similaire n'est pas appliqué à d'autres contingents tarifaires englobant plus d'une ligne.	L'Équateur confirme qu'il n'y a qu'un seul contingent tarifaire pour les trois types de lait en poudre mentionnés dans sa liste. À l'intérieur de ce contingent unique, les parts du volume sont fixées à l'avance et réparties équitablement entre les trois produits laitiers concernés. Lorsque les modalités de répartition d'autres contingents tarifaires uniques n'ont pas été notifiées, il est entendu que les parts relatives de chaque produit à l'intérieur des contingents uniques concernés ne font pas l'objet de restrictions.
Australie: Dispositions prévues en ce qui concerne les nouveaux importateurs; base sur laquelle ils auront accès aux contingents tarifaires répartis en fonction de l'antériorité.	La moyenne des importations des cinq années précédentes est un critère applicable seulement aux importateurs traditionnels. On entend par nouveaux importateurs des importateurs qui n'ont pas effectué d'importations au cours des cinq dernières années ou qui n'en ont jamais effectué aucune.

Équateur G/AG/N/ECU/5 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande/États-Unis: Dispositions applicables aux nouveaux venus sur le marché. En particulier, raison pour laquelle 10 pour cent du contingent tarifaire pour le blé/orge/malt sont réservés aux nouveaux venus, alors que pour d'autres contingents tarifaires attribués sur la base des parts antérieures, 20 pour cent sont réservés aux nouveaux venus.	Pour appliquer la méthode d'attribution suivant l'antériorité, la part relative des importateurs traditionnels et des nouveaux a été déterminée sur la base a) de la structure du commerce extérieur équatorien des produits concernés et b) du nombre d'importateurs et de leur potentiel effectif d'importation. D'après la méthode de l'adjudication, les nouveaux importateurs seraient libres de participer en acquérant une part du contingent.
<i>Remarques complémentaires: De l'avis de l'Australie, le système d'administration des contingents tarifaires de l'Équateur est compliqué, n'offre aucune certitude aux exportateurs et risque de donner lieu à des taux d'utilisation faibles – La Nouvelle-Zélande et l'Uruguay ont exprimé des doutes quant à la compatibilité du système d'adjudication avec les règles de l'OMC et ont demandé à l'Équateur de reconsidérer d'autres méthodes d'attribution – La Norvège et la Suisse, en tant qu'utilisateurs du système d'adjudication, ont défendu la compatibilité du système avec les règles multilatérales et ont proposé de faire part de l'expérience de leur pays dans l'enceinte la mieux appropriée.</i>	

Guatemala G/AG/N/GTM/6 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon: Pas de notification pour l'année civile 1996.	La notification correspondante sera communiquée dès que possible.
Australie: Raisons pour lesquelles le Guatemala a instauré un système de contingent tarifaire pour les pommes.	Ce contingent tarifaire pour les pommes a été mis en place dans le cadre des projets du Guatemala de poursuivre ses programmes de modernisation et de développement dans des régions adaptées à la culture des arbres fruitiers à feuilles caduques, et s'inscrit dans une stratégie globale du gouvernement visant à créer des emplois et à accroître les revenus des campagnes, ainsi qu'à améliorer la compétitivité du secteur agricole.
Australie/Japon: Souhaitent avoir confirmation que les marchandises citées dans la section I-B qui n'ont pas fait l'objet de contingents tarifaires restent assujetties uniquement à des droits de douane.	Oui, ces produits sont assujettis aux droits de douane figurant dans le Tarif douanier centraméricain, comme cela est indiqué à l'Appendice 1 du présent rapport.
États-Unis: Conséquences de la sous-utilisation d'une licence en deçà du niveau prescrit de 90 pour cent (pour la viande et les abats comestibles de volailles).	L'article 18 du Décret ministériel n° 8-97 dispose que "le demandeur ne peut utiliser la licence pour une quantité inférieure à 90 pour cent du volume attribué". La Direction générale des douanes révoquerait la licence et imposerait le droit de douane de 45 pour cent applicable aux importations hors contingent sur l'ensemble du volume importé. À l'inverse, si les importations dépassent le volume attribué, le taux de droit hors contingent s'applique uniquement au dépassement.
Brésil: Lien entre l'attribution mensuelle de 583,33 tonnes (contingent tarifaire de viande et d'abats comestibles de volailles) et le volume annuel sous contingent de 5 834 tonnes notifié dans le document G/AG/N/GTM/9.	L'attribution mensuelle de 583,33 tonnes résulte de la division en 12 parts égales du volume de 5 834 tonnes (engagement pris dans la Liste LXXXVIII) majoré (accroissement autonome de l'accès au marché) de 1 166 tonnes.
Brésil/Communautés européennes: Raison pour laquelle, pour le contingent tarifaire concernant la viande et les abats comestibles de volailles, les licences ne sont valables qu'un mois et méthode de calcul des attributions mensuelles.	La période de validité d'un mois s'explique par la manière dont le contingent tarifaire est réparti. Le volume du contingent annuel pour la viande et les abats comestibles de volailles relevant de la position 0105 (frais, réfrigérés ou congelés) est de 7 000 tonnes. Le volume mensuel attribué de 583,33 tonnes est obtenu en divisant le volume annuel en 12 parts égales, qui seront réparties suivant la procédure indiquée au point b), page 2 de la notification.

Guatemala G/AG/N/GTM/6 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Brésil/États-Unis: Action administrative prévue si la licence n'est pas utilisée au cours de la période prescrite d'un mois; possibilités de réattribution pour la viande et les abats comestibles de volailles.</p> <p><i>Remarques complémentaires: L'Uruguay a fait part de ses préoccupations concernant a) la durée de validité limitée des licences d'importation relatives à certains produits soumis à un contingent tarifaire, qui va fortement restreindre les possibilités d'accès au marché des fournisseurs éloignés; et b) l'absence de justification de l'application du droit hors contingent plus élevé de 45 pour cent aux importations pour la simple raison que le volume effectivement importé au titre du régime des importations sous contingent se situe en deçà d'un seuil de 90 pour cent du montant indiqué sur le certificat d'importation. Question devant faire l'objet d'une communication écrite.</i></p>	<p>L'article 17 du règlement pertinent prévoit que les licences d'importation pour la viande et les abats comestibles de volailles sont valables pour un mois. L'article 22 prévoit que les importateurs rencontrant des difficultés inattendues en raison d'un cas de force majeure dûment établi peuvent faire une demande écrite à la Commission en vue de a) remplacer leur licence par une nouvelle licence valable pour le mois civil suivant; b) fractionner le volume accordé en plusieurs nouvelles licences; ou c) annuler la licence. Cela signifie que sauf dans les cas de force majeure dûment reconnus par la Commission spéciale, la licence d'importation perd sa validité avec effet immédiat 30 jours après la date de délivrance.</p>

Thaïlande G/AG/N/THA/26 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande/Afrique du Sud: Raisons pour lesquelles des périodes de validité courtes sont généralement imposées pour les permis d'importation, ce qui défavorise les fournisseurs éloignés.	La Thaïlande veut encourager les importateurs à qui une part du contingent tarifaire a été attribuée à procéder aux importations le plus rapidement possible de façon que les autorités compétentes puissent connaître le solde du contingent. Les permis peuvent être prorogés mais au plus tard jusqu'au 31 décembre de chaque année d'importation.
Australie/Hongrie/Nouvelle-Zélande/Suisse: Noix de coco - Fondement juridique sur lequel repose le fractionnement inégal du contingent tarifaire en attributions trimestrielles; le système prévoit-il des obligations d'achats locaux?	Les dispositions en matière d'attribution sont conçues en fonction de la nature de chaque produit et en tenant compte des différentes périodes de production. Le contingent d'importation pour les noix de coco est attribué par tranches de quatre mois de façon à cadrer avec le cycle saisonnier de la production intérieure et à stabiliser le prix local. Le contingent d'importation est attribué au prorata à toute personne morale exploitant une usine utilisant des noix de coco comme intrant. Il n'y a pas d'obligation d'acheter des noix de coco produites localement (cela est également valable pour l'huile de coco).
Australie: Noix de coco et riz - Une marge de flexibilité est-elle accordée aux importateurs pour les produits assujettis à des restrictions saisonnières et les importations autorisées pourraient-elles être éventuellement réattribuées si la conjoncture du marché le justifiait.	À l'heure actuelle, la Thaïlande n'envisage pas de modifier les dispositions en matière d'attribution applicables aux produits contingentés en question.
Nouvelle-Zélande: Coprah - Raison pour laquelle la période d'importation du coprah est limitée aux mois de novembre et décembre 1998; la Thaïlande envisage-t-elle de modifier en quoi que ce soit cette pratique (qui concerne également d'autres produits soumis à un contingent tarifaire), eu égard en particulier aux taux d'utilisation très faibles enregistrés pour 1997?	Le coprah est produit en Thaïlande tout au long de l'année à l'exception des mois de novembre et décembre. Les importations de coprah sont autorisées pendant ces deux mois afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement et de réduire au minimum les contraintes et les coûts administratifs liés aux procédures d'importation. Toutefois, les importateurs peuvent demander l'accès au contingent tarifaire à l'avance et importer dès le début de la période d'attribution. La Thaïlande n'entend pas modifier sa méthode d'attribution pour les noix de coco, l'huile de coco ou le coprah.

Thaïlande G/AG/N/THA/26 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Hongrie/Afrique du Sud/Suisse: Oignons - Raison pour laquelle le quota est entièrement alloué à la Fédération des coopératives de producteurs d'oignons (OGCF). Quels sont les membres de l'OGCF, et quelle part de la production nationale représentent-ils? Le prix qui en résulte implique-t-il une subvention aux producteurs?	L'OGCF a son siège dans le nord du pays où l'on produit beaucoup d'oignons. Elle représente l'ensemble des producteurs d'oignons thaïlandais. La Thaïlande estime qu'il n'est pas justifié d'attribuer le quota d'importation à d'autres parties, c'est-à-dire à celles qui jouent le rôle d'intermédiaires ou à d'autres importateurs d'oignons. Un afflux d'importations entraînerait une grande instabilité des prix intérieurs, ce qui porterait préjudice à de nombreux petits producteurs d'oignons aux revenus modestes. L'attribution du contingent à l'OGCF a été jugée nécessaire pour garantir un degré de certitude aux faibles revenus des agriculteurs ainsi que pour maintenir la stabilité du marché.
Hongrie/Afrique du Sud/Suisse: Oignons et aulx - Étant donné que les contingents tarifaires pour ces produits sont attribués uniquement à l'OGCF et à la PWO, respectivement, comment ces organisations attribuent-elles les permis d'importation? Cela concerne-t-il le commerce d'État? Les permis sont-ils soumis à quelque restriction que ce soit? <i>L'Afrique du Sud note que ces deux contingents tarifaires n'ont pas été utilisés, comme il est indiqué dans la notification MA:2 présentée par la Thaïlande.</i>	L'Organisation des entrepôts publics (PWO) opère sur une base commerciale, conformément à l'article XVII du GATT de 1994, et a tenté d'attribuer le contingent d'importation à des personnes morales. À ce jour, aucune demande n'a été reçue de personnes morales parce que le prix intérieur des aulx est très faible.
Nouvelle-Zélande/Suisse: Huile de soja - Conditions d'adhésion à l'Association thaïlandaise des industriels du secteur alimentaire (TFPA) et réservation des licences d'importation aux utilisateurs finals; obligations d'achats locaux; méthode d'attribution des parts.	L'admission à la TFPA n'est pas assujettie à des obligations d'achats locaux. Le gouvernement n'intervient pas dans les activités de l'Association. Le contingent tarifaire pour les importations d'huile de soja de 1998 est attribué aux membres de la TFPA au prorata.
Canada/Nouvelle-Zélande: Fèves de soja - Conditions d'accès appliquées en 1998 et conditions prévues en 1999, eu égard aux importations en franchise de droits qui ont eu lieu en 1997.	L'importation des fèves de soja n'a pas été contingentée en 1998. L'importation de quantités illimitées en franchise de droits est autorisée en raison d'une demande intérieure accrue. La Thaïlande n'envisage pas à l'heure actuelle de changer le système pour 1999.
Communautés européennes: Thé - Pourquoi le contingent tarifaire du thé est-il subdivisé en deux sous-contingents pour le thé vert et le thé noir, alors que cette subdivision n'est pas envisagée dans la Liste de la Thaïlande?	Le thé relève de la position 0902 du SH qui recouvre tous les types de thé, y compris le thé vert et le thé noir. La Thaïlande ne voit donc aucune contradiction dans la manière dont ses engagements en matière de contingents tarifaires sont appliqués.

Thaïlande G/AG/N/THA/28 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes / Japon / Hongrie / Nouvelle-Zélande: Maïs - Conditions d'attribution des parts aux importateurs et part réservée aux nouveaux venus sur le marché; ajustement notable des attributions à certains utilisateurs finals par rapport à 1997 (les éleveurs fermiers et industriels de volaille et porcs y avaient alors droit); critères utilisés pour déterminer les utilisateurs finals; raisons de l'instauration d'une date limite pour les importations (15 juillet 1998).	Les parts sont attribuées au prorata à six associations (voir le document THA/28) indépendamment de leurs résultats antérieurs. Ces associations représentent les utilisateurs de maïs pour la fabrication des aliments pour animaux. Les exploitations avicoles et porcines sont également membres de l'une de ces associations. En 1998, jusqu'à 300 000 tonnes de maïs doivent être importées, soit six fois plus que l'engagement prévu par la Thaïlande. Ce volume doit être importé avant le milieu de l'année parce que la production locale devrait être écoulee pendant le deuxième semestre.
Nouvelle-Zélande: Graines d'oignon - Raison pour laquelle les licences d'importation ne sont attribuées qu'à la Fédération des coopératives de producteurs d'oignons. La Thaïlande envisage-t-elle de changer cette pratique?	<i>Voir plus haut la réponse relative au document THA/26 donnée à ce sujet.</i> À l'heure actuelle, la Thaïlande n'envisage pas de modifier la méthode d'attribution appliquée à ce produit.

Thaïlande G/AG/N/THA/28 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon: Pommes de terre - Raisons de la modification importante intervenue avec l'attribution du contingent tarifaire à des personnes morales en 1998 (page 4, SH 0701, point b ii)), plutôt qu'à la PWO.	Cela est dû au fait que la Thaïlande a l'intention d'améliorer la méthode d'administration du contingent, qui est maintenant attribué à toute personne morale au prorata.
Suisse: Soie grège - Concernant le sous-contingent attribué aux "personnes morales qui ont des plans de production de tissu de soie ou qui ont conclu des arrangements pour l'importation de soie grège", souhaite savoir si les plans de production doivent être approuvés par le gouvernement, si des achats locaux interviennent et ce que signifie l'expression "arrangements pour l'importation".	Il n'est pas nécessaire que les plans de production des importateurs soient approuvés par le gouvernement. Cela relève entièrement du secteur privé. Il n'y a pas de prescriptions en matière d'achats locaux pour la soie grège ni pour aucun autre produit assujéti à un contingent tarifaire. L'expression "arrangements pour l'importation" signifie que les importateurs doivent présenter leurs plans de production de tissu de soie ainsi que leurs plans d'importation de soie grège. En outre, si le volume total des importations souhaitées dépasse le montant total du contingent, l'attribution sera effectuée au prorata.
Communautés européennes: Lait écrémé en poudre - Raison pour laquelle un contingent tarifaire de 78 000 tonnes seulement a été ouvert en 1998, contre 88 000 tonnes en 1997 (THA/22); raison pour laquelle le contingent tarifaire est attribué à différents utilisateurs finals, et non globalement, ce qui permettrait aux importateurs de déterminer eux-mêmes l'utilisation finale de leurs importations.	En 1998, la Thaïlande a ouvert un contingent d'importation d'un montant total de 48 333,33 tonnes. En raison de la demande intérieure, ce contingent a été porté à 78 000 tonnes, soit un niveau supérieur de 60 pour cent aux engagements prévus. L'attribution du contingent aux importateurs se fait au prorata compte tenu de la demande de chacune des différentes catégories d'utilisateurs finals. Par ailleurs, les nouveaux importateurs ont accès au contingent tarifaire.
Argentine/Brésil/Hongrie: Tourteaux de soja - Souhaiteraient des précisions sur les conditions d'accès en 1998. Des attributions au profit d'autres utilisateurs finals que ceux cités sont-elles envisagées? Quels sont les critères employés pour répartir le contingent tarifaire entre les diverses associations?	Le contingent tarifaire est attribué au prorata aux utilisateurs finals qui sont les principaux consommateurs du produit concerné afin d'éviter les coûts d'importation inutiles et les rentes contingentes. Le taux de droit sous contingent est nul. Ce système est maintenu pour le moment.

États-Unis G/AG/N/USA/15 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Bolivie/Maurice: Critères utilisés pour répartir les contingents de sucre.	Les contingents tarifaires relatifs au sucre de canne brut sont attribués conformément à l'article XIII du GATT de 1994. Les parts attribuées sont basées sur les proportions fournies au cours de la période représentative 1975-1981, dernière période pendant laquelle le commerce de sucre de canne brut des États-Unis a été relativement libre de restrictions.
Bolivie: Raison pour laquelle une part de 0,752 pour cent a été impartie à la Bolivie alors que la part était antérieurement de 0,8 pour cent; cette part a été sous-évaluée de 33 pour cent pendant la période 1975-1981 en raison d'une erreur statistique.	La part attribuée à la Bolivie n'a pas varié depuis son instauration. Celle-ci se monte toujours à 0,81 pour cent et non à 0,752 pour cent. Les attributions aux neuf pays titulaires de contingents minimaux, d'un volume de 7 258 tonnes chacun, et les 25 000 tonnes attribuées au Mexique dans le cadre de l'ALENA, ne sont pas pris en compte dans le calcul de la part d'un pays donné.

États-Unis G/AG/N/USA/15 – Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<i>Questions complémentaires: Colombie: Souhaite savoir si, comme elle a cru le comprendre d'après la réponse précédente, les parts attribuées aux petits pays fournisseurs et au Mexique sont distinctes du contingent tarifaire inscrit dans la Liste des États-Unis, et de ce fait, ne sont pas imputées sur le volume du contingent.</i>	<i>Les États-Unis ont précisé que la part attribuée aux petits pays fournisseurs est imputée sur le contingent tarifaire consolidé dans la Liste des États-Unis. Pour l'heure, il y a une attribution séparée pour le Mexique.</i>
<i>Communautés européennes: Méthode utilisée par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales pour attribuer le solde de 200 000 tonnes (note de bas de page 1, document USA/15).</i>	<i>Le solde de 200 000 tonnes est fonction du rapport stocks/utilisation enregistré à différentes époques de l'année. Si une attribution additionnelle est annoncée, elle est fondée uniquement sur la part de chaque pays.</i>

Tableau MA:2 Notifications

Brésil G/AG/N/BRA/11 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon: Prière de confirmer que l'accès au marché pour les pommes et les poires ne fait l'objet d'aucune restriction quant à la période d'importation.	Le contingent tarifaire pour les pommes et les poires n'a pas été ouvert parce que le taux appliqué, c'est-à-dire celui du Tarif extérieur commun du MERCOSUR, est de 13 pour cent, soit moins que le taux sous contingent consolidé de 15 pour cent. Les importations de pommes et de poires n'ont fait l'objet d'aucune restriction pendant cette période.
États-Unis: Demandent au Brésil de fournir les données relatives aux importations de blé , qui sont manquantes; prient le Brésil d'utiliser le mode de présentation type du document G/AG/2 pour ses notifications MA:2.	En septembre 1997, le Brésil a fait connaître son intention de lever son contingent tarifaire pour le blé. Il a depuis engagé des négociations au titre de l'article XXVIII avec deux Membres. En 1997, environ 4 859 000 tonnes de blé ont été importées.

Colombie G/AG/N/COL/10 et Corr.1 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)			
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification		
Australie: Bœuf congelé - Raison pour laquelle ce contingent tarifaire est systématiquement sous-utilisé.	Il doit s'agir d'une erreur. Au contraire, les importations sous contingent enregistrées en 1997 pour cette catégorie de produits sont largement supérieures au montant du contingent tarifaire de la période en question (page 2 de la notification).		
Nouvelle-Zélande: Bœuf frais - Raison du bas niveau des importations; droits de douane appliqués.	Ce produit est assujéti à un régime exclusivement tarifaire. Le faible niveau des importations peut être dû à un manque d'intérêt de la part des importateurs potentiels. Le taux de droit appliqué est de 20 pour cent.		
Australie: Bœuf et produits laitiers - La Colombie a-t-elle continué d'appliquer un régime exclusivement tarifaire en 1997? Dans l'affirmative, taux de droits appliqués au titre de 1997.	En 1997, la Colombie a appliqué un droit unique aux importations de viande, de 20 pour cent, soit un niveau notablement inférieur aux niveaux consolidés sur lesquels elle s'est engagée (à savoir 108 pour cent pour l'accès courant et 80 pour cent pour l'accès minimum). Les droits de douane appliqués aux produits laitiers en 1997, notablement inférieurs aux droits consolidés, sont indiqués ci-après.		
	Produit	Taux appliqué (%)	Taux consolidé sous contingent (%)
	0401	25	159
	0402	28	151
	0403	21,5	90
	0404	28	136
	0405	28	115
	0406	28	141
Australie: Lait et crème (non concentrés) - Veuillez expliquer pourquoi les importations ont fortement baissé en 1997.	De larges possibilités d'accès au marché ont été ménagées. L'absence d'importations s'explique simplement par le manque de demande.		

Colombie G/AG/N/COL/10 et Corr.1 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie: Huiles et oléagineux - Raison pour laquelle le contingent tarifaire est systématiquement sous-utilisé.	Les importations au titre des positions tarifaires 1508, 1511, 1513 et 1514 sont inférieures aux engagements en raison d'une évolution de la demande des importateurs et du fait que leur préférence va désormais aux fèves de soja, au tournesol ou à l'huile de soja (positions tarifaires 1201, 1507 et 1512). Il importe également de noter que la production australienne d'huile de palme africaine augmente, et satisfait largement les besoins du marché intérieur, laissant un excédent à exporter.
Communautés européennes: Certains contingents tarifaires ont semble-t-il été regroupés avec des taux sous contingent différents. Demandent à la Colombie d'indiquer les importations réalisées dans le cadre de chacun des contingents tarifaires pertinents.	La Colombie n'a pas contingenté certains produits car le taux de droit appliqué était inférieur au taux sous contingent consolidé. C'est la raison pour laquelle les données relatives aux importations ont été communiquées sur la base des numéros tarifaires et non sur celle des contingents tarifaires pour l'accès minimum et l'accès courant.
Japon: Acides gras monocarboxyliques industriels - Le numéro de la position tarifaire est devenu 3823 alors que le numéro indiqué dans la Liste est 1519.	Cette modification résulte de l'actualisation de la nomenclature tarifaire, adoptée par le gouvernement en décembre 1995 en application de la Décision de la Commission de l'Accord de Carthagène approuvant une nomenclature commune devant être adoptée par les signataires. Elle tient compte également des modifications introduites dans le Système harmonisé en 1996.
Japon: Stéarine de saindoux (SH 1503) - Raison pour laquelle les importations sont nulles.	Les possibilités d'accès au marché ont été pleinement accordées puisque ce produit peut être importé librement. Les importateurs n'ont pas montré d'intérêt pour ce produit et aucune demande d'importation n'a été présentée.

El Salvador G/AG/N/SLV/6 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Données relatives aux importations pour tous les produits soumis à des contingents tarifaires, que ces contingents aient ou non été mis en œuvre.	Cette question n'a pas été reçue dans les délais prescrits qui étaient indiqués dans l'aérogamme convoquant la présente réunion. La réponse sera communiquée dès que les données relatives aux importations auront été reçues de la capitale.
Japon: Le régime exclusivement tarifaire va-t-il continuer de s'appliquer pour tous les produits soumis à un contingent tarifaire?	Jusqu'à présent, El Salvador n'a décidé d'appliquer aucun contingent tarifaire. Lorsqu'il décidera de le faire, il en informera immédiatement le Comité.
Communautés européennes: Droits à l'importation appliqués pour les produits visés par un contingent tarifaire. Ces droits ont-ils été appliqués à toutes les importations du produit concerné?	Concernant les droits appliqués, El Salvador s'est engagé à fournir une réponse par écrit. Ces droits sont appliqués sur une base NPF.

Guatemala G/AG/N/GTM/9 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Japon: Raison pour laquelle le contingent tarifaire des farines de froment (blé) ou de méteil est peu utilisé.	L'offre étant suffisante sur le marché intérieur, il n'y pas d'incitation forte à importer ces produits. Néanmoins, si le volume du contingent tarifaire n'est pas attribué en totalité à la fin de l'année, un volume de blé équivalent au solde est ajouté au contingent du produit à raison de 100 kg de blé pour 72 livres de farine, comme prévu à l'article 2 de l' <i>Acuerdo Gubernativo</i> n° 152-96, dont le texte complet est fourni à l'Appendice 2.

Guatemala G/AG/N/GTM/9 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon: Raison de l'absence de notification pour l'année civile 1996.	Le Guatemala a pris note de cette observation. La notification en question sera adressée prochainement.
Canada/Japon/États-Unis: Demandent au Guatemala de confirmer que seuls les droits de douane effectifs ont été appliqués aux produits contingentés qu'il avait omis de citer dans sa notification de 1997 et que de meilleures conditions d'accès que celles définies dans sa Liste ont été proposées; de donner le détail des données relatives aux importations pour <u>tous</u> les produits contingentés ainsi que des droits de douane applicables en 1997.	Oui, c'est le Tarif extérieur commun centraméricain (voir Appendice 1) qui est appliqué aux produits visés par un contingent tarifaire. Les taux sont inférieurs aux taux consolidés et, contrairement à la limitation relative aux quantités bénéficiant du taux préférentiel applicable dans le cadre du contingent, sont appliqués à tout volume importé. L'Appendice 3 permet de constater que le régime de droits en vigueur correspond à un accès plus ouvert que les engagements pris dans le cadre de l'OMC.

Israël G/AG/N/ISR/7 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon: Raison pour laquelle les contingents tarifaires indiqués dans la notification 1995 diffèrent des volumes sur lesquels Israël s'est engagé.	Israël a augmenté ses contingents de façon autonome pour la première année de mise en œuvre, comme il est indiqué dans l'Appendice 4.
Japon: Israël pourrait-il notifier un tableau MA:1 pour les années 1996 et 1997?	Israël n'a rien changé à son régime d'importation depuis la communication du document G/AG/N/ISR/1 (distribué le 20 septembre 1996) et ne voit donc pas pourquoi une notification contenant les mêmes informations devrait être faite.
Japon: Positions relatives aux bovins - Les taux de conversion utilisés pourraient-ils être communiqués, étant donné que les engagements d'Israël sont exprimés en tonnes métriques et non par tête de bétail comme cela apparaît dans la notification?	Les taux de conversion applicables aux bovins vivants sont les suivants: a) bovins reproducteurs de race pure: 500 kg par tête, et b) autres bovins vivants: 400 kg par tête.
Canada: Froment (blé) et méteil - Prière d'indiquer l'origine des importations comptabilisées comme effectuées dans le cadre du contingent pour 1995, 1996 et 1997. Une partie au moins de ces importations a-t-elle bénéficié d'un taux de droit inférieur au droit NPF? Dans l'affirmative, prière de fournir des renseignements sur les droits de douane effectivement appliqués dans le cadre de ce contingent. <i>Question complémentaire: Maurice a demandé confirmation que les 753 732 tonnes d'"importations sous contingent" sont en fait réparties entre 450 000 tonnes (quantités faisant l'objet d'un engagement), le volume restant se rapportant à des importations effectuées dans le cadre d'un accord de libre-échange. Israël a indiqué que le service des douanes ne pouvait pas établir de distinction entre ces deux contingents, et que les deux régimes prévoyaient la franchise de droits.</i>	Les importations effectuées dans le cadre d'un accord de libre-échange qui se chevauchent peuvent être prises en compte dans le cadre d'un contingent tarifaire, comme il est indiqué dans le document G/AG/N/ISR/1. Les renseignements pertinents figurent dans les notifications correspondantes.

Maroc G/AG/N/MAR/13 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Les importations réalisées dans les limites des contingents notifiées correspondent-elles aux importations réelles, lorsqu'il est indiqué que le contingent tarifaire est complètement utilisé, ou le contingent a-t-il été dépassé?	Les données présentées ne concernent que les importations entrant dans la limite des contingents tarifaires. Les importations réelles sont souvent supérieures aux niveaux indiqués dans la notification.

Maroc G/AG/N/MAR/13 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Japon/Nouvelle-Zélande: Graines de colza - Comment s'explique la forte baisse de l'utilisation du contingent en 1997?	Comme cela a été expliqué à de précédentes occasions (en 1996 et 1997), il y a un degré élevé de substituabilité entre les graines de colza et d'autres graines oléagineuses, ce qui pourrait expliquer que le contingent ait été sous-utilisé.
Canada: Lait et sucre - D'après la Liste du Maroc, ces deux contingents tarifaires s'appliquent uniquement aux positions 0401.20 et 1701 du SH respectivement. Pourquoi la gamme des produits visés est-elle plus large dans la notification? <i>Question complémentaire: Canada: Dès lors que les importations qui relèvent de la position 1701 ont été nettement supérieures au niveau de l'engagement, pourquoi avoir regroupé ces données avec les importations réalisées au titre de la position tarifaire n° 1702? Le Maroc s'est engagé à fournir des réponses dans un cadre bilatéral.</i>	Les importations de <u>lait</u> relevant de la position tarifaire 0401.20 du SH ont été négligeables au cours de la période de référence 1986-1988. Le Maroc est structurellement importateur de lait en poudre. S'est engagé à fournir une réponse quant aux raisons pour lesquelles la gamme des produits visés a été élargie. Le Maroc est structurellement importateur de <u>sucre</u> . Les importations qui relèvent de la position 1701 du SH sont nettement supérieures au contingent tarifaire.
Japon: Tourteaux de graines de coton, de tournesol et de colza - Demande des données ventilées pour 1996 et 1997 conformément à la Liste du Maroc.	L'élasticité-prix de la demande croisée des trois types de tourteaux est élevée, car ils sont aisément substituables, et par conséquent les importateurs optent systématiquement pour le moins coûteux à valeur nutritive égale. Conformément aux prescriptions visant la définition des différents engagements, les pays ont été autorisés à prendre leurs engagements d'accès aux marchés au niveau des positions à quatre chiffres du SH.
Brésil/Nouvelle-Zélande: Viande de volaille - Comment s'explique le faible taux d'utilisation du contingent, compte tenu en particulier du fait que les contingents d'autres produits sont entièrement utilisés?	Cela est peut-être dû aux caractéristiques de la consommation intérieure, les consommateurs préférant la viande de volaille fraîche. Les quantités importées correspondent à des besoins très spécifiques, particuliers et limités.
États-Unis: Arachides, graine de tournesol, graine de coton - Raison pour laquelle les données concernant les importations sont manquantes bien que des engagements aient été pris pour ces trois produits contingentés.	Ces produits ne font pas l'objet d'engagements en matière de contingents tarifaires.
Australie/Japon/Nouvelle-Zélande: Riz - Comment s'explique la forte baisse de l'utilisation du contingent en 1997?	Bien que le contingent tarifaire du riz ait été ouvert à des taux réduits pour 1997, la demande d'importations est restée faible. De meilleures conditions climatiques ont favorisé une augmentation de l'offre intérieure de riz qui a satisfait les besoins du marché marocain.
Nouvelle-Zélande: Viande d'ovins - Pourquoi le contingent est-il peu utilisé?	Cela est peut-être dû aux caractéristiques de la consommation intérieure, les consommateurs préférant la viande fraîche. Les quantités limitées qui ont été importées répondent à des besoins très spécifiques.
Argentine/Australie/Brésil/Japon/Nouvelle-Zélande: Sorgho - Pourquoi le contingent est-il peu utilisé?	Comme cela a été expliqué à de précédentes occasions (en 1996 et 1997), il y a un degré élevé de substituabilité entre le maïs et le sorgho, ce qui pourrait expliquer que ce contingent ait été sous-utilisé.

Norvège G/AG/N/NOR/17 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/Brésil/Nouvelle-Zélande/États-Unis: Viande d'ovins, de bovins, de porcins, de volailles, de dindes et de canards, céréales, lait et crème concentrés, beurre, et choux - Raisons pour lesquelles plusieurs contingents tarifaires restent inutilisés ou peu utilisés, en particulier les contingents résultant d'engagements d'accès minimums.</p> <p><i>Questions complémentaires: La notification MA:1 indique qu'une partie de certains contingents tarifaires pourrait être réservée aux transformateurs. La Nouvelle-Zélande a demandé si tel a été le cas en 1997. La Norvège a indiqué que non, mais que les transformateurs, s'ils le souhaitent, peuvent participer aux enchères.</i></p>	<p>Comme cela a déjà été précisé, le système d'enchères de la Norvège est transparent et prévisible. L'intérêt des importateurs s'est accru d'année en année et un certain nombre d'entre eux ont acheté des parts de contingent tarifaire lors de l'adjudication annuelle. Afin de stimuler les importations, les montants payés aux enchères ne sont pas remboursables. Les chiffres des importations réelles témoignent de l'intérêt commercial que les importateurs portent à ces différents produits. Il apparaît que les prix et la conjoncture du marché en 1997 n'ont pas favorisé l'utilisation des contingents.</p>
<p>Japon: Le contingent tarifaire de la choucroute a-t-il été aboli en 1997?</p>	<p>Ce produit n'est pas mentionné dans la notification en raison des modifications apportées au Système harmonisé en 1996. Comme l'indique la note de bas de page 2, relative à la position tarifaire 20.05, du document G/AG/N/NOR/15, qui porte sur l'année 1996, la sous-position 30.00 de cette position (choucroute) a été supprimée lors de la révision du SH effectuée en 1996 et le contingent tarifaire est désormais inclus dans la sous-position 20.05.9009. Les notes de bas de page concernant les modifications apportées au SH en 1996 ne figurent pas dans la notification de 1997. Un régime exclusivement tarifaire est appliqué à ce produit.</p>
<p>Brésil: Les taux d'utilisation faibles enregistrés pour les produits carnés s'expliquent-ils par le manque de demande, les prescriptions sanitaires ou l'administration des contingents tarifaires?</p>	<p>Voir les autres réponses pour ce qui est de la demande de produits et de l'administration des contingents. La Norvège n'a pas eu connaissance de problèmes concernant les prescriptions sanitaires. Si tel était le cas, le Comité SPS serait un cadre plus propice pour les aborder.</p>
<p>États-Unis: Il arrive que le système norvégien de réduction administrative des droits propose des droits inférieurs aux droits consolidés applicables dans le cadre du contingent. Le caractère imprévisible de ces modifications pourrait dissuader les importateurs de soumissionner pour l'attribution des contingents tarifaires - La Norvège a-t-elle entrepris de réduire l'incertitude liée aux adjudications de contingents, étant donné que le système de réduction administrative des droits paraît restreindre plutôt qu'améliorer l'accès aux marchés, selon les États-Unis?</p>	<p><u>Système de réduction administrative des droits pour les produits agricoles:</u> Les prix de la plupart des produits agricoles sont des prix indicatifs issus de négociations annuelles entre les pouvoirs publics et les associations d'agriculteurs. Ces prix indicatifs sont les prix maximums moyens du marché pendant la campagne de commercialisation. Il ne s'agit donc pas de prix minimums garantis mais de prix maximums. On module les droits pour éviter que les prix intérieurs ne dépassent pas ces maxima. Si les prix intérieurs dépassent les prix indicatifs de 10 pour cent (12 pour cent pour les produits horticoles) pendant deux semaines consécutives, les droits sont réduits pour une certaine période. Les réductions tarifaires sont générales et aucune restriction quantitative à l'importation n'est appliquée pendant cette période.</p>

Norvège G/AG/N/NOR/17 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p><i>Questions complémentaires: Rappelant qu'en 1996, la part des importations contingentées attribuée aux enchères était différente du volume des importations effectives, la Nouvelle-Zélande a demandé une mise à jour pour 1997. La Norvège a confirmé que la quasi-totalité des contingents tarifaires de 1997 avaient été entièrement attribués dans le cadre de l'enchère organisée en octobre 1996. Cependant, comme le montrent les chiffres des importations effectives, les importateurs qui achetaient des parts ne trouvaient pas d'intérêt commercial à réaliser des importations. Cela confirme la Nouvelle-Zélande dans son opinion que le système de contingentement actuel oblige les acteurs économiques à entrer en concurrence pour l'attribution des contingents, à payer une rente, puis à renoncer à l'exploiter lorsqu'ils se rendent compte que l'importation n'est pas rentable. La Nouvelle-Zélande se demandait si d'autres obstacles, tels que des droits à l'importation élevés, ne rendaient pas les importations si coûteuses qu'elles n'étaient plus rentables et a demandé à la Norvège s'il avait été envisagé d'abaisser ces droits de façon que les possibilités d'accès au marché négociées dans le cadre de l'OMC puissent être rétablies.</i></p>	<p>Ce système n'a pas un caractère imprévisible, puisque des critères précis sont définis pour les réductions de droits dans une réglementation, ce qui, de l'avis de la Norvège, assure un système transparent et uniforme.</p> <p>Les droits fixés par l'administration peuvent être ou non inférieurs aux droits applicables dans le cadre des contingents: leur niveau effectif est fonction des prix et de la conjoncture. Il est faux de penser que l'administration opère fréquemment des réductions pour les produits visés par des contingents d'accès minimums. En 1997, il n'y a eu que deux périodes de réduction qui ont duré en tout six semaines, concernant le chou blanc.</p> <p>La Norvège tire un bilan satisfaisant du système d'enchères puisque le taux de participation augmente. Depuis la dernière campagne de commercialisation, en 1996, l'adjudication a lieu en octobre et non plus en janvier de l'année de commercialisation. Ce changement visait à permettre aux importateurs de planifier leurs importations avant le début de la campagne de commercialisation. Ce système, comme n'importe quel autre système administratif, fait l'objet d'une évaluation permanente. Aucun autre changement n'est prévu à ce jour.</p>
<p>Nouvelle-Zélande: La notification fait apparaître des divergences en ce qui concerne les montants de contingent prévus pour les positions tarifaires 0812.20.00 et 0713.33.00 du SH.</p>	<p>Les volumes exacts prévus au titre des contingents tarifaires en question sont de 25 et de 85 tonnes respectivement. Un rectificatif sera distribué prochainement. Les niveaux de droits sous contingent et hors contingent sont les mêmes pour la plupart des contingents d'accès courants et un régime exclusivement tarifaire est appliqué à ces produits. La notification reflète donc les importations totales. Cette erreur d'impression ne correspond à aucune réduction effective de l'accès au marché norvégien en 1997 pour les produits cités.</p>

Slovénie G/AG/N/SVN/9 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie: Souhaite avoir confirmation que l'expression "des conditions d'importation hors contingent plus favorables" signifie que le taux de droit appliqué est inférieur au taux applicable dans le cadre du contingent.</p>	<p>Oui.</p>
<p>Australie: A-t-il été envisagé de mettre en œuvre un régime exclusivement tarifaire, étant donné que l'essentiel des échanges se fait en dehors des arrangements contingentaires?</p>	<p>La Slovénie étudie sérieusement la possibilité d'instaurer un régime exclusivement tarifaire pour <u>tous</u> ses produits contingentés, lorsque cela est réalisable. Des contacts ont été pris avec l'autorité responsable de l'administration des contingents tarifaires au sein du Ministère des relations économiques et du développement au sujet d'une initiative destinée à passer progressivement à un régime exclusivement tarifaire ou du type "premier arrivé, premier servi", s'il y a lieu. Le Comité sera informé de tous les éléments nouveaux en temps utile.</p>

Slovénie G/AG/N/SVN/9 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Viande et produits laitiers - Raison pour laquelle la plupart des contingents tarifaires sont notablement sous-utilisés.	<p>Bien qu'ayant été attribués, les contingents tarifaires de la viande sont restés sous-utilisés en raison de la demande insuffisante pour le genre de viande proposé. La viande congelée est utilisée exclusivement pour la transformation et est importée en franchise de droits. Il convient de noter que si les préférences du consommateur vont à la viande fraîche, l'offre intérieure de viande fraîche est également excédentaire.</p> <p>En raison d'une offre de lait et de produits laitiers fortement excédentaire, le niveau de la production nationale a dépassé le niveau de l'autosuffisance de 20 à 30 pour cent. Néanmoins, la Slovénie a continué d'importer des quantités importantes de produits transformés comme les fromages, les pâtes à tartiner et les crèmes glacées.</p>

Suisse G/AG/N/CHE/14 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Caséines - Explication de la forte sous-utilisation du contingent tarifaire.	La raison en est le manque de demande pour le produit contingenté en question. Ce contingent est entièrement attribué et est ouvert aux importateurs qui remplissent les conditions requises. La demande privilégie les caséines classées sous la position 3501.9090 du SH et les demandes d'importation concernant ce produit sont accordées sans aucune restriction. En outre, la Suisse a ramené le taux applicable aux importations hors contingent à 10 francs le quintal, alors que le taux consolidé est de 909 francs le quintal. Les importations réalisées au titre de cette position ont atteint pendant la même période 367 tonnes environ. Le taux de droit consolidé applicable dans le cadre du contingent est de 4 francs le quintal.
États-Unis: Pommes de terre et produits de la pomme de terre - Notent que la part attribuée à une entreprise est basée sur les achats de pommes de terre de semence, de pommes de terre fraîches ou de pommes de terre destinées à être transformées de l'année précédente, et souhaiteraient des précisions au sujet des dispositions et des critères applicables aux nouveaux venus sur le marché et de la réattribution des parts de contingent inutilisées.	Les parts de contingent tarifaire sont attribuées sur la base des achats effectués au cours de l'année précédente. Pour les nouveaux venus sur le marché, les autorités fédérales acceptent de prendre comme critère les achats effectués au cours de la même année pour l'attribution de parts. Les parts de contingent attribuées sont valables pour une période de six mois au maximum, passé laquelle les parts inutilisées peuvent être réattribuées. Les parts de contingent sont généralement attribuées au cours du premier semestre de l'année.

Thaïlande G/AG/N/THA/27 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Brésil: La Thaïlande pourrait-elle envisager d'appliquer aux produits pour lesquels le taux d'utilisation est faible un taux de droit sous contingent moins élevé, un régime exclusivement tarifaire, ou un système d'administration modifié?	Aucun changement n'est envisagé pour le moment.

Thaïlande G/AG/N/THA/27 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Nouvelle-Zélande: Noix de coco, huile de noix de coco, coprah, riz, café, longanes, thé, aulx - Raisons de la sous-utilisation du contingent tarifaire.	Les faibles taux d'utilisation enregistrés pour la <u>noix de coco</u> , l' <u>huile de noix de coco</u> et le <u>coprah</u> s'expliquent par une forte production nationale et par des prix intérieurs peu élevés, ce qui se traduit par une absence de demande à l'importation. La Thaïlande est l'un des principaux producteurs et exportateurs de <u>riz</u> . Cependant, 177,44 tonnes de riz de la variété Japonica ont été importées pour satisfaire la demande des restaurateurs et des étrangers.
Australie/Communautés européennes: Lait et crème, non concentrés - Raisons de la faible utilisation chronique de ces contingents tarifaires.	En 1997, une quantité importante de lait et de crème concentrés a été importée (55 838 tonnes pour un volume d'engagement de 47 222,22 tonnes), dont une partie a été utilisée comme intrant pour fabrication de produits à base de lait et de crème non concentrés. Il n'y a donc pas eu de demande à l'importation pour ces produits.
Australie/Nouvelle-Zélande: Oignons et échalotes - Raisons de la forte baisse de l'utilisation du contingent tarifaire en 1997.	La Thaïlande a mis à jour les données concernant les importations réalisées dans les limites du contingent, qui ont atteint 344,14 tonnes environ pour un engagement de 351,8 tonnes. Un rectificatif de sa première notification sera distribué sous peu.
Australie/Brésil: Poivre et soie - Raisons de la faible utilisation chronique de ces contingents tarifaires.	La cause principale est l'importance de la production nationale, d'où une demande à l'importation très faible.
Nouvelle-Zélande: Huile de soja - Raison pour laquelle il n'y a pas eu d'importations en 1997.	La Thaïlande a admis en franchise de droits des importations illimitées de fèves de soja, qui ont satisfait largement les besoins des fabricants d'huile de soja. Il n'y a donc pas eu de demande à l'importation pour l'huile de soja. La dévaluation du baht a contribué à la baisse du prix intérieur de l'huile de soja par rapport au prix mondial, ce qui a dissuadé l'importation.
Australie/Brésil/Communautés européennes/ Nouvelle-Zélande: Sucre - Raisons de la faible utilisation chronique des contingents tarifaires.	La Thaïlande est l'un des principaux producteurs et exportateurs de sucre. Quatre tonnes de sucre candi ont néanmoins été importées.

États-Unis G/AG/N/USA/16 et Corr.1 – Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Thaïlande: Raison pour laquelle les périodes contingentaires varient d'un produit à l'autre et d'une année à l'autre, ce qui complique le suivi de l'application des engagements pris par les États-Unis.	Lors du Cycle d'Uruguay, les États-Unis ont établi des périodes contingentaires dans le cadre de l'OMC à partir du profil type de leurs importations et de leurs campagnes de commercialisation passées. Dans la partie "notes additionnelles" relative aux différents chapitres de leur Liste XX, ils ont fourni des informations claires sur le volume et la période d'application du contingent (année civile et année de commercialisation). Les notifications des États-Unis relatives aux importations contingentées ont systématiquement tenu compte de ces périodes. Le document G/AG/N/USA/3 du 28 mars 1996 prenait en compte les données disponibles à l'époque pour l'année civile 1995. Par la suite, les documents G/AG/N/USA/9 du 11 mars 1997 et G/AG/N/USA/16 du 28 mai 1998 ont à la fois pris en compte les données de la campagne de commercialisation et celles de l'année civile, comme prévu dans la Liste XX des États-Unis.

Tableaux MA:3 à MA:5 Notifications

Japon G/AG/N/JPN/30 – Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)				
Points soulevés par d'autres Membres		Réponse du Membre présentant la notification		
Australie: Demande confirmation que les importations de lait condensé réalisées dans les limites des contingents tarifaires ne sont pas assujetties au droit applicable au titre de la sauvegarde spéciale.		Confirmé.		
Nouvelle-Zélande: Ventilation des 10,28 tonnes importées pendant la période visée entre a) les importations réalisées dans les limites du contingent tarifaire et b) les importations réalisées en dehors du contingent tarifaire.		La totalité du volume de 10,28 tonnes a été importée en dehors du contingent tarifaire.		
<i>Suite de la question précédente: Nouvelle-Zélande: Des importations ont-elles eu lieu dans le cadre du contingent et quelle quantité du contingent a été effectivement utilisée à cette époque?</i>		<i>Ce contingent tarifaire recouvre plusieurs autres produits comme le lait écrémé en poudre et le lactosérum et il a été utilisé par ces produits. Le lait n'a donc pas pu être importé dans les limites du contingent tarifaire.</i>		
<i>Suite de l'intervention précédente: L'Australie a déclaré qu'elle restait préoccupée par le fait que la sauvegarde spéciale concernant l'agriculture était imposée sur un produit particulier dans le cadre d'un contingent tarifaire "composite". Le Japon a pris note de cette déclaration et a indiqué que la mesure de sauvegarde avait été prise de manière pleinement conforme à l'Accord sur l'agriculture.</i>				
Nouvelle-Zélande: Taux de droits appliqués à chacune des lignes tarifaires visées par la mesure SGS, a) <u>avant</u> , et b) <u>après</u> la mesure.		Position tarifaire visée par la mesure SGS	Taux de droits <u>avant</u> la mesure SGS	Taux de droits <u>après</u> la mesure SGS
		0402.99.129	27% + 539 yen/kg	36% + 718,67 yen/kg
		0402.99.290	27% + 269 yen/kg	36% + 358,67 yen/kg
		Les droits applicables après la mesure SGS ont été calculés sur la base des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture.		

Pologne G/AG/N/POL/20 – Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie: Y a-t-il eu des échanges commerciaux dans les trois catégories de produits concernés?	<p>Le volume des importations de blé tendre (position 1001.90.91.1) a été réparti comme suit: a) du 1^{er} janvier 1998 au 20 septembre 1998: 635 388 tonnes; b) du 6 août 1998 au 29 septembre 1998: 28 089 tonnes.</p> <p>Le volume des importations de fleurs coupées pour les six premiers mois de 1998 est réparti comme suit: a) <u>Roses</u>, du 1^{er} juin au 31 octobre (0603.10.110): 412,20 tonnes; b) <u>Chrysanthèmes</u>, du 1^{er} juin au 31 octobre (0603.10.250): 441,95 tonnes; et c) <u>Roses</u>, du 1^{er} novembre au 31 mai (0603.10.510): 1 957,46 tonnes.</p> <p>Les données relatives aux importations de fleurs après la mise en œuvre de la mesure SGS seront disponibles à la fin de 1998.</p>

Pologne G/AG/N/POL/20 – Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie: Des importations ont-elles fait l'objet de droits additionnels?	En conformité des dispositions de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, les importations de marchandises réalisées dans les limites du contingent d'accès au marché sont exonérées de droits additionnels. À compter du 6 août 1998, des droits additionnels ont été imposés sur toutes les expéditions de ces produits qui n'étaient pas importées dans les limites des contingents d'accès au marché, à un prix inférieur de 10 pour cent ou plus au seuil de déclenchement. La Pologne fournira les données concernant le volume de marchandises importé sur lequel des droits additionnels ont été imposés à la fin de 1998.

États-Unis G/AG/N/USA/18 (Examen préliminaire) – Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
L' <u>Australie</u> doutait que la mesure de sauvegarde spéciale appliquée soit dans l'esprit de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Celle-ci n'avait pas de véritable effet de protection pour l'industrie de la viande ovine des États-Unis, puisque le droit n'a été porté que de 3 cents/kg à 4 cents/kg. Les fluctuations, au cours de l'année 1998, du cours du dollar des États-Unis par rapport aux monnaies des principaux pays qui fournissaient de la viande ovine aux États-Unis auraient des répercussions bien plus grandes que l'imposition d'un droit additionnel symbolique.	Dans une réponse préliminaire, les États-Unis ont pris note des déclarations faites par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et ont admis que l'imposition de ce droit n'avait probablement pas d'effet de restriction sur les échanges.
<u>Australie/Nouvelle-Zélande</u> : Jugent cette mesure préoccupante, puisqu'il s'avère que les États-Unis l'ont adoptée en raison de pressions politiques intérieures plutôt que d'après des motifs économiques purement objectifs.	
<u>Communautés européennes</u> : Ont demandé des détails sur le dispositif automatique utilisé par les autorités douanières des États-Unis pour appliquer la sauvegarde spéciale fondée sur les prix à la viande d'ovins.	À la connaissance de la délégation des États-Unis, seule une sauvegarde spéciale fondée sur les prix est en vigueur aux États-Unis. Les États-Unis ont proposé de fournir une réponse plus détaillée ultérieurement.

Tableaux DS:1 Notifications

Chili G/AG/N/CHL/8/Corr.1 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/États-Unis: Le Chili compte-t-il présenter une notification complète sous forme de tableau DS:1 donnant des renseignements sur ses engagements MGS, sa MGS courante, en y joignant <u>tous</u> les tableaux explicatifs?	Le Chili n'a jamais rempli de tableau DS:1 dès lors qu'aucun engagement de réduction de la MGS ne figure dans la section I, partie IV de sa Liste. En conséquence, il n'est pas tenu de notifier une MGS qui n'existe pas et n'en voit pas la nécessité. Toutes les mesures de soutien interne sont dûment indiquées dans les tableaux explicatifs pertinents de la notification. Les autorités chiliennes ont néanmoins décidé, par souci de transparence, de présenter un tableau DS:1 au Comité.
Tableau explicatif DS:1	
Canada: Les programmes d'irrigation visés au point g) renvoient-ils à des "services d'infrastructure pour des initiatives au niveau de l'exploitation" ou à des infrastructures "de base"?	Il s'agit d'un programme d'irrigation global recouvrant des infrastructures agricoles et non agricoles. Cette question sera transmise aux autorités chiliennes pour révision du document ST/DS:1, le cas échéant, et afin d'obtenir des précisions supplémentaires.
Canada: Est-il fait état des activités de l'Institut pour le développement à l'exportation (PROCHILE), et si oui, à quel endroit de la notification?	<p>PROCHILE est un service de la Direction générale des relations économiques internationales du Ministère des relations extérieures. Ses activités ne figurent pas dans la notification car elles relèvent de l'article 9:1 d) de l'Accord sur l'agriculture. PROCHILE assure des services de promotion des exportations tels que: services de conseillers commerciaux à l'étranger; diffusion de renseignements et campagnes d'informations destinées à promouvoir l'image du pays; coordination de la participation du secteur privé aux foires commerciales internationales; aide aux délégations étrangères visitant le pays. Ces services ne sont subordonnés aux résultats à l'exportation ni directement, ni indirectement.</p> <p>PROCHILE, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, administre le Fonds de promotion des exportations agricoles (AEPF), dont les activités sont similaires à celles décrites ci-dessus, mais propres au secteur agricole. L'AEPF cofinance, avec les parties intéressées du secteur privé, des projets largement ouverts visant à stimuler les exportations agricoles et à appuyer le processus d'internationalisation des entreprises du secteur agricole. L'accès aux moyens financiers n'est pas subordonné aux résultats à l'exportation. En 1997, le budget du Fond s'est élevé à 10 millions de dollars EU, soit moins de 0,4 pour cent du total des exportations agricoles du Chili pour l'année.</p>
États-Unis: Divergence apparente entre la note de bas de page du document CHL/8 qui précise le taux de change du dollar EU en pesos chiliens et le document CHL/8/Corr.1 qui indique que les chiffres sont uniquement exprimés en pesos chiliens. Ont souhaité avoir confirmation que <u>toutes</u> les valeurs fournies dans le document CHL/8 sont exprimées en pesos chiliens.	Le document CHL/8/Corr.1 avait pour objet de modifier la devise indiquée dans la colonne 3 de la page 2, en remplaçant "milliers de dollars EU" par "milliers de pesos chiliens". Le but de la note de bas de page du document CHL/8 donnant le taux de change du dollar EU en pesos chiliens était de faciliter l'évaluation des dépenses que le Chili consacre aux programmes de soutien interne.

Colombie G/AG/N/COL/8 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes/États-Unis: Tableau DS:1 - Notant que la MGS totale courante est relativement faible par rapport au niveau de l'engagement de 1997, souhaitent savoir si cela est dû à des changements de la politique agricole ou à des changements liés aux accords d'intégration pour le maïs publiés en 1997.	Aucune modification n'a été apportée à la politique agricole depuis la dernière notification. (Voir la réponse donnée ci-après relativement au tableau explicatif DS:5.)
Tableau explicatif DS:1	
Services de caractère général	
États-Unis: Fonctionnement du Programme d'incitation (PROFO), et conformité de celui-ci aux critères du paragraphe 2 f) de l'annexe 2.	Ce programme comporte des services de commercialisation ainsi qu'un système d'information sur les prix et le marché destiné à améliorer l'efficacité des opérations commerciales portant sur des produits agricoles. L'information est diffusée au moyen de bulletins quotidiens, hebdomadaires ou mensuels, ainsi que par Internet. Ce système produit des indicateurs économiques utiles qui guident les décisions d'achat et de vente, améliorant ainsi l'efficacité commerciale et limitant les risques des négociants. Il est administré par la Colombia International Corp., société privée sous contrat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural.
États-Unis: Ont demandé confirmation que les "services d'irrigation" ne comportent pas le subventionnement de l'eau ou d'autres intrants (autrement dit, que les dépenses ne couvrent que la fourniture ou la construction d'équipements).	Oui. Ce type de soutien a trait à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des systèmes d'irrigation.
Aide régionale	
Canada: Le programme est-il nouveau, étant donné qu'il ne figurait pas dans les notifications colombiennes pour 1995 et 1996? Dans l'affirmative, de plus amples renseignements pourraient-ils être fournis, sous forme de tableau DS:2? Conformité avec les critères de l'annexe 2.	Ce programme répond aux critères établis au paragraphe 13 a) de l'annexe 2, puisque l'article 10 du Règlement colombien n° 188, relatif au Plan national de développement et d'investissement pour 1995-1998, dispose qu'une aide doit être fournie aux communautés indigènes vivant dans les zones forestières, la savane et les déserts tropicaux par le biais de programmes de développement des activités liées au logement, de l'horticulture et des activités rurales. La Colombie s'est engagée à notifier prochainement ce programme sous forme de tableau DS:2.
Brésil: Tableau explicatif DS:2 - Nature des produits bénéficiant du programme de soutien destiné à encourager le remplacement des cultures narcotiques illicites.	Fruits de zone froide comme le lulo, la mûre, le curuba, le café organique, les haricots, etc; ce programme comporte en outre les volets suivants: services sociaux d'infrastructure, assistance technique, commercialisation et conservation des bassins versants.
États-Unis: Tableau explicatif DS:4 - La Colombie entend-elle présenter un tableau explicatif DS:4 récapitulant le soutien total par produit et autre que par produit?	La Colombie s'est engagée à présenter un tableau explicatif DS:4 pour 1995, 1996 et 1997. Elle n'a accordé aucun soutien interne autre que par produit au cours de la période 1995-1997.
Canada / Communautés européennes / Corée / États-Unis: Tableau explicatif DS:5 – Raison pour laquelle le tableau explicatif DS:5 n'a pas été inclus; prière de confirmer qu'aucun soutien des prix du marché n'a été apporté en 1997; tous les prix minimums garantis et tous les prix d'intervention ont-ils été supprimés?	Bien que le gouvernement ait fixé des prix minimums garantis pour le maïs, le maïs jaune, le riz, les haricots, le sésame et les fèves de soja, aucune dépense budgétaire n'a été engagée pour soutenir les prix internes dès lors que le secteur privé a acheté les récoltes à des prix plus élevés. La Colombie confirme donc qu'il n'y a pas eu de mesures de soutien des prix du marché en 1997, d'où l'absence de tableau explicatif DS:5. Toutefois, un tableau explicatif DS:5 pourrait être présenté si nécessaire.

Colombie G/AG/N/COL/8 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil/Canada: Tableau explicatif DS:6 - Ont souhaité des détails à propos a) du programme "incitations et soutien direct aux producteurs" de blé, d'orge et de coton; b) des versements concernant le riz, le maïs et les fèves qui n'avaient pas été notifiés précédemment.	a) Ce programme comporte des versements publics aux producteurs agricoles victimes d'intempéries ou ayant des problèmes de commercialisation. b) Dans le cadre de sa politique d'intervention minimale de l'État, la Colombie a mis en place des mécanismes de soutien des activités commerciales afin de réduire les coûts de stockage résultant de la surabondance périodique de certains produits et les coûts du transport. Ce système de stockage favorise l'interaction entre les différents opérateurs par le biais de leur participation à des enchères publiques.
Brésil: Tableau explicatif DS:7 - Le crédit aux producteurs de café est-il lié à la production ou à la commercialisation?	Ce programme prévoit un crédit au titre du soutien à la production, du renouvellement des semences et du contrôle phytosanitaire.

République tchèque G/AG/N/CZE/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
Canada: Nature du désavantage structurel auquel il est répondu dans les programmes mentionnés au <u>point i)</u> ; période de base pour chacune des mesures mentionnées; méthode de calcul du soutien interne; durée prévue de chacun des programmes.	Les mesures mentionnées au point i) correspondent à des programmes distincts destinés à aider le secteur agricole à s'adapter dans le cadre de la transition du pays vers l'économie de marché. Les désavantages structurels visés sont les conditions marginales propres aux zones montagneuses et aux terres d'altitude, et le bouleversement de la structure de la propriété et les demandes de restitution de terres dont il s'accompagne, du fait de la dissolution des exploitations collectives et des exploitations détenues par l'État. La durée de chaque programme est limitée à une année civile. Le niveau de soutien est lié aux coûts de production et varie selon le programme.
Canada: Point j): Conformité du " <u>soutien à l'apiculture</u> " aux critères relatifs aux versements au titre de programmes de protection de l'environnement (annexe 2, paragraphe 12).	Ce programme satisfait aux critères énoncés au paragraphe 12 de l'annexe 2 ainsi qu'aux prescriptions fondamentales imposées pour les mesures de la "catégorie verte", dès lors que le soutien est apporté par l'intermédiaire d'un organisme d'État financé sur fonds publics. L'objectif du programme est purement environnemental puisqu'il s'agit de conserver un nombre suffisant de colonies d'abeilles, condition essentielle à la pollinisation d'une grande variété de plantes, et non à fournir un soutien à la production de miel. Le programme a été mis en place pour faire face à la baisse continue du nombre de colonies d'abeilles au cours des dernières années. Si 807 000 colonies d'abeilles étaient recensées en 1990, leur nombre total avait chuté à 537 000 seulement en 1996. La situation s'est aggravée pendant l'hiver 1997/98 en raison du froid extrêmement rigoureux, qui a détruit un grand nombre de colonies d'abeilles.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/12, Corr.1 et Corr.2 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon: Raison pour laquelle, dans le calcul du soutien total pour certains produits (tabac et raisins destinés à la transformation), la MGS est utilisée alors que pendant la période de base, c'est la MES qui a été appliquée.	Cela est dû aux changements d'orientation opérés pour les produits en question. Au lieu d'être distribuée par l'intermédiaire du transformateur du produit, l'aide est désormais versée au producteur. Des modifications radicales ont été apportées au système régissant le secteur du tabac. De la même manière, les primes sont désormais directement versées aux producteurs de raisins destinés à la transformation.
Venezuela: Définitions de "soutien des prix", "prix d'orientation", "prix minimum"; (<i>question posée à la réunion de juin 1998</i>).	Se sont engagées à fournir une réponse par écrit au Venezuela, à l'Uruguay et au Secrétariat.

Islande G/AG/N/ISL/11 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/Canada/Corée/Nouvelle-Zélande/États-Unis: Raison pour laquelle les prix de référence externes indiqués dans le document relatif à la période de base (G/AG/AGST/ISL) n'ont pas été employés.</p> <p><i>Remarques complémentaires: Dans un premier examen de la notification de l'Islande, l'Australie s'est interrogée sur le recours à d'autres prix de référence. Si l'Islande avait continué d'utiliser les prix de référence extérieurs de la période de base, elle serait tout de même restée dans les limites de ses engagements MGS.</i></p>	<p>Renvoyant aux explications données à la réunion de novembre 1997 du Comité, l'Islande a rappelé qu'une erreur fondamentale ayant été commise lors de l'élaboration du tableau explicatif AGST: les chiffres avaient été présentés en couronnes islandaises, et non en devise, de préférence en DTS, comme ils auraient dû l'être. À cet égard, il convient de noter que <u>tous</u> les engagements de l'Islande ont été exprimés en DTS.</p> <p>À partir de 1986 et longtemps au début des années 90, la couronne islandaise s'est dévaluée et le taux d'inflation a été élevé. L'inflation cumulée mesurée selon l'indice des prix à la consommation a atteint 252 pour cent sur la période 1986-1996. Pour la plupart des autres pays membres de l'OCDE, ce chiffre devait se situer entre 30 et 40 pour cent. Il n'a malencontreusement pas été tenu compte de cette pression inflationniste lorsque l'Islande a élaboré sa notification sous forme de tableau DS:1 en 1995.</p> <p>Rappelant que l'article 18:4 n'interdit pas expressément d'ajuster les prix de référence extérieurs de la période de base, mais au contraire autorise les Membres à prendre "dûment en compte l'influence de taux d'inflation excessifs sur la capacité de tout Membre de se conformer à ses engagements en matière de soutien interne", l'Islande s'est prévaluée de cette disposition pour exprimer en DTS ses engagements en matière de MGS totale.</p> <p>Les engagements en matière de MGS totale sont exprimés en DTS tandis que d'autres montants sont en couronnes islandaises, notamment les prix de référence extérieurs. Ceux-ci ont été convertis à partir d'autres devises aux taux de change moyens 1986-1988 au moment de l'élaboration des tableaux AGST. Par rapport à la couronne islandaise, le cours du DTS a augmenté d'environ 200 pour cent depuis la période de base.</p>
Australie/Canada/Corée/Nouvelle-Zélande/États-Unis: Source des prix de référence externes utilisés pour calculer le niveau de soutien aux prix du marché.	S'est engagée à fournir une réponse.

Islande G/AG/N/ISL/11 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada: A demandé une nouvelle notification utilisant les prix de référence extérieurs de la période de base.</p> <p><i>Suite: En premier lieu, le <u>Canada</u> n'acceptait pas l'approche qui consistait à exprimer les engagements en matière de soutien interne en termes réels (constants) plutôt que nominaux (courants). En deuxième lieu, le fond du débat mené dans le cadre du processus AER était que c'est précisément parce que la MGS est exprimée en termes nominaux et pose certains problèmes à quelques Membres que le Comité devrait étudier des moyens de régler la question de l'inflation par le biais du mécanisme <u>collectif</u> envisagé à l'article 18:4 de l'Accord sur l'agriculture. De la même manière, la <u>Nouvelle-Zélande</u> a exprimé sa préoccupation à propos des modifications unilatérales des prix de référence extérieurs et de la manière dont les ajustements pour tenir compte de l'inflation sont faits dans les notifications. En troisième lieu, au sujet des "deux années restantes" de notification évoquées par l'Islande, le Canada a fait remarquer que tant les obligations de notification que les engagements sous-jacents sont permanents.</i></p>	<p>L'Islande estime que le Comité dispose déjà d'une base claire pour évaluer la MGS totale courante du pays par rapport à ses niveaux d'engagement en la matière pour 1996 et 1997. Cela n'aurait pas été le cas si les prix de référence extérieurs avaient été repris directement du tableau explicatif AGST, sans ajustement pour tenir compte de l'inflation ou de l'évolution des changes. Les notifications pertinentes montrent clairement que la MGS totale courante n'a pas augmenté en termes réels au cours des trois dernières années, et qu'elle est nettement inférieure aux niveaux d'engagement correspondants. Des chiffres en couronnes islandaises montrant un accroissement du soutien seraient trompeurs car ils seraient gonflés par l'inflation au cours des dix à 12 dernières années. Dans ces conditions, et par souci de continuité, l'Islande a l'intention de continuer à présenter ses notifications pour les deux années restantes en utilisant la méthode décrite plus haut.</p>
<p><i>Remarques complémentaires: L'Islande a offert d'apporter sa contribution au débat sur les ajustements en fonction de l'inflation, sujet déjà abordé au cours du processus AER, à partir d'un document qui exposerait son expérience dans ce domaine. En prévision des prochaines négociations, presque tous convenaient de la nécessité de poursuivre le débat soit dans le cadre du processus de consultation sur les obligations en matière de notification, soit dans le cadre du processus AER.</i></p>	
Tableau explicatif DS:1	
<p>Canada: Point b): "Accumulation et détention de stocks de viande ovine entre les périodes d'abattage":</p> <p>Qu'est-ce qui justifie que cette mesure soit classée désormais dans la catégorie "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire"?</p> <p>Objectifs prédéterminés requis à des fins de sécurité alimentaire et critères utilisés pour déterminer ces objectifs.</p>	<p>Ce programme avait été notifié auparavant comme "autre mesure de soutien interne" au titre des années 1995 et 1996. En octobre 1996, la Nouvelle-Zélande a fait valoir qu'il serait plus judicieux de classer ce programme dans la catégorie "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire", suggestion qui avait été suivie par l'Islande.</p> <p>La constitution de stocks de viande ovine vise uniquement la consommation intérieure. Comme la période d'abattage du mouton est très courte en Islande (de la mi-septembre à la fin octobre), il est nécessaire de constituer des stocks permettant d'approvisionner les consommateurs tout au long de l'année. Les décisions concernant la production globale, la constitution des stocks et la distribution des produits alimentaires, en particulier la viande ovine et les produits laitiers, sont prises par le Conseil de la production agricole, qui compte 15 membres, 14 désignés par les producteurs et un par le Ministre de l'agriculture. Le Conseil agit dans le cadre de la Loi n° 99/1993 relative à la production, à la fixation des prix et à la distribution des produits agricoles.</p>

Islande G/AG/N/ISL/11 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: A souhaité des détails sur les "versements directs aux éleveurs d'ovins"; conformité aux critères de l'annexe 2.	En 1995, un accord a été signé entre le gouvernement islandais et l'Association des fermiers islandais concernant la production de viande ovine, par lequel une étape importante a été franchie vers le découplage du soutien interne, le soutien lié aux prix devant être progressivement abandonné au profit du soutien budgétaire direct. Les versements directs aux éleveurs d'ovins selon la quantité de viande produite ont été supprimés tandis que des versements directs découplés de la production ont été adoptés. Le versement annuel par unité de production de viande ovine est de 53 dollars EU. Le montant total du versement n'est pas transférable d'une exploitation à l'autre, même si quelques exceptions sont prévues. Pour pouvoir bénéficier de cette mesure, l'exploitant doit avoir un nombre déterminé d'ovins affouragés en hiver. Si l'exploitation ne peut pas maintenir ce niveau minimum, les versements sont réduits en proportion. Le versement annuel total est de 25 millions de dollars EU. Dans les exploitations où toutes les bêtes, ou presque toutes, ont été abattues pour des raisons sanitaires ou pour cause d'érosion des sols, les exploitants peuvent recevoir ces versements tout en n'ayant provisoirement pas d'ovins. En outre, les exploitants qui suivent un programme de formation, ou participent à des programmes liés à l'environnement, à la commercialisation ou à l'emploi, peuvent aussi en bénéficier même s'ils ne pratiquent pas l'élevage pendant la durée de leur participation à ces programmes.
Canada/États-Unis: <u>Point j)</u> "promotion de la production biologique": S'agit-il d'un nouveau programme? Dans l'affirmative, l'Islande compte-t-elle présenter une notification sous forme de tableau DS:2? S'agit-il de la même mesure que celle mentionnée en 1996 sous la rubrique "commercialisation et promotion"? Conformité avec le paragraphe 12 de l'annexe 2.	Il ne s'agit pas d'un nouveau programme. En 1995, le Parlement islandais a adopté la Loi n° 27/1995, qui préconisait une aide spéciale aux agriculteurs pratiquant la culture biologique et octroyait à ces derniers un versement annuel total de 350 000 dollars EU pour une période de quatre ans commençant en 1996 et s'achevant en 1999. Ce versement avait été notifié auparavant sous la rubrique "services généraux, services de commercialisation et de promotion". L'Islande estime plus exact de notifier cette mesure sous la rubrique "programmes environnementaux", d'où cette rectification.

Inde G/AG/N/IND/1– Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Raison pour laquelle l'unité utilisée dans les tableaux explicatifs de la période de base, à savoir le million de roupies, n'a pas été utilisée pour la notification du soutien interne pour 1995/96.	Le prix de référence extérieur de différents produits pour la période de base 1986-1988 a été fixé en dollars EU. Le taux de change étant déterminé par le marché, afin d'obtenir des estimations comparables de la MGS, l'Inde a estimé plus judicieux d'exprimer les prix intérieurs en dollars EU.
Canada: Demande une nouvelle notification utilisant les données de la période de base.	L'Inde n'a pas l'intention de présenter une nouvelle notification. <i>Voir également la réponse ci-dessus.</i>

Inde G/AG/N/IND/1– Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil: Introduction - Donner des précisions sur les activités de la Société alimentaire de l'Inde (FCI), pour ce qui est des achats aux prix de soutien, de la constitution de stocks à des fins de sécurité alimentaire, et des ventes aux consommateurs à des prix inférieurs aux prix du marché; conformité de ces activités avec le paragraphe 3 de l'annexe 2.	La FCI achète des céréales alimentaires aux prix de soutien pour constituer des stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et vendre ces produits aux consommateurs par le biais du système public de distribution (PDS). Le PDS vise essentiellement à approvisionner en céréales alimentaires de base les plus démunis et les groupes vulnérables de la société, tels que les travailleurs agricoles sans terres, les paysans cultivant des terres marginales, les artisans ruraux, les artisans et les travailleurs journaliers.
Australie/Canada: Tableau DS:1 - Demandent que ce tableau soit présenté de façon à indiquer que la MGS totale est nulle.	Le tableau DS:1, dans sa version actuelle, est conçu pour les pays dont la section I de la partie IV de la Liste comporte des engagements en matière de réduction du soutien interne. Des pays tels que l'Inde, dont la Liste ne fait apparaître aucun engagement de réduction de ce type, ne sont pas, selon l'Inde, tenus de présenter un tableau DS:1.
Tableau explicatif DS:1	
Canada: " <u>Programme de développement des surfaces dominées</u> (CADP)" – Objectifs du programme; définition d'une "surface dominée"; type d'activités de développement visées; caractéristiques et critères d'admissibilité.	L'expression "surface dominée" désigne la zone approuvée située en aval de tout projet d'irrigation à grande ou moyenne échelle dans laquelle les gouvernements locaux (et non le gouvernement central) entreprennent un développement intégré par l'intermédiaire de leurs propres autorités chargées du développement des surfaces dominées (CADA). Les CADP sont appliqués pour assurer une utilisation efficace de l'eau et un développement intégré du périmètre irrigué, et prévoient notamment une modernisation du système de distribution, la construction d'un réseau de drainage, et l'entretien et l'exploitation des réseaux d'irrigation et de drainage.
Australie/Brésil/Canada/Corée: Ont demandé des détails sur les programmes relatifs aux " <u>opérations du stock régulateur</u> "; en particulier, types de produits visés par ces opérations; système d'administration et de distribution utilisé.	Le gouvernement a créé un stock régulateur de céréales alimentaires afin d'assurer un certain niveau de sécurité et de stabilité dans l'approvisionnement et les prix des produits alimentaires, nonobstant les variations de la production agricole. Les mesures correspondantes sont arrêtées pour une période de cinq ans. Les décisions sont généralement prises sur la base des recommandations d'un groupe technique dirigé par le Secrétaire du ministère concerné. Certains stocks minimums de <u>riz</u> et de <u>blé</u> sont tenus dans une réserve centrale pendant différentes périodes de l'année pour faire face aux situations d'urgence dues aux inondations, aux sécheresses ou à d'autres éventualités analogues. Les stocks sont distribués par l'intermédiaire d'un réseau national de magasins publics.

Inde G/AG/N/IND/1– Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: "Assurance-récolte" (sécurité des revenus) - Fonctionnement de ce programme; niveau de déclenchement des versements. Comment le classement actuel dans la catégorie "versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle", qui comprend les programmes d'assurance-récolte, visé au paragraphe 8 de l'annexe 2, est-il justifié?	<p>Un programme complet d'assurance-récolte a été instauré en avril 1985 afin de fournir un appui financier aux agriculteurs en cas de mauvaise récolte et de leur permettre d'obtenir des crédits pour la saison suivante. La participation à ce programme est facultative et les États sont libres de l'adopter. Il concerne les agriculteurs souscrivant des prêts de campagne auprès d'établissements de crédit coopératifs, de banques commerciales et de banques rurales régionales en vue de produire du riz, du blé, du millet, des oléagineux ou des légumes secs.</p> <p>Le montant garanti est équivalent au prêt décaissé, dans la limite de 10 000 roupies indiennes par agriculteur. Les indemnités sont couvertes pour deux tiers par l'État central et pour un tiers par les États concernés.</p> <p>En ce qui concerne le seuil de déclenchement des versements au titre du programme, les agriculteurs ont droit à une indemnisation proportionnelle à la différence de rendement constatée par rapport au rendement garanti. Si le rendement moyen réel constaté dans une région couverte par le programme est inférieur au rendement garanti (moyenne mobile du rendement des cinq dernières années), l'agriculteur a droit à une indemnité.</p>
Australie: Détails concernant le " <u>Programme d'arido-culture</u> ", et comment ce programme répond aux critères du paragraphe 11 de l'annexe 2.	<p>Afin de promouvoir le développement des zones d'agriculture pluviale et de rétablir l'équilibre écologique, l'État central a lancé en 1990/91 un Projet national de développement des bassins versants pour les zones d'agriculture pluviale (NWDPPA), qui a été mis en œuvre dans le cadre du huitième Plan quinquennal de l'Inde. Ce projet porte sur 4,3 millions d'hectares couvrant 2 554 zones dans 25 États et territoires de l'Union. Les différentes activités sont notamment le traitement des terres arables et non arables et les systèmes de production sur ces terres, l'accent étant mis sur la culture multiple et la polyculture, l'arido-horticulture, etc. Ce programme est donc conforme aux critères spécifiés au paragraphe 11 de l'annexe 2.</p>

Inde G/AG/N/IND/1– Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Programmes environnementaux: A demandé des détails sur les trois premiers programmes; avoir confirmation qu'ils sont bien compatibles avec les critères pertinents de l'annexe 2.	<p>Le premier programme relève de l'État central et a été lancé au cours du troisième Plan quinquennal. Il a pour principaux objectifs d'accroître la productivité des terres dégradées; d'améliorer les possibilités d'utilisation des terres; de prévenir l'érosion des sols dans les bassins versants; d'accroître la durée de vie des réservoirs; etc. Pour atteindre ces objectifs, on a recours à des mesures de conservation des sols et des eaux, telles que l'agroforesterie, l'horticulture, le reboisement, le pacage en forêt, etc. Ces mesures sont appliquées de manière intégrée et appuyées par des mesures de traitement des bassins versants.</p> <p>Le deuxième programme, lancé au cours du sixième Plan quinquennal, vise à réduire le débit de pointe des écoulements en améliorant localement la conservation des eaux et des eaux souterraines par un accroissement du temps de concentration, ce qui permet de réduire les risques d'inondation.</p> <p>Le troisième programme, relatif au contrôle de la culture itinérante, met l'accent sur l'adoption de technologies à faible coût et l'utilisation des ressources locales pour la conservation des sols et des eaux: mesures végétatives, amélioration des systèmes de production et construction de petits ouvrages de collecte des eaux.</p>
Canada – Tableau explicatif DS:4 - Demande qu'un tableau explicatif DS:4 soit présenté.	L'Inde présentera volontiers le tableau en question, encore qu'elle n'en comprenne pas bien la nécessité, étant donné qu'il ne s'agit que d'un résumé des données déjà fournies dans les tableaux explicatifs DS:5 et 9.
Tableau explicatif DS:5	
Australie/Brésil/Canada/Nouvelle-Zélande: Valeur de la production de sucre de canne sur laquelle l'Inde se fonde pour estimer que le soutien est <i>de minimis</i> .	La valeur totale de la production de canne à sucre de la campagne de commercialisation 1995/96 est d'environ 2 210 millions de dollars EU. Étant donné que le soutien total des prix du marché en faveur du sucre de canne, comme indiqué dans la colonne 8, était de 184 millions de dollars EU pendant cette période, le niveau global de soutien représentait 8,3 pour cent de la valeur totale de la production, ce qui est conforme aux prescriptions <i>de minimis</i> .
Nouvelle-Zélande: Sens de la note de bas de page 3 concernant le prix d'achat du paddy commun et le coefficient de conversion.	Le gouvernement indien annonce un prix d'achat administré pour le paddy commun et non pour le riz, puisque le taux de conversion communément admis de 1,5:1 a été utilisé pour déduire le prix administré applicable au riz du prix administré applicable au paddy.
Thaïlande: Raison pour laquelle les prix intérieurs des produits agricoles sont très inférieurs aux prix mondiaux pendant l'année de référence; les prix intérieurs sont-ils toujours inférieurs aux prix mondiaux actuellement, et pourquoi? <i>Suite: La Thaïlande a demandé confirmation que les prix intérieurs peu élevés ne sont pas le résultat d'un soutien public des prix. L'Inde a réaffirmé que le soutien public est l'un des multiples facteurs qui influencent le niveau des prix du marché intérieur.</i>	Les écarts entre les prix intérieurs et les prix mondiaux moyens pour les marchandises agricoles ne sont pas propres à l'Inde. Un prix de soutien est fondé sur de multiples facteurs, qui sont principalement le coût des intrants et de la main-d'œuvre, le rendement des terres, l'indice du coût de la vie, etc. Il est donc évident que ces facteurs sont différents d'un pays à l'autre, ce qui produit des écarts entre les prix intérieurs et les prix mondiaux moyens.

Inde G/AG/N/IND/1– Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Tableau explicatif DS:9 - Subventions à l'irrigation, aux engrais et à l'électricité - Fonctionnement de ces programmes et niveau de subventionnement. Les chiffres notifiés représentent-ils des dépenses budgétaires effectives ou des estimations? S'il s'agit d'estimations, des détails concernant le mode de calcul seraient souhaités.	<p>Les subventions aux engrais bénéficient aux producteurs à faible revenu et pauvres en ressources. Le montant indiqué représente le montant effectif de la subvention accordée figurant dans l'<i>Étude sur la situation économique de l'Inde 1996/97</i>.</p> <p>Les subventions à l'électricité correspondent à l'écart entre le coût moyen de l'électricité et son prix de vente au secteur agricole, qui varie selon les États.</p> <p>Les chiffres relatifs aux subventions à l'irrigation sont des estimations des frais d'exploitation et du produit des recettes et incluent l'intérêt imputé sur le montant total estimatif des investissements d'irrigation.</p>

Jamaïque G/AG/N/JAM/2 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Tableau explicatif DS:1 - Ont demandé des détails sur le fonctionnement des programmes de soutien prévus au titre de la "recherche-développement" et de la "fourniture de services de vulgarisation".	<p>Le Programme recherche-développement vise à mettre au point des techniques économiques et efficaces pour l'accroissement de la production et du rendement des cultures alimentaires destinées au marché intérieur, des cultures d'exportation non traditionnelles et de l'élevage. Ses activités portent principalement sur deux domaines prioritaires: recherche sur les cultures et amélioration des cultures et de l'élevage.</p> <p>La vulgarisation vise à faciliter l'accroissement de la production et du rendement de l'agriculture vivrière, qui occupe principalement les petits exploitants. Son principal rôle est de transférer les technologies élaborées par les organismes de recherche et de les faire adopter par les agriculteurs.</p> <p>Des renseignements supplémentaires sur ces programmes sont fournis à l'Appendice 5.</p>

Maroc G/AG/N/MAR/11 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Tableau explicatif DS:1 - A demandé des détails concernant la "campagne régulière de lutte contre les effets de la sécheresse", pour vérifier la conformité de ce programme avec les critères de l'annexe 2.	Ce programme n'est pas appliqué à titre permanent mais plutôt de façon sélective, dans des situations d'urgence, pour parer aux conséquences néfastes des sécheresses sur les troupeaux. Il est mis en place dans certaines régions seulement après que celles-ci ont été reconnues zones de sécheresse par les autorités compétentes.

Philippines G/AG/N/PHL/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Les Philippines comptent-elles présenter un tableau DS:1?	Dans sa forme actuelle, le tableau DS:1 type sur la MGS courante a trait à la notification de la mise en œuvre des engagements de réduction souscrits lors du Cycle d'Uruguay. Les Philippines estiment n'être pas concernées par cette notification, étant donné qu'elles n'ont pas pris de tels engagements lors du Cycle d'Uruguay.

Philippines G/AG/N/PHL/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Japon: Raison de l'absence de tableau DS:1, contrairement aux années précédentes; ont demandé confirmation qu'aucun soutien de la catégorie verte n'a été fourni en 1997.	Des mesures relevant de la catégorie verte ont été appliquées par les Philippines en 1997. La notification correspondante est en cours d'achèvement et sera présentée sous peu de façon que le Comité puisse l'examiner à sa réunion de novembre 1998.

République slovaque G/AG/N/SVK/14 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Tableau explicatif DS:1 - Raison du reclassement de "tourisme rural" dans la catégorie "aide régionale"; conformité aux critères du paragraphe 13 de l'annexe 2.	Si l'on tient compte des renseignements fournis dans les notifications précédentes, ce programme n'a pas été reclassé. Il est pleinement compatible avec les dispositions du paragraphe 13 de l'annexe 2 parce que le soutien est accordé exclusivement aux producteurs agricoles situés dans des zones désavantagées et au sol pauvre. Le soutien au titre de ce dispositif peut également être accordé aux producteurs agricoles qui entreprennent des activités supplémentaires sans rapport avec la production agricole.
Nouvelle-Zélande: Tableau explicatif DS:4 - Raison de l'accroissement notable des dépenses consacrées a) à l'achat de graines au titre du programme d'ensemencement et b) au matériel technique.	L'accroissement des dépenses est dû simplement au fait que les producteurs nationaux ont davantage cherché à obtenir des intrants de qualité.
Tableau explicatif DS:5	
Nouvelle-Zélande: Écart entre les prix de référence utilisés pour le lait cru de vache en 1996 et 1997 respectivement; raisons de cette différence.	La République slovaque s'est engagée à fournir une réponse par écrit.
Nouvelle-Zélande: Raisons pour lesquelles le Fonds d'État pour la régulation du marché (SFMR) n'a pas été mentionné alors que ses activités incluent la fixation de prix minimums. Des prix minimums ont-ils été fixés pour des produits agricoles autres que le lait en 1997 et les années précédentes? Si oui, pourquoi n'en a-t-il pas été tenu compte dans le calcul de la MGS?	Le SFMR n'accorde aucun soutien des prix intérieurs. Il a pour fonction de réguler l'offre de certains produits agricoles transformés et de superviser l'adaptation à l'évolution de la conjoncture comme cela est indiqué dans le document G/STR/N/3/SVK, en date du 25 juin 1998. La liste des produits agricoles régulés est publiée par le SFMR. Ses interventions visent les situations dans lesquelles la production dépasse la consommation intérieure, ou dans lesquelles les prix agricoles ont diminué sous la pression des coûts de production réels.
Australie: Tableau explicatif DS:9 - Raison pour laquelle on a considéré que a) la promotion de l'élevage des ovins et des caprins et b) la promotion de la culture du tabac relevaient du soutien autre que par produit; fonctionnement de ces programmes.	<p>a) La subvention relative à la promotion de l'élevage est une prime par tête accordée aux éleveurs possédant au moins 20 têtes d'ovins ou de caprins. Comme ce programme ne vise pas spécifiquement chacune des différentes espèces et que les décisions d'accorder la subvention sont fondées sur le nombre total d'ovins et de caprins, la République slovaque est d'avis qu'il s'agit de fait d'une subvention autre que par produit.</p> <p>b) Le soutien à la promotion de la production de tabac peut être accordé aux producteurs au prorata du poids de tabac vendu. La République slovaque admet que ce type de soutien ne devrait pas être mentionné dans la catégorie du soutien autre que par produit, et un rectificatif sera présenté en conséquence.</p>

Slovénie G/AG/N/SVN/8 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Tableau explicatif DS:1 - Raisons pour lesquelles les dépenses consacrées aux services de vulgarisation et de consultation ont augmenté de 30 pour cent depuis 1996.	Cette hausse est due à la modernisation et à l'équipement des stations d'essai locales au cours des deux dernières années. Les chiffres incluent les investissements dans des centres de recherche et des stations d'essai gérés par les services consultatifs. Le gouvernement attache une grande importance à ces activités qui assurent une formation. Les dépenses comprennent les primes versées au haras de Lipica.
Canada: Tableau explicatif DS:5 - Notant que les prix de référence extérieurs sont différents de ceux de la période de base consignés dans le document G/AG/AGST/SVN, demande une notification modifiée utilisant la période de base pour le lait et la crème, la farine de blé et les betteraves à sucre. <i>Suite: La Nouvelle-Zélande souhaiterait recevoir des renseignements par écrit sur l'issue des consultations bilatérales évoquées par la Slovénie.</i>	La Slovénie confirme que les prix de référence utilisés sont différents de ceux de la période de base. Elle est disposée à présenter une notification modifiée, mais cela pourrait avoir des incidences qu'elle souhaiterait préciser dans un cadre bilatéral.
Australie: Tableau explicatif DS:6 - Notant que ni les prix administrés appliqués, ni les prix de référence extérieurs ne sont fournis, demande que ces renseignements soient communiqués avec la source.	Cette omission est due à une erreur technique. La Slovénie ne fait pas de versements liés aux prix, mais uniquement des versements budgétaires directs. Un rectificatif sera communiqué.

Suisse G/AG/N/CHE/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
<u>Services généraux</u>	
Australie/Canada: Fonctionnement des " <u>programmes d'allocation familiale destinés aux petits exploitants et aux travailleurs agricoles</u> "; conformité de ces programmes avec les critères du paragraphe 2 de l'annexe 2, qui n'autorisent pas les versements aux producteurs ou aux transformateurs.	Les allocations familiales sont un élément constitutif de la politique sociale générale de la Suisse, qui s'applique également dans le domaine de l'agriculture, quoique de manière plus spécifique. Ces allocations sont notifiées à l'OMC par souci de transparence et d'exhaustivité.

Suisse G/AG/N/CHE/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada: A demandé des détails sur la nature des initiatives relevant des "<u>Dépenses cantonales destinées à l'agriculture</u>";</p> <p>Ventilation des dépenses entre les types de mesures énumérés;</p> <p>Certaines de ces mesures comportent-elles des initiatives au niveau de l'exploitation?</p>	<p>La politique agricole relève en Suisse de l'État fédéral, mais sa mise en œuvre peut aussi incomber aux cantons dans bon nombre des domaines concernés. Dans certains cas précis, des mesures cantonales additionnelles sont permises. Il n'est pas possible de donner une ventilation détaillée pour toutes les mesures concernées. Des données ont cependant été notifiées par catégorie de mesure. Les dépenses cantonales totales ont atteint 374,2 millions de francs suisses. De ce montant, 68,8 millions de francs suisses ont été notifiés dans le tableau explicatif DS:7 au regard du point 6), de façon à rendre compte exactement de la part des dépenses cantonales directement liée à la production, qui entre dans le cadre de la MGS. Les 305 millions de francs suisses restants se partagent comme suit (estimations en millions de francs suisses): - Administration générale: 15,3; - Amélioration foncière: 177,1; - Protection animale: 33,6; - Santé et mesures sociales: 79,3.</p> <p>Le programme "Amélioration foncière et bâtiments ruraux" comporte un soutien à l'amélioration foncière (drainage en l'occurrence) et peut recouvrir des compléments cantonaux aux versements fédéraux au titre de l'aide à l'ajustement structurel qui passent par un soutien à l'investissement lié directement ou non à l'agriculture.</p> <p>"Entretien des animaux" fait référence à des compléments cantonaux pouvant être accordés pour des programmes concernant l'élevage.</p>
<u>Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire</u>	
<p>Corée: Fonctionnement des deux programmes mentionnés dans cette catégorie.</p>	<p>Sous cette rubrique, la Suisse a notifié des stocks de garantie pour les pommes de terre à hauteur de 2 millions de francs suisses (et non 12 millions de francs suisses comme il est indiqué dans la version anglaise, pour laquelle un rectificatif sera communiqué prochainement) et le concentré de jus de pomme, le total des dépenses atteignant 3,3 millions de francs suisses.</p> <p>Les stocks de garantie ont pour objet d'assurer un niveau minimum d'approvisionnement selon la conception suisse de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence. Les stocks restent la propriété du secteur privé mais leur vente requiert l'autorisation du gouvernement.</p>

Suisse G/AG/N/CHE/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<u>Aide aux revenus découplée</u>	
<p>Australie/Canada/États-Unis: "<u>Versements aux propriétaires de vaches qui ne commercialisent pas de lait</u>" - Les producteurs concernés peuvent-ils commercialiser ces vaches à d'autres fins, notamment la production de viande? Période de base définie et fixe (selon l'article 6 a) de l'annexe 2).</p> <p>Rappelant l'explication fournie précédemment par la Suisse selon laquelle <i>les versements sont corrigés selon l'évolution du prix du lait afin de maintenir la parité de revenus entre les producteurs de lait et les propriétaires de bétail qui ne commercialisent pas de lait</i>, ont demandé à la Suisse d'expliquer la conformité de ce programme avec le paragraphe 6 c) de l'annexe 2, qui prescrit que les versements ne seront pas fonction des prix s'appliquant à une production réalisée après la période de base.</p>	<p>Ce type de versement est entièrement découplé de la production. Le droit de recevoir des versements n'est pas lié à une production commercialisable de l'exploitation, comme la vente d'animaux ou de viande, mais à l'interdiction de vendre du lait. Les producteurs sont cependant libres de commercialiser des animaux ou leur viande. Le lien avec le prix du lait est uniquement une question d'utilisation efficace des fonds publics. Comme cela a été indiqué à plusieurs occasions, l'agriculture suisse a connu et traverse encore un processus de réformes majeures destinées à l'orienter entièrement vers le marché. Étant donné l'importance de la production de lait pour l'ensemble du secteur agricole suisse, le prix du lait est pris en compte pour apprécier les revenus agricoles. À ce titre, le prix du lait est l'un des critères utilisés pour fixer le montant des versements. Ces versements ont été réduits progressivement au cours des dernières années de façon à refléter la compétitivité accrue des producteurs agricoles.</p> <p>Une réponse détaillée sur les critères de l'annexe 2 concernant la période de base définie et fixe est en préparation.</p>
<p>Australie/Canada/États-Unis: "<u>Versements directs additionnels aux producteurs</u>" - S'agit-il d'un programme unique? Rappelant une réponse précédente selon laquelle ces versements sont effectués par exploitation, par région ou par animaux, ont souhaité des renseignements additionnels sur chacune des mesures énumérées; périodes de base fixes et définies considérées; méthode de calcul des versements; conformité avec les critères du paragraphe 6 de l'annexe 2.</p>	<p>Cette catégorie de soutien se veut une contribution aux fonctions multiples de l'agriculture et prévoit des versements par exploitation et par région. Ces versements sont conformes au paragraphe 6 de l'annexe 2 dès lors qu'ils sont entièrement découplés de la production commercialisable, du produit de l'exploitation, ou encore des prix payés pour les produits agricoles. Les versements sont basés sur la surface, subordonnés à des normes de culture précises, et limités par des plafonds de revenus de l'exploitation.</p>
<p>Corée: A demandé des renseignements sur les programmes "<u>Fourniture de denrées alimentaires</u>" et "<u>Complément aux gains tirés de la commercialisation</u>".</p>	<p>Ces versements sont une sous-catégorie du programme décrit ci-dessus. La fourniture de denrées alimentaires et les compléments aux gains tirés de la commercialisation font référence au huitième alinéa de l'article 31 de la Constitution suisse, qui énonce, entre autres dispositions, que l'agriculture contribue, par une production durable et axée sur le marché, à l'approvisionnement régulier et sûr de la population en nourriture. On se réfère donc souvent à la dimension multifonctionnelle de l'agriculture dans la société suisse.</p>
<p>Australie/Canada: <u>Aide à l'ajustement structurel par le biais de programmes visant au retrait de moyens de production</u> - Ont demandé des détails sur le "Programme d'achats de compensation"; délais prescrits pour que les producteurs de bétail puissent augmenter leur troupeau après que des bêtes aient été achetées au titre du programme; conformité avec les critères du paragraphe 10 d) de l'annexe 2, aux termes desquels les versements ne seront pas fonction du type ou de la quantité de la production, ni des prix.</p>	<p>Ce programme est un instrument clairement défini de politique régionale. L'objet de la mesure est d'atténuer les effets du pic saisonnier de l'offre d'animaux, à l'automne, lorsque les troupeaux reviennent des pâturages de montagne et sont mis en grand nombre sur les marchés.</p>

Suisse G/AG/N/CHE/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: <u>Aide à l'ajustement structurel par le biais du soutien à l'investissement</u> - "Crédits à l'investissement": Nature du désavantage structurel auquel il est remédié; durée du programme; période nécessaire pour surmonter le désavantage structurel.	Les crédits à l'investissement sont accordés aux agriculteurs en vue de l'achat de terres ou de l'amélioration des terres et des bâtiments, sous plusieurs conditions. Les crédits ne sont fournis qu'en complément d'autres sources de financement (prêts à des conditions commerciales, utilisation de ressources propres). Les crédits sont plafonnés et les projets présentés doivent répondre à des critères précis pour ce qui est de la viabilité future de l'activité. L'ajustement des structures est un processus continu. Le programme dans son ensemble n'est pas limité dans le temps. Néanmoins, la durée et le délai de remboursement de chacun des prêts accordés à chaque agriculteur sont limités.
<u>Protection de l'environnement</u>	
Australie/États-Unis: Demandent des détails sur chacun des programmes mentionnés; conformité de chaque programme aux critères du paragraphe 12 de l'annexe 2.	<p>Les versements au titre de cette catégorie sont destinés à compenser la perte de revenus due aux coûts additionnels résultant de la mise en œuvre de méthodes de production extensives et écologiques. Des critères spécifiques établis dans les réglementations pertinentes sont appliqués, notamment: zones de réduction ou de suppression des écoulements de phosphates et de nitrates qui se déversent dans les aquifères; mise en œuvre de méthodes de production sans pesticides ou à utilisation réduite de pesticides; amélioration de la biodiversité et protection du milieu naturel. Les versements sont réexaminés chaque année.</p> <p>Des versements au titre de la "transhumance d'été" sont accordés aux exploitations situées dans des régions marginales. Pour y avoir droit, les bénéficiaires doivent se conformer à des règles écologiques bien définies, telles que la densité de l'élevage, l'utilisation d'engrais et de fumier, etc. Le versement n'est pas lié à la production et comporte uniquement une incitation à exploiter les pâturages de montagne, ce qui est considéré comme un aspect important de la politique régionale de la Suisse, ainsi que de la prévention des catastrophes naturelles (les prairies pâturées aidant à prévenir la formation des avalanches), en particulier au-dessus du niveau de la forêt.</p>
Canada/Corée: " <u>Écoulement des œufs, aide à la reconversion des producteurs</u> " - S'agit-il du même programme que le programme notifié sous la cote CHE/16? Date d'entrée en vigueur; conformité avec les prescriptions fondamentales applicables à la "catégorie verte".	Oui. Voir le document G/AG/N/CHE/16 ci-après.
Canada: " <u>Versements destinés à la production extensive de céréales</u> " - Méthode utilisée pour fixer le montant des paiements; conformité avec le paragraphe 12 de l'annexe 2.	Ces versements indemnisent les producteurs faisant un usage limité des pesticides dans leur production céréalière. Ce programme est clairement défini: il interdit l'utilisation de fongicides, d'insecticides et de régulateurs de croissance. Le niveau du versement est fixé de manière à compenser la production sacrifiée.

Suisse G/AG/N/CHE/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<u>Programmes d'aide régionale</u>	
<p>Australie / Canada / Nouvelle-Zélande / États-Unis: Ont demandé des détails sur les programmes ci-après: mode de versement; période de base utilisée; conformité aux critères de l'annexe 2, étant donné en particulier que les versements prévus paraissent viser des produits très spécifiques ou des producteurs déterminés. <i>(D'après le paragraphe 13 d), les versements doivent être généralement disponibles pour tous les producteurs de la région.)</i></p> <p>a) Indemnités de non-ensilage;</p> <p>b) Compléments pour la fabrication de fromages à pâte dure dans la zone d'ensilage;</p> <p>c) Indemnités pour transformation de lait en fromage;</p> <p>d) Indemnisation des coûts subis par les propriétaires de bétail dans les régions de collines et de montagnes;</p> <p>e) Versements compensatoires pour la culture de champs dans des conditions difficiles.</p>	<p>a) Les indemnités de non-ensilage visent à compenser les désavantages dus à l'utilisation de lait pour fabriquer du fromage en ne recourant pas à l'ensilage. Les bénéficiaires sont situés dans des régions bien définies (à savoir la Gruyère). Il s'agit d'une mesure provisoire qui s'inscrit dans le processus de transition de l'industrie fromagère suisse vers un système de marché libre.</p> <p>b) Ce versement indemnise les producteurs et les transformateurs de la charge financière qu'ils subissent en n'exploitant leurs installations que pendant la saison d'été. La prime de concentration a été proposée jusqu'en 1995 pour aider au regroupement des petits transformateurs de fromages en unités viables. Celle-ci consistait en une subvention versée pendant les cinq premières années d'exploitation d'une nouvelle installation. Ces deux mesures s'inscrivent dans la politique de développement régionale et ont pour objet d'aider à l'établissement d'un niveau minimum viable de décentralisation dans le secteur de la transformation du fromage.</p> <p>c) Ce versement est destiné à retirer la meilleure valeur ajoutée du lait produit. Les mesures en question ne sont pas liées à la production de lait proprement dite et ne débouchent pas sur un surcroît de production de lait.</p> <p>d) Ces versements ont pour objet de préserver un niveau minimum d'activité agricole dans les régions spécifiées. Ils sont découplés de la production et du produit de l'exploitation et sont limités à un plafond de 15 unités de bétail (vaches) par exploitation, entièrement découplé du nombre effectif de têtes maintenu sur l'exploitation. En outre, comme c'est le cas pour la plupart des mesures de soutien, il y a des plafonds de revenus et de patrimoine.</p> <p>e) Il s'agit d'un versement en fonction de la surface, entièrement découplé de la production, destiné à conserver un degré minimum de culture dans les régions de collines et de montagnes, et qui s'inscrit dans le cadre de la politique régionale.</p>
Tableau explicatif DS:5	
<p>Brésil: Prière d'expliquer la différence entre "prix garanti" et "prix de soutien".</p>	<p>La notion de "prix garanti" vaut pour les produits pour lesquels le gouvernement garantit un prix au producteur. Cette garantie porte sur une quantité limitée du produit concerné. Le "prix de soutien" vaut pour les produits pour lesquels les prix fluctuent en raison de la conjoncture mais sont maintenus à l'intérieur d'une certaine plage par l'action des pouvoirs publics. Toutefois, dans plusieurs cas, il n'a pas été appliqué de politique de prix par le passé, et la fixation des prix a été laissée aux forces du marché. La politique de soutien des prix pour le bœuf en est un exemple caractéristique. À cet égard, il convient de noter que la nouvelle Loi sur l'agriculture entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1999, et qu'elle abolira toutes les garanties de prix soit avec effet immédiat, soit passé une certaine période de transition.</p>

Suisse G/AG/N/CHE/15 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil: A demandé des renseignements sur le montant total de la production de <u>viande de volaille et viande bovine</u> , <u>fèves de soja</u> et <u>tabac</u> .	Les quantités en question sont indiquées dans la colonne 6, "production concernée" (en tonnes): volaille: 43 870; viande bovine: 151 787; fèves de soja: 4 554; tabac: 1 000.

Trinité-et-Tobago G/AG/N/TTO/2 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Raison de la différence importante dans les dépenses relevant de la catégorie verte pour 1996 par rapport à 1995 et 1997.	Comme il est indiqué, les chiffres fournis représentent l'ensemble des dépenses annuelles pour les années 1995 à 1997 du Programme de dépenses ordinaires et du Programme de développement du Ministère de l'agriculture et des ressources terrestres et maritimes. Les données notifiées par la Trinité-et-Tobago en ce qui concerne le Programme de développement agricole auraient dû être les suivantes: 90 millions de dollars TT (1995); 58,6 millions de dollars TT (1996); et 96,7 millions de dollars TT (1997), soit 14,4 millions de dollars EU, 9,3 millions de dollars EU et 15,3 millions de dollars EU respectivement. La Trinité-et-Tobago s'est engagée à fournir un rectificatif au Secrétariat pour distribution.

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
Remarques générales: dépenses des États	
Australie/Corée: Ont souhaité confirmation que tous les programmes des États consacrés à l'agriculture qui sont financés sur la base des dépenses de l'exercice budgétaire constituent des versements exonérés conformes à l'annexe 2; qu'ils sont couverts par la notification considérée.	Deux programmes des États sont couverts par la notification considérée: le Programme de crédit des États (ST/DS:9) et l'ensemble des dépenses des États relatives aux programmes agricoles communiquées par le Bureau du recensement, qui est notifié dans la "catégorie verte". Il s'agit des seuls programmes agricoles des États pour lesquels les États-Unis ont pu obtenir des données. Dans la mesure du possible, toutes les dépenses infranationales consacrées à l'agriculture ont été incluses.
Canada: Les exonérations de la taxe sur les carburants accordées au niveau des États et les programmes de remboursement applicables aux agriculteurs sont-ils indiqués dans la notification? Si oui, à quel endroit? Méthode d'évaluation utilisée.	Les exonérations de la taxe sur les carburants accordées au niveau des États ne sont pas indiquées dans la notification.
<i><u>Suite:</u> Dans l'optique des prochaines négociations sur l'agriculture lors desquelles les Membres s'emploieront à établir des disciplines plus strictes en matière de soutien interne, la <u>Nouvelle-Zélande</u>, l'<u>Australie</u> et la <u>Suisse</u> ont invité les États-Unis à envisager des moyens d'améliorer leurs méthodes de collecte des données pour que toutes les dépenses des États soient consignées avec exactitude dans de futures notifications. Compte tenu des grandes différences dans les normes appliquées par les différents Membres, la <u>Suisse</u> a proposé que la question soit débattue de manière horizontale.</i>	

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<u>Services généraux</u>	
Australie/Canada: Notant que les États-Unis continuent de notifier un montant global unique pour tous les programmes agricoles des États, ont demandé des précisions, notamment: nature et ventilation des dépenses en fonction des diverses catégories de services généraux; critères spécifiques de l'annexe 2 auxquels satisfont ces versements.	Le Bureau du recensement ne donne pas de précisions sur la structure quantitative de cette dépense globale. Comme exemples d'activités financées par les États concernant l'agriculture, on peut citer le soutien et la promotion des associations, foires et salons agricoles, les services de vulgarisation, la recherche, etc. Compte tenu des renseignements disponibles, les États-Unis estiment que les programmes inclus parmi ces dépenses satisfont aux critères de l'annexe 2 dans la mesure où ils apportent des services ou des avantages à la collectivité agricole et rurale en général, et ne comportent pas de versements directs aux producteurs.
Brésil: <u>Services d'inspection chargés de la sécurité alimentaire</u> - Quelle est la raison de l'augmentation de 10 millions de dollars EU pour l'année 1995?	Cette augmentation est la conséquence de la volonté résolue des États-Unis d'appliquer intégralement l'Accord SPS de l'OMC et de faire en sorte que la viande et la volaille des États-Unis figurent aux premiers rangs mondiaux pour ce qui est de la sécurité.
Brésil: <u>Service de la conservation des ressources nationales</u> - Raison pour laquelle les dépenses y afférentes n'ont pas été incluses dans le calcul de la MGS globale au titre de l'année 1995.	Compte tenu des réactions reçues à la réunion de septembre 1997, les États-Unis ont retiré ce programme de la catégorie "versements au titre de programmes environnementaux", où il était notifié en 1995, pour le placer dans la catégorie "services généraux" de la présente notification, étant donné qu'il n'implique pas de versements directs et a plutôt une fonction consultative.
<u>Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire</u>	
Nouvelle-Zélande: " <u>Réserve CCC pour la sécurité alimentaire</u> " - Conformité aux critères de l'annexe 2, étant donné que d'importantes quantités de blé ont été exportées comme aide alimentaire en 1998 dans le cadre de ce programme au lieu d'être affectées à la détention de stocks à des fins de sécurité alimentaire. <i>Suivi:</i> <i>Escomptant que les dépenses ne seraient pas nulles dans la notification de 1998 (en raison des exportations au titre de l'aide alimentaire mentionnées plus haut), la Nouvelle-Zélande a réitéré son intérêt pour la conformité du programme avec les critères de l'annexe 2 et a jugé contestable la manière dont l'aide alimentaire est prise en compte dans la notification relative au soutien interne, et plus spécifiquement l'inscription de ce qui constitue essentiellement une aide alimentaire exportée sous la rubrique "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire".</i>	Ce programme a pour objet de promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays en développement en assurant une aide d'urgence. À des fins de transparence, il a été inclus dans la notification, en dépit du fait qu'il n'y a pas eu de dépenses.

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<u>Aide alimentaire intérieure</u>	
Communautés européennes: Nature des produits et montants distribués dans le cadre de ces programmes; système prévu pour garantir que les produits sont achetés aux prix courants du marché. Les produits sont-ils achetés en vue de leur distribution aux personnes dans le besoin ou afin de subir une nouvelle transformation? Existe-t-il un plan global d'achat et de distribution pour l'année entière, ou les décisions à cet effet sont-elles prises au coup par coup? Dans cette dernière hypothèse, critères de déclenchement des mesures concernées. Cela consiste-t-il uniquement en une aide fédérale?	L'aide vise une catégorie bien précise de la population et est rattachée à des objectifs nutritionnels. Les marchandises sont achetées aux prix du marché par appel d'offres ou de gré à gré. Elles sont distribuées par les écoles, soupes populaires, banques alimentaires et centres d'hébergement habilités. Dans certains cas, les aliments font l'objet d'une préparation ou d'une transformation supplémentaires à ces points de distribution. Un grand nombre d'articles sont distribués: viandes, volaille, poisson, fruits, légumes, produits laitiers, céréales, légumes secs et fruits à coque. On ne dispose pas de données complètes concernant la quantité de produits achetés et distribués dans le cadre de ces programmes. Des offres d'achat sont faites tout au long de l'année sur la base des estimations annuelles des besoins des programmes. Une petite partie du financement est allouée aux achats dits ponctuels, qui sont effectués à l'initiative des organismes administrant le programme. L'ensemble de ces programmes est financé sur le budget fédéral, même si les pouvoirs publics locaux ont un rôle important dans leur mise en œuvre. Les frais généraux apparaissent à la ligne "administration du programme alimentaire" et correspondent aux coûts d'administration de celui-ci.
Communautés européennes: " <u>Programme de bons d'alimentation</u> ": Description du fonctionnement.	Ce programme implique des transferts monétaires qui permettent aux familles à revenu faible d'acheter des aliments. L'aide vise une catégorie bien définie de la population et est rattachée à des objectifs nutritionnels. Les ménages qui répondent aux conditions de revenu et de ressources reçoivent des coupons leur permettant d'acheter des aliments dans des magasins d'alimentation agréés.
Communautés européennes/Corée: " <u>Programmes de nutrition des enfants et de repas scolaires</u> ": Description du fonctionnement; prix prévus; incidence sur les prix du marché du bœuf.	Ce programme fonctionne de façon analogue au Programme de bons d'alimentation et vise à ce que les enfants de familles à revenu faible reçoivent à l'école des repas nourrissants gratuitement ou à coût réduit. Le Programme national de repas scolaires offre des marchandises mais aussi des versements en espèces aux écoles pour compenser le coût du service alimentaire.
Communautés européennes: " <u>Programme spécial de nutrition complémentaire</u> ": Description du fonctionnement.	-
Communautés européennes: Raisons du doublement des dépenses depuis 1986-1988.	L'essentiel de cet accroissement provient d'une augmentation des dépenses du Programme de bons d'alimentation. La distribution de bons d'alimentation a augmenté de 40 pour cent au cours de la période, d'où un gonflement de ces dépenses. Des prestations individuelles plus élevées et l'effet de l'inflation sur ces dépenses expliquent également cet accroissement. Les dépenses relatives aux bons alimentaires ont commencé à diminuer lors de l'exercice budgétaire 1996 du fait d'une meilleure conjoncture économique et devraient se réduire encore du fait de récentes réformes de la protection sociale. Dès lors que le Programme de bons d'alimentation et certains des autres programmes intérieurs d'aide alimentaire sont des droits à prestations, les dépenses consacrées à ces programmes sont conditionnées par des facteurs tels que le taux de pauvreté, la conjoncture économique et le nombre de bénéficiaires.

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<u>Soutien au revenu découplé</u>	
Brésil/Communautés européennes: " <u>Contrats de production modulée (PFC)</u> " - Nature des produits bénéficiant de ces programmes; nombre d'hectares admissible; superficie utilisée dans le cadre de ce programme; rapport avec la mise en œuvre de la Loi FAIR.	Les producteurs sont libres d'exploiter leurs terres autant ou aussi peu qu'ils le souhaitent. La Loi FAIR autorise les exploitations participant au programme à planter 100 pour cent de leur superficie contractuelle totale augmentés d'une superficie additionnelle destinée à toute culture sans perte de versement. En 1996, 1 700 000 exploitations se sont inscrites au programme, soit 90 pour cent du nombre total d'exploitations. Les superficies contractuelles inscrites représentaient au total 207,6 millions d'acres, soit près de 100 pour cent de la superficie contractuelle totale.
Communautés européennes: <u>PFC</u> - Pour avoir droit aux versements, faut-il avoir été utilisateur/propriétaire des terres, ou ces contrats peuvent-ils être conclus avec de nouveaux utilisateurs/propriétaires? Critères applicables dans le dernier cas. L'utilisation des terres à des fins autres qu'agricoles est-elle autorisée?	Une exploitation peut être admise au bénéfice des versements si elle possédait au moins une unité de surface cultivée qui participait à un programme d'ajustement de la production pour l'une des campagnes agricoles 1991 à 1995 ou qui était considérée comme cultivée selon les règles du programme (superficie certifiée). De nouveaux propriétaires peuvent conclure un contrat, car le droit d'accéder au programme est attaché à la terre. Il n'est pas obligatoire de produire pour recevoir le versement. Néanmoins, les versements cessent si la terre est utilisée à des fins autres qu'agricoles (commerciales ou industrielles).
Communautés européennes: <u>PFC</u> : réductions des versements - Des réductions sont-elles prévues dans certains cas? Dans l'affirmative, cela concerne-t-il certaines récoltes? Méthode de calcul utilisée pour déterminer l'ampleur de la réduction; exemples.	Le montant total des versements contractuels est fixé pour chaque année, et doit passer de 5,8 milliards de dollars EU lors de l'exercice budgétaire 1998 à 4 milliards lors de l'exercice budgétaire 2002. Comme les attributions sous forme de marchandises sont fondées sur un pourcentage du montant total des versements contractuels, ces montants vont également diminuer au cours de cette période. Les attributions sous forme de marchandises ne sont effectuées que pour déterminer le versement contractuel, et ne sont pas liées aux décisions de l'exploitant en matière de production. Les versements vont aux exploitants, qui ne sont pas tenus de cultiver un produit particulier. Si un producteur viole l'une des obligations du programme, les versements cessent.
Brésil/Canada /Communautés européennes: <u>PFC</u> - La culture des fruits et des légumes sur une superficie admise à bénéficier des PFC est soumise à certaines restrictions (cf. USA/5) qui paraissent constituer une "prescription" relative à certains types de production: cet aspect est-il compatible avec les critères du paragraphe 6 b) de l'annexe 2, aux termes desquels les versements ne peuvent pas être basés sur la nature de la production réalisée au cours d'une année suivant la période de base?	Ces produits peuvent être cultivés si une double culture associant les fruits et les légumes est traditionnellement pratiquée dans la région, si l'exploitation a déjà cultivé des fruits et légumes, ou si le producteur a déjà cultivé des fruits sur la superficie contractuelle. La culture des lentilles, des haricots velus et des pois secs est autorisée pour toutes les exploitations. Le paragraphe 6 b) de l'annexe 2 dispose que "pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base". Le versement contractuel à l'exploitant est basé sur la superficie qui aurait été exploitée pour la campagne 1996 si le programme de versements compensatoires n'avait pas été suspendu. Le programme PFC est donc conforme au paragraphe 5 b), puisque les versements sont uniquement basés sur le type de produit au cours d'une année de base fixe. Plus généralement, ces versements ne sont pas rattachés à la production au cours de toute année suivant la période de base, et ne sont pas non plus liés aux prix ou aux facteurs de production, critères essentiels du soutien du revenu découplé.
<i>Suite: En réponse à une question posée par les Communautés européennes concernant le champ des restrictions applicables à la culture, les États-Unis ont confirmé que les autres produits ne relevaient pas des dispositions appliquées aux fruits et légumes.</i>	

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<u>Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles</u>	
Canada: " <u>Programme de réserve pour l'aide en cas de catastrophes naturelles</u> " - Ne semble pas avoir été notifié précédemment. Est-ce un nouveau programme? Des renseignements additionnels seraient souhaités.	Ce programme a été mis en œuvre au titre de la campagne 1996, et institué initialement par la Loi agricole de 1970. Il dédommage les producteurs de bétail des pertes de cultures fourragères dans certains comtés. Les versements sont déclenchés si le comté et le producteur ont subi des pertes d'au moins 40 pour cent.
Communautés européennes: " <u>Programme d'aide à l'arboriculture</u> " - Raison pour laquelle ce programme est signalé dans cette notification.	Ce programme figure dans cette catégorie dans les tableaux explicatifs DS:1 de 1986-1988, 1995 et 1996. Le droit d'en bénéficier repose sur une déclaration officielle de catastrophe naturelle. Des versements de partage des coûts sont offerts aux arboriculteurs et aux viticulteurs affectés par des catastrophes naturelles.
<u>Ajustement des structures par des programmes de retrait de ressources</u>	
Communautés européennes: " <u>Programme de réserve pour la conservation (CRP)</u> " - Part du total des terres agricoles des États-Unis admises à y participer; superficie totale couverte dans la pratique.	Les terres concernées doivent avoir été cultivées pendant deux des cinq dernières années et satisfaire à des critères environnementaux spécifiques.
Communautés européennes: <u>CRP</u> - Définition de terre cultivable; cultures concernées. Ces cultures peuvent-elles être utilisées à d'autres fins? Méthode de calcul des rentes. Celles-ci sont-elles fixes pendant une période de dix ans? Dans le cas contraire, paramètres considérés; critères d'admissibilité pour les superficies à classer comme sujettes à "une érosion critique des sols"; surface des terres relevant de ces critères. La participation au programme est-elle volontaire ou obligatoire?	Comme toute terre cultivable répondant aux critères ci-dessus est admise au bénéfice du programme, toute culture peut être concernée. Les versements annuels par acre loué reposent sur la productivité du sol et sur le niveau des loyers en vigueur localement. Les taux sont fixes pendant toute la période. Dans le projet de Loi agricole de 1996, le plafond des inscriptions au CRP a été fixé à 36,4 millions d'acres, soit environ 15 pour cent des terres cultivées admissibles. Pour la campagne agricole 1997, le CRP a porté sur une superficie de 32,82 millions d'acres. Seules les terres les plus fragiles écologiquement et les plus utiles pour l'environnement peuvent être admises. La participation est volontaire.
Communautés européennes: <u>CRP</u> - Certaines zones peuvent-elles bénéficier simultanément d'un PFC (soutien du revenu découplé) et des versements au titre du CRP?	Un producteur ne peut pas recevoir à la fois des versements au titre du CRP et d'un PFC pour la même parcelle de terrain. Les surfaces cultivables particulièrement sensibles à l'érosion peuvent bénéficier du CRP et d'autres programmes environnementaux parallèlement.
<u>Versements liés à l'environnement</u>	
Canada: " <u>Commodity Credit Corporation</u> " - Ne semble pas avoir été notifiée précédemment. Les trois sous-programmes cités sont-ils nouveaux? Des détails supplémentaires seraient souhaités pour chacun.	Ces programmes ont été créés par la Loi FAIR. Dans le cadre du <i>Programme de protection des terres agricoles</i> , des achats facultatifs visant la conservation sont effectués sur la base de critères spécifiques. Le <i>Programme d'aide technique à la conservation</i> assure une aide technique et financière pour encourager les agriculteurs à adopter des pratiques qui atténuent les problèmes d'environnement et d'épuisement des ressources.
Brésil: Tableau explicatif DS:3 - Pourquoi ces programmes ont-ils été supprimés pour le blé, le riz, le maïs, le sorgho, l'orge, l'avoine et le coton?	Depuis que la Loi FAIR de 1996 a supprimé les versements compensatoires pour ces produits de base, ceux-ci ne figurent plus dans la notification des États-Unis.

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes: Tableau explicatif DS:4 - Nature des cultures pour lesquelles le programme de taux de prêts a été appliqué en 1996.	Pour 1996-2002, des prêts à la commercialisation sans recours sont prévus par la Loi FAIR pour le blé, le maïs, l'orge, le sorgho à grains, l'avoine, le coton "upland", le coton extra-longue soie, le riz, les fèves de soja, les graines de tournesol, le colza canola, le colza, le carthame, les graines de moutarde et les graines de lin. À l'exception du coton extra-longue soie, le Secrétaire d'État peut accorder des prêts à titre de versement compensatoire aux producteurs de produits bénéficiant d'un prêt qui, au lieu d'obtenir un prêt, décident d'accepter un versement.
Tableau explicatif DS:5	
Brésil: Raison de la baisse du prix administré du sucre, passé de 396,832 dollars EU la tonne en 1995 à 374,786 dollars EU la tonne en 1996.	Le prix administré appliqué pour 1996 reste le même qu'en 1995, mais la Loi FAIR de 1996 a institué une pénalité de 1,072 cent par livre en cas d'abandon des produits à la CCC, ce qui a fait baisser le niveau effectif du soutien aux prix d'environ 1 cent par livre.
Japon: Raison pour laquelle les colonnes 4 (prix administré appliqué) et 5 (prix de référence extérieur) n'ont pas été remplies pour la viande de bœuf; objet et grandes lignes du système d'achats de viande de bœuf; entité réalisant ces achats.	Pour le calcul de la MGS de base, nous avons inclus une mesure destinée à atténuer au maximum les effets du programme de rachat de cheptel laitier sur les prix de la viande rouge (voir G/AG/AGST/USA). La CCC a été chargée d'acheter de la viande rouge au titre du programme laitier. Toutefois, ce programme a été éliminé progressivement après 1987. Les Services de commercialisation des produits agricoles continuent d'acheter de la viande de bœuf et des produits connexes aux prix du marché pour les besoins de programmes d'aide alimentaire intérieurs comme le programme national de repas scolaires.
Corée: Confirmation que le programme d'achats de viande de bœuf est pris en considération dans le calcul de la MGS; méthode de calcul de la production concernée.	Comme il est indiqué plus haut dans la réponse des États-Unis concernant les programmes d'aide alimentaire intérieurs, ces achats sont effectués aux prix du marché par appel d'offres ou de gré à gré et ils ne sont donc pas pris en considération dans le calcul de la MGS. Dans les prochaines notifications, les États-Unis retireront le volume de la production concernée de ce tableau étant donné qu'il n'y a pas de prix administré en vigueur pour la viande de bœuf.
Australie: Tableau explicatif DS:6 - Certificats de commercialisation 2^{ème} phase pour le coton depuis 1996 - A souhaité avoir confirmation que la notification porte sur tous les versements au titre de ce programme; ventilation des dépenses selon qu'elles sont destinées aux filatures nationales ou aux exportateurs; mesure dans laquelle les subventions sont versées sous la forme de certificats ou en espèces. Étudie-t-on l'incidence du programme sur les prix payés aux agriculteurs?	Tous les versements au titre de ce programme sont inclus dans la notification. Celle-ci couvre une période durant laquelle le programme n'était pas activé, ayant été suspendu entre le 1 ^{er} décembre 1994 et le 17 juillet 1997 du fait de certaines règles particulières. Pendant cette période, les prix mondiaux moyens ont dépassé 130 pour cent des prix garantis, ce qui correspond au prix de déclenchement mettant fin aux versements du programme "phase 2". Le programme "phase 2" a repris le 17 juillet 1997. En raison de la conjoncture, l'utilisation des versements s'est accélérée en 1998. Les versements sont effectués sur toutes les ventes intérieures ou d'exportation au même taux. Il ressort des estimations que les deux tiers des certificats sont utilisés pour des transactions intérieures, et le tiers restant pour des transactions à l'exportation. Actuellement, les versements sont effectués par chèques tirés sur la CCC. Les deux premières années du programme, les versements étaient effectués en nature. Aucun renseignement indiquant les effets du programme sur les prix payés aux agriculteurs n'a été recueilli.

États-Unis G/AG/N/USA/17 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:9	
Canada/Communautés européennes: <u>Subventions à l'irrigation</u> - Confirmation que toutes les subventions publiques applicables (au niveau des États et au niveau fédéral) à l'irrigation dans l'ouest des États-Unis sont couvertes par cette notification. Différence entre la méthode du financement par emprunt et la méthode utilisée pour établir l'estimation de 1986.	Les dépenses sont indiquées au niveau fédéral. Ce sont les seules dépenses pour lesquelles les États-Unis ont pu obtenir des renseignements. Cette subvention semble inclure toutes les subventions publiques applicables en ce qui concerne l'irrigation dans l'ouest des États-Unis. La différence entre la méthode du financement par emprunt et la méthode utilisée pour établir l'estimation de 1986 est indiquée dans l'Appendice 6.
Canada: <u>Programmes de crédit public</u> - Notant que la valeur estimative des dépenses effectuées en 1995 et 1996 est tirée des résultats d'une enquête par correspondance destinée à estimer la valeur des dépenses pour l'exercice 1994, des détails seraient souhaités sur la méthode utilisée pour produire des estimations pour 1995 et 1996 à partir d'une enquête de 1994.	Ces dépenses sont estimées à partir de données non corrigées tirées d'une enquête relative à l'exercice 1994, année la plus récente pour laquelle on dispose de renseignements.
Communautés européennes: " <u>Dépenses nettes du budget fédéral pour le pâturage sur des terres fédérales</u> " - Objet du programme et nature des terres concernées. Ce programme vise-t-il des terres agricoles? Les terres en question peuvent-elles bénéficier de versements au titre d'autres programmes, par exemple au titre du régime PFC?	Le Département de l'agriculture (Service des forêts) et le Département de l'intérieur (Office de la gestion des sols) des États-Unis administrent l'élevage de bétail sur approximativement 307 millions d'acres de pâturages extensifs publics situés dans 16 États de l'Ouest dans le cadre de la Loi de 1978 relative à l'amélioration des pâturages extensifs publics (PRIA). Ce programme d'élevage s'inscrit dans le cadre d'un programme global de gestion des sols publics comportant des objectifs multiples liés à la protection et à l'amélioration des ressources nationales, à l'utilisation efficiente des ressources, et à la répartition équitable du produit tiré des ressources. Comme le programme de pâturage se rapporte à des sols publics gérés au niveau fédéral, les versements au titre des PFC ou d'autres programmes ne sont pas applicables.

Uruguay G/AG/N/URY/13 – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
Canada: " <u>Services de commercialisation et de promotion</u> " et " <u>PREDEG - Programme de conversion et de développement des exploitations</u> ": Conformité aux critères de l'annexe 2.	Les autorités compétentes vont prochainement communiquer une notification révisée sur la base des réactions reçues à l'issue de processus d'examen multilatéral. La catégorie "aides à l'investissement au titre du PREDEG" sera supprimée du tableau explicatif DS:1. Un nouveau tableau explicatif DS:6 inclura tous les versements directs non exemptés effectués sous la catégorie "PREDEG - Conversion et développement des exploitations" ainsi que les chiffres corrigés.
Australie / Canada / Nouvelle-Zélande: " <u>Aides à l'investissement au titre du PREDEG</u> " – Fonctionnement du programme; conformité avec l'annexe 2.	

Tableaux DS:2 Notifications

Suisse G/AG/N/CHE/16 – Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/Canada/Corée/Nouvelle-Zélande: Ce versement est attaché à des conditions relevant de la protection animale qui ne sont pas couvertes par l'annexe 2 et semble être directement lié à la production; préciser l'ensemble de critères de l'annexe 2 d'après lequel ce programme est classé.</p> <p>États-Unis: Cette mesure s'inscrit-elle dans un programme clairement défini de protection de l'environnement ou de conservation comme l'exige le paragraphe 12 de l'annexe 2? Les paiements sont-ils limités au coût supplémentaire résultant de l'application du programme?</p>	<p>La mesure temporaire notifiée incite les producteurs nationaux à remplacer leurs méthodes de production d'œufs par des systèmes conformes à des conditions strictes en matière de protection animale, employant une zootechnie particulièrement respectueuse de l'animal. Les versements dédommagent ainsi les agriculteurs du coût supplémentaire que suppose le respect des prescriptions de protection animale. Cette mesure est conforme au paragraphe 12 de l'annexe 2 qui se réfère notamment aux <u>méthodes de production</u>. Cette mesure propose également une aide à l'ajustement des structures (paragraphe 11) sous la forme d'une subvention de 3 centimes par œuf et expirera après cinq ans, c'est-à-dire en 2001. Elle n'est pas imposée aux partenaires commerciaux de la Suisse.</p>

Tableaux ES:1 à ES:3 Notifications

Australie G/AG/N/AUS/19 – Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
<i>Cette notification a fait l'objet d'un examen préliminaire</i>	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Thaïlande: Dans le tableau ES:2, les "quantités exportées" sont-elles exprimées en "tonnes métriques" ou en dollar australien?	Les "quantités exportées" sont exprimées en tonnes métriques.
Thaïlande: Étant donné qu'aucune subvention à l'exportation n'a été versée aux produits laitiers pendant l'exercice budgétaire 1997/98, l'Australie a-t-elle envisagé de ne plus recourir du tout à ces subventions à l'avenir, plus particulièrement dans la perspective du prochain cycle de négociations sur l'agriculture?	L'Australie confirme qu'aucune subvention à l'exportation n'a été versée aux produits laitiers cités pendant la période en question. Les subventions à l'exportation pour les produits laitiers ont pris fin le 30 juin 1995. La position de l'Australie sur ce sujet est bien connue, peut être répétée, et sera adoptée au cours du prochain cycle de négociations.

Hongrie G/AG/N/HUN/14 – Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Liste des lignes tarifaires du SH visées par les notifications sous forme de tableau ES:1 pour 1995 et 1996. La Hongrie prévoit-elle de présenter un tableau explicatif ES:1 pour ces deux années?	Les lignes tarifaires du SH sont consignées dans la section II de la partie IV de la Liste de la Hongrie. Le tableau explicatif ES:1 a été omis par inadvertance. Il aurait indiqué que les subventions à l'exportation au cours des années civiles 1995 et 1996 ont été versées exclusivement sous la forme de subventions directes. Un tableau explicatif ES:1 sera joint aux prochaines notifications ES:1.
Canada: A souhaité avoir confirmation qu'aucune subvention à l'exportation n'a été versée en 1995 et 1996 pour aucun autre produit.	-
Canada: A demandé des détails sur les subventions à l'exportation versées pour tout produit non énuméré dans la Liste LXXI de la Hongrie, en termes de volume et de budget.	La notification de ces détails relève de la dérogation accordée à la Hongrie le 22 octobre 1997 (WT/L/238).
<p><i>Suite:</i> Le <u>Canada</u> a constaté un décalage entre les renseignements présentés dans le document HUN/14 et le strict respect des obligations de la Hongrie en matière de notification, et a constaté que la situation que la Hongrie a admise existait en 1995 et en 1996. Cette situation a débouché sur l'octroi d'une dérogation mais ne sera pas traitée directement dans le rapport consécutif à cette dérogation. Fondamentalement, la question est de savoir si et comment la Hongrie informera le Comité au sujet a) des produits visés, b) du volume et c) des dépenses consacrées aux subventions à l'exportation, globalement pour ces deux années, et pas seulement pour les 16 catégories de produits visées par la Liste.</p> <p><i>L'Uruguay</i>, en dépit de l'existence d'une dérogation, à laquelle il avait adhéré au moment de l'approbation de la Décision correspondante du Conseil général, réaffirmait sa conviction que tous les Membres ont l'obligation de présenter une information détaillée et complète dans leurs notifications au Comité de l'agriculture. Cette question systémique importante devrait être débattue plus avant au sein du Comité. Toute information partagée dans un cadre bilatéral doit être communiquée intégralement au Comité, par l'intermédiaire du Secrétariat, et être dûment consignée dans les rapports du Comité. Ce point de vue a été soutenu par les <u>États-Unis</u> et la <u>Nouvelle-Zélande</u>.</p>	Cette information a été donnée au cours d'un long processus de consultations qui a été ouvert à tous les Membres intéressés et a finalement débouché sur l'octroi de la dérogation. Les conditions auxquelles la dérogation a été subordonnée ont fait l'objet d'un débat approfondi et ont été approuvées par tous les Membres de l'OMC. La notification fournit au Comité une information complète et exacte sur les subventions à l'exportation versées au cours des années civiles 1995 et 1996 pour les produits énumérés dans la Liste de la Hongrie.

Maroc G/AG/N/MAR/10 – Subventions à l'exportation (tableau ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Japon: Le Maroc prévoit-il de présenter un tableau explicatif ES:2 pour l'année civile 1996?	Une notification pour l'année civile 1996 sera présentée dans un avenir proche.
Canada: Définition de "fret/versement"; modalités de ces versements.	Les paiements au titre de cette catégorie reposent sur les débouchés à l'exportation et le taux d'utilisation de la subvention.
Japon: Raison pour laquelle les montants de subvention à l'exportation pour les légumes ont doublé depuis 1995.	S'est engagé à donner une réponse par écrit.

Norvège G/AG/N/NOR/18 – Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Argentine/Australie/Brésil/Corée: Raison pour laquelle les subventions à l'exportation inutilisées ont été reportées, en 1997, pour la viande de porc, la viande de mouton et la viande d'agneau, les œufs et les ovoproduits, et le fromage.	En conformité de l'article 9:2 b), la Norvège a utilisé son droit de reporter des quantités ou des montants de subvention inutilisés provenant d'années antérieures à l'année 1997 pour ces catégories de produits. Partant, les quantités ou montants notifiés dépassant les niveaux d'engagement incluent les quantités ou montants reportés d'années antérieures.
Canada: Notant que les subventions à l'exportation sont supérieures à la moyenne de la période de base pour certains produits, a souhaité une explication des circonstances ayant entraîné cette hausse substantielle en 1997.	L'article 9:2 b) permet le report de niveaux inutilisés de subventionnement correspondant à un engagement des années antérieures pendant la période de mise en œuvre, à la condition que, en l'an 2000, dernière année de mise en œuvre, les niveaux et les volumes effectifs ne soient pas supérieurs aux niveaux d'engagement spécifiés pour cette année. La Norvège entend s'acquitter de ses obligations en conséquence. Il y a plusieurs raisons aux niveaux effectifs du subventionnement et des exportations en 1997. Il convient de citer notamment les difficultés rencontrées sur le marché de la viande en Norvège en 1997, qui se sont traduites par un accroissement des exportations de viande.
Nouvelle-Zélande: La Norvège compte-t-elle maintenir cette pratique à l'avenir, et pour quels produits?	La pratique effective en 1998 et 1999 sera fonction de l'évolution des prix et des marchés pour les produits concernés. Des renseignements à ce sujet seront fournis en temps voulu dans les notifications annuelles relatives aux subventions à l'exportation. La Norvège peut cependant d'ores et déjà indiquer qu'en 1998 les subventions inutilisées seront reconduites au moins pour le fromage et les produits agricoles transformés.

Suisse G/AG/N/CHE/17 – Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Raison pour laquelle la période de notification en ce qui concerne les pommes de terre et les fruits a été changée (la campagne agricole étant remplacée par l'année civile).	Le gouvernement suisse a modifié entièrement son cycle administratif pour les produits concernés, abandonnant la période de la campagne agricole pour celle de l'année civile.

Suisse G/AG/N/CHE/17 – Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Souhaiterait des détails sur les chiffres des exportations pour la campagne de commercialisation 1997, y compris la structure des exportations.	Les chiffres des exportations pour la période comprise de janvier à décembre 1997 sont les suivants: a) Fruits: 836 tonnes (dépense: 4,08 millions de francs suisses); b) Pommes de terre: 5 705 tonnes exportées (dépense: 1,8 million de francs suisses). L'année 1996 a été extrêmement mauvaise pour la pomme de terre et les subventions à l'exportation enregistrées au deuxième semestre de cette même année ont été minimales.
Canada/Nouvelle-Zélande: Notant que la période de base pertinente pour les pommes de terre et les fruits est la campagne agricole, ont demandé des précisions sur la manière dont un changement de la période de notification va influencer sur les engagements de réductions inscrits dans la Liste.	Ce changement ne modifie en rien les engagements qui restent tels qu'ils sont indiqués dans la Liste LIX (Suisse-Liechtenstein). L'engagement pour l'année civile a été calculé en additionnant la moitié de chacun des engagements respectifs qui chevauchent l'année civile dans la Liste. Les quantités exportées et les dépenses engagées au cours de la période de transition de 18 mois sont de beaucoup inférieures aux engagements pris pour la campagne agricole du 1 ^{er} juillet 1996 au 30 juin 1997. Dans le cas des fruits, les dépenses sont de 20 pour cent de l'engagement mentionné et les quantités se situent à environ 10 pour cent. Les chiffres pour 18 mois relatifs aux pommes de terre ne dépassent pas 70 pour cent de l'engagement correspondant à la campagne agricole.
Nouvelle-Zélande: A exprimé ses préoccupations au sujet du manque de transparence résultant du regroupement en périodes de 18 mois.	(Voir la méthode de calcul ci-dessus.) La Suisse estime qu'il est préférable d'avoir les mêmes périodes de notification dans toutes les notifications. Le recours à des périodes de notification uniformes contribue à renforcer la transparence et il serait malavisé de diviser une période de notification interne aux fins de la notification au Comité de l'agriculture.

ANNEXE – Partie II

Réponses non fournies concernant les questions sur les notifications soulevées à la réunion de juin 1998

Tableau DS:1 Notifications

Communautés européennes G/AG/N/EEC/12 (et Corr.1) – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Catégorie verte	
<u>Services de caractère général</u>	
Nouvelle-Zélande - " <u>Aide visant à encourager la création de groupes de producteurs et à alléger les frais généraux de gestion</u> ": Conformité avec les critères fondamentaux et spécifiques de la catégorie verte (énonçant que "les effets de distorsion [de ces mesures] sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes", et que les mesures ne doivent pas constituer des "dépenses à des fins non spécifiées qui pourraient être utilisées par les vendeurs pour abaisser leurs prix de vente").	Les aides en question peuvent être accordées pour une période limitée afin d'encourager la constitution de groupes de producteurs et de faciliter leur fonctionnement administratif. Elles concernent seulement un certain pourcentage des dépenses réellement engagées pour la constitution et le fonctionnement de ces groupes: par exemple, les dépenses engagées à l'occasion du travail préparatoire lié à l'organisation de groupes de producteurs, les dépenses en personnel administratif, les fournitures de bureau. Ce type d'aide est couvert par l'alinéa f), "Services de commercialisation et de promotion". On ne dispose pas d'autres détails sur les dépenses mentionnées relevant de cette rubrique.
Nouvelle-Zélande - "Protection des indications géographiques": Quelle somme d'argent a été dépensée pour cette aide? En quoi le soutien dans ce domaine répond-il aux critères de la catégorie verte?	Ce programme consiste en une campagne mondiale de communication, élaborée afin de promouvoir la protection des appellations d'origine et de certaines indications géographiques, par exemple l'emblème européen. Les activités de relations publiques nombreuses qui sont menées ont un caractère global (et ne visent pas des produits spécifiques). Aucun montant n'est affecté à des produits particuliers. On ne dispose pas d'autres détails concernant les dépenses.
<u>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement</u>	
Australie/Brésil/Canada/États-Unis - Plus d'un tiers des versements relevant de la catégorie verte effectués par les CE en 1995/96 entrent dans cette rubrique, alors que le document G/AG/AGST/EEC semble indiquer un soutien de zéro dans cette catégorie (la mesure est mentionnée mais aucun montant n'est indiqué). Pourquoi ce soutien a-t-il fortement augmenté? Répartition du soutien fourni au titre de chaque mesure mentionnée.	Les données de la période de base n'indiquent pas que le soutien a été de zéro. Les dépenses relatives aux aides à l'investissement n'ont pas été spécifiées pendant la période de base mais ont été prises en compte dans le montant total des dépenses de la catégorie verte indiqué dans le document G/AG/AGST/EEC. Aucun renseignement disponible sur les montants du soutien fourni au titre de chacune des mesures mentionnées dans la section I du tableau explicatif DS:1.
Australie/Brésil/Canada/États-Unis - Conformité des subventions et des bonifications d'intérêts accordées pour les programmes de modernisation des exploitations avec les critères du paragraphe 11 de l'annexe 2.	Les critères du paragraphe 11 de l'annexe 2 sont respectés. Le montant du versement accordé est strictement déterminé par les coûts et le type d'investissement (capital fixe ou équipement) et n'est pas lié au volume de la production ou au prix des produits. Les versements se rapportent exclusivement à l'investissement concerné. Il n'y a pas d'obligation pour les bénéficiaires de produire un produit particulier.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/12 (et Corr.1) – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Brésil/Canada/États-Unis - Désavantage structurel auquel il est remédié; période prévue pour la réalisation de l'investissement; et méthode de calcul des versements compensatoires.	<p>En raison de la diversité de l'agriculture européenne et des conditions nationales/régionales, il n'est pas possible de donner une liste exhaustive des désavantages structurels auxquels il est remédié. Les programmes d'aide à l'investissement nationaux ou régionaux sont toujours adaptés à des problèmes de structures spécifiques: petites exploitations, matériel technique obsolète, faible diversification des activités agricoles, par exemple.</p> <p>L'exploitant candidat à l'aide à l'investissement doit spécifier la période durant laquelle l'investissement doit être réalisé dans son plan d'investissement. En moyenne, les plans d'investissement ont une durée de deux ou trois ans. Un exploitant ne peut demander d'aide que pour trois plans d'investissements au cours d'une période de six ans.</p> <p>L'indemnité est calculée conformément aux limites strictes établies au niveau communautaire, exprimées en termes de plafonds d'investissement admissibles et d'intensités d'aide considérés suffisants pour compenser les handicaps structurels. Les montants d'aide sont définis par les États Membres et les régions en fonction des situations spécifiques. L'aide ne peut en aucun cas dépasser les limites fixées au niveau communautaire.</p>
Programmes d'aide régionale	
Canada – Quelles sont les "mesures spécifiques" dont il est question?	Ces mesures bénéficient aux zones défavorisées (notamment les départements français d'outre-mer et les Açores, Madère, les Canaries et les îles de la mer Égée) et aux régions montagneuses. Les prestations compensatoires sont payées sous certaines conditions, par hectare et par unité de bétail. L'aide peut par exemple être accordée pour des produits agricoles locaux de certaines régions (îles).
Canada – Description de chaque mesure et ventilation du soutien total "en faveur de certaines zones défavorisées". Conformité avec les critères de l'annexe 2.	Il est impossible de fournir des renseignements sur le soutien accordé au titre de chacune des mesures. Le soutien est accordé soit en versements par tête de bétail dans le cas des exploitations élevant des bovins, des ovins, des caprins et des équidés, soit en versements par hectare. a) Les indemnités compensatoires sont plafonnées à une densité maximale de 1,4 UGB/ha (UGB = unité de gros bétail). b) Les versements à l'hectare de l'aire fourragère totale ne peuvent pas dépasser un certain montant. c) Le montant total du cofinancement n'est versé qu'aux 60 premières unités d'une exploitation; entre 60 et 120 unités par exploitation, le montant maximum admissible est réduit de moitié. Au-delà de 120 unités, aucun montant n'est plus versé. Cela montre bien la dégressivité de ce régime de soutien.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/12 (et Corr.1) – Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Catégorie bleue	
<p>Japon/Suisse - Les versements compensatoires aux producteurs couvrent-ils à la fois les superficies plantées et les superficies gelées? Dans l'affirmative, veuillez préciser si des versements compensatoires relatifs à l'obligation de gel des terres ont été accordés pour d'autres produits que les céréales.</p>	<p>La nouvelle politique de 1992 en matière de terres arables repose sur les principes suivants. Les agriculteurs peuvent solliciter une aide à l'hectare pour les céréales, oléagineux et protéagineux et le retrait. Cette aide est régionalisée et fixe par hectare (sur la base de la moyenne des rendements passés). Les aides à l'hectare sont limitées à une superficie fixe au niveau régional ou national, la zone dite de base (nombre d'hectares cultivés par le passé). Les gros producteurs doivent geler une partie des terres de l'exploitation pour présenter une demande d'aide compensatoire et reçoivent une indemnité spéciale pour les terres gelées.</p> <p>La somme des superficies de base pour les CE-15 est de 53,6 millions d'hectares. La superficie de base est la surface pour laquelle les agriculteurs peuvent solliciter une aide à l'hectare pour les céréales, oléagineux, protéagineux, les graines de lin non textiles, ou un retrait. Il n'existe pas de subdivision entre les différentes récoltes, à l'exception du maïs pour lequel les États Membres peuvent réserver une partie de la superficie de base à cette culture, en définissant une superficie de base spécifique pour le maïs. La somme de ces superficies de base spécifiques représente 3,1 millions d'hectares. Dans le cas du versement spécifique accordé pour les oléagineux, une discipline supplémentaire s'applique, comme le prévoit la Liste CXL.</p>

Tableaux ES:1 à ES:3 Notifications

Communautés européennes G/AG/N/EEC/11 – Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil - A demandé pourquoi la quantité de viande de bœuf subventionnée (2,227 millions de tonnes) était supérieure à la quantité exportée (1,081 million de tonnes).	En 1996/97, la quantité subventionnée des exportations de viande de bœuf atteint 1 177 400 tonnes, alors que les exportations totales sont de 1 081 900 tonnes. Les données sur les exportations totales correspondent aux statistiques d'exportations des CE (c'est-à-dire les exportations réelles) pour la période de juillet 1996 à juin 1997 et sont exprimées en poids du produit. Les chiffres relatifs aux exportations subventionnées représentent le poids en équivalent carcasse et sont basés sur les certificats d'exportation délivrés pendant la campagne de commercialisation en question, indépendamment de la date effective de l'exportation. Les subventions à l'exportation utilisées par les CE pour la viande bovine et le vin sont conformes aux engagements de leur Liste.
Canada/Nouvelle-Zélande - Dans le tableau ES:1, la notification des subventions à l'exportation de lait écrémé en poudre et de beurre comprend-elle des montants correspondant à des activités effectuées dans le cadre du programme d'aide au perfectionnement actif? Les CE pourraient-elles fournir les chiffres en question?	L'application du régime de perfectionnement actif ressort clairement dans les chiffres concernant les subventions à l'exportation pour les produits laitiers utilisées dans le cadre de ce système. Les CE ont fourni les renseignements nécessaires conformément aux prescriptions de notification.
États-Unis - Selon ce que nous avons compris pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, le sucre communautaire de classe C ferait l'objet d'un subventionnement à l'exportation. Les CE pourraient-elles indiquer si leur notification couvre les subventions accordées au sucre de classe C?	Les exportations de sucre de classe C ne sont pas subventionnées. La notification des CE ne comprend donc pas les exportations de sucre de classe C: ce type de sucre ne figure pas dans la Liste d'engagements des CE en matière de subventions à l'exportation

Appendice 1 – (G/AG/N/GTM/6)

Guatemala – Droits de douane appliqués aux produits contingentés non soumis
à des contingents tarifaires en 1998

Code SAC	Désignation (espagnol seulement)	Droit de douane appliqué
0203	Carne porcina fresca refrigerada o congelada	19%
0401	Leche y crema (nata), sin concentrar, azucarar ni edulcorar de otro modo	20%
0713	Legumbres secas desvainadas, incluso mondadas o partidas	20%
0806	Uvas y pasas	19% et 15%
0808	Peras y membrillos frescos	19% 19%
1007	Sorgo par grano	20%
1201	Habas de soja (soya)	1%
1208	Harina de semilla o de frutos oleaginosos	5%
1507	Aceite de soja (soya)	19%
1511	Aceite de palma	19%
1512	Aceite de girasol	19%
15122	Aceite de algodón	19%
15152	Aceite de maíz	19%
1701	Azúcar de caña o de remolacha y sacarosa químicamente pura	20%
2304	Tortas y demás residuos sólidos de la extracción del aceite de soja (soya) incluso molidos o en pellets	9%
2401	Tabaco en rama o sin elaborar	9%
2402	Cigarrillos o puros	
2403	Tabaco homogeneizado o reconstituido	

Source: UDACA/Ministère de l'économie.

Appendice 2 – (G/AG/N/GTM/9)

Guatemala – Arrangements pour l'importation de farine de blé et de méteil

Si la totalité du contingent applicable à la farine n'a pas été attribuée à la fin de l'année, l'équivalent en blé de la partie inutilisée est ajouté au contingent de blé, comme le prévoit l'article 2 de la Décision gouvernementale n° 152-96, qui dispose ce qui suit:

"Article 2. Le Ministère de l'économie, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et le Ministère des finances seront chargés de déterminer les contingents tarifaires annuels pour le blé et la farine de blé visés à l'article premier ci-dessus, compte dûment tenu de la proposition à cet égard formulée par la commission créée en vertu de l'article 4 de la présente décision.

Pour déterminer lesdits contingents, les éléments ci-après seront pris en considération:

- a) Le contingent annuel de blé sera égal à 94 pour cent de la quantité, en tonnes, obtenue en déduisant de la consommation intérieure de blé projetée la production intérieure de blé estimative pour l'année suivante.

Le blé fourrager ne sera pas inclus dans cette quantité.

- b) Le contingent de farine sera égal à 6 pour cent de la quantité mentionnée à l'alinéa a) ci-dessus, exprimée en équivalent farine.

L'équivalent en blé des contingents de farine non utilisés sera additionné au contingent de blé à la date prévue dans les dispositions supplémentaires devant être prises en vue de l'application de la présente décision, et selon le coefficient de conversion* qui y sera indiqué.

* Le coefficient de conversion farine/blé est de 0,72.

Appendice 3 – (G/AG/N/GTM/9)

Guatemala – Données relatives aux importations pour tous les produits visés
par un contingent tarifaire, année civile 1997

Code SAC	Désignation (espagnol seulement)	Volume (m.t.)	Droit de douane appliqué
0201 0202	Carne de animales de la especie bovina, fresca, refrigerada o congelada	369	19%
0203	Carne porcina fresca, refrigerada o congelada	588	19%
0207	Carne y despojos comestibles de aves de la partida 1.05, frescos, refrigerados o congelados	6 192**	*
0401	Leche y crema (nata), sin concentrar, azucarar ni edulcorar de otro modo	1 620	20%
0713	Legumbres secas desenvainadas, incluso mondadas o partidas	1 960	20%
0806	Uvas y pasas	4 699	19% et 15%
0808	Manzanas, peras y membrillos frescos	4 725**	* 19% 19%
1001.10.00	Trigo duro	176 194**	*
1001.90.00	Los demás (trigo suave)	103 055**	*
1005	Maíz	284 572**	*
1006	Arroz	28 784**	*
1007	Sorgo para grano	108	20%
1101.00.00	Harina de trigo y morcajo o tranquillón	1 205**	*
1201	Habas de soja (soya)	116	1%
1208	Harina de semilla o de frutos oleaginosos	595	5%
1507	Aceite de soja (soya)	2 675	19%
1511	Aceite de palma	4 201	19%
1512	Aceite de girasol	34 652	19%
15122	Aceite de algodón	72 981	19%
15152	Aceite de maíz	1 310	19%
1701	Azúcar de caña o de remolacha y sacarosa químicamente pura	25	20%
2304	Tortas y demás residuos sólidos de la extracción del aceite de soja (soya) incluso molidos o en pellets	325	9%
2401 2402 2403	Tabaco en rama o sin elaborar Cigarrillos o puros Tabaco homogeneizado o reconstituido	437	9%

* Contingent activé.

Source: Banque du Guatemala.

** Source: UDACA/Ministère de l'économie.

Appendice 4 – (G/AG/N/ISR/7)

Israël – Accroissement annuel des possibilités d'accès au marché, 1995-2000

Position du SH	Base (tonnes)	Accroissement annuel	1995	1996	1997	1998	1999	2000
02.04	240	40	280	320	360	400	440	480
04.02.1000	1 200	0	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
04.02.2000	50	8,33	58,3	66,7	75,0	83,3	91,7	100,0
04.06.3000	34	5,67	39,7	45,3	51,0	56,7	62,3	68,0
04.06.9000	540	90	630	720	810	900	990	1 080
08.13.2000	600	0	600	600	600	600	600	600
08.02.3000	100	7	107	114	121	128	135	142
10.01	450 000	0	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
15.16.1110	450	30	480	510	540	570	600	630
20.05.8000	200	15	215	230	245	260	275	290
20.09	100	6	106	112	118	124	130	136

Appendice 5 – (G/AG/N/JAM/2)

Jamaïque – Renseignements supplémentaires sur les programmes
relevant de la "catégorie verte"

A. Services de vulgarisation

La fourniture des services de vulgarisation est axée sur les domaines suivants:

Production végétale – Principalement des cultures vivrières intérieures, les Offices des produits de base fournissant des services de vulgarisation pour les cultures dont ils ont la charge, par exemple le café, le sucre de canne, les bananes, etc.

Production animale – Bovins à viande et bovins laitiers, chèvres, porcs, volailles.

Commercialisation
Service social/Activité économique au foyer

Les technologies sont transférées suivant les méthodes ci-après:

Formation des agriculteurs
Conférences
Séminaires/ateliers
Visites
Visites individuelles aux agriculteurs
Parcelles de démonstration pour l'essai et la validation de nouvelles variétés et de nouvelles méthodes de production
Programmes radio/télédiffusés
Presse écrite
Livrets, manuels et dépliants

Une vulgarisation est dispensée dans les domaines suivants:

Planification et stratégies de développement des petites et moyennes entreprises agricoles.

Pratiques de production et systèmes cultureaux.

Lutte contre les parasites et les maladies, notamment en cas de menaces et d'attaques graves, telles que cochenille ou taches annulaires de la papaye.

Moyens modernes de lutte contre les parasites, par exemple gestion intégrée des parasites.

Entretien et gestion des petits et des grands élevages, recommandations concernant l'adoption de nouvelles races.

Service social

Développement de compétences commerciales au foyer, incluant notamment la fabrication de vêtements, le petit artisanat, l'éducation aux consommateurs, à la santé et à la nutrition, pour permettre aux femmes des régions rurales de gérer plus efficacement leur foyer.

Constitution de groupes et mise sur pied de projets rémunérateurs.

Petites entreprises agroalimentaires.

Commercialisation de produits.

Commercialisation

Contrôle de la qualité au moyen de pratiques post-récolte appropriées.

Mise sur pied de groupes de commercialisation qui pourraient relayer la formation et assistance technique.

Accès aux marchés, tendances des marchés, prix et utilisation des données relatives à l'état de la production.

Créer des rapprochements pour aider producteurs et intermédiaires du marché à résoudre les problèmes de commercialisation.

B. Programme de recherche-développement

Recherche culturelle – Mise au point de meilleurs systèmes de production (comprenant la lutte contre les parasites et les maladies) pour les légumes et les racines et tubercules.

Amélioration de la recherche sur l'élevage – Mise au point de systèmes de production reposant sur une utilisation croissante des ressources locales. Vu la concurrence accrue des extraits de lait importés, la priorité est donnée au développement de systèmes visant à réduire le coût de production.

Le programme de recherche-développement pour 1998/99 mettra l'accent sur les activités suivantes:

Recherche-développement culturelle

Essais variétaux du kenaf pour en déterminer le rendement et l'adaptabilité.

Essais variétaux de la tomate afin d'identifier des variétés à même d'être produites tout au long de l'année, en particulier pendant les périodes plus chaudes.

Essais variétaux du poivron doux afin d'identifier des variétés résistant mieux aux principales maladies virales.

Essais variétaux de l'oseille afin d'identifier des espèces à haut rendement convenant à l'industrie alimentaire.

Essais variétaux du pois cajan afin d'identifier des variétés naines et insensibles à la longueur du jour.

Maintien des protoplasmes germinatifs du manioc, de la patate douce, du coco et du taro, et essais variétaux des deux derniers.

Définition d'un ensemble de pratiques de production pour le piment cloche écossais et les oignons.

Évaluation et amélioration du protoplasme germinatif de la citrouille.

Élaboration de stratégies de lutte intégrée contre les parasites de la mangue, des agrumes et de la papaye.

Évaluation des cultivars de banane plantain visant à introduire de nouveaux lots résistant aux maladies de Sigatoka.

Amélioration de la productivité du gingembre par une lutte contre les maladies transmises par les sols.

Mise au point de méthodes respectueuses de l'environnement pour la lutte contre le charançon de l'igname, parasite quarantenaire, et la moisissure bleue.

Recherche-développement sur l'élevage

Caractérisation de la race caprine locale (chèvre Sainte Élisabeth) et évaluation du matériel génétique de la race Boer afin d'améliorer les races caprines locales par croisement.

Amélioration des pâturages par l'introduction et l'évaluation de nouvelles variétés et la mise au point de systèmes de culture combinée herbe/légumineuses.

Pratiques de gestion efficaces, y compris les apports nutritionnels nécessaires pour le sevrage précoce et le développement après sevrage des porcs.

Évaluation d'un système d'élevage utilisant un croisement de trois races de porcs et certaines lignées des trois races.

Multiplication rapide de la race bovine Jamaica Hope, par le recours à la transplantation d'embryons.

Caractérisation moléculaire de la race bovine Jamaica Hope, conservation de la race et estimation du degré de consanguinité.

Contrôle de la reproduction des taureaux Jamaica Hope et contrôle de la descendance des mâles reproducteurs de cette même espèce.

Systèmes de production animale pour l'élevage de génisses laitières destinées à assurer des remplacements dans le cheptel laitier.

Caractérisation des matériels génétiques Jamaica Black/Brangus/Angus et conservation des Jamaica Brahmans sans cornes.

Contrôle de la reproduction des bovins.

Appendice 6 – (G/AG/N/USA/17)

États-Unis – Explication des différentes méthodes utilisées pour calculer
le montant des subventions à l'irrigation

On s'est fondé sur le montant de subvention 1994 pour établir la notification relative à 1995 et 1996 (381,4 millions de dollars EU), sur la base d'une méthode de refinancement de la dette. Le montant de subvention 1986 (543,3 millions de dollars EU) a été établi sur la base d'une méthode de répercussion intégrale des coûts, les redevances perçues étant déduites du coût.

Le montant de subvention 1994 correspond au produit du taux d'intérêt des obligations du Trésor à 30 ans (7,37 pour cent) par le montant du solde impayé du capital investi par l'État fédéral dans les projets d'irrigation (5 174,4 millions de dollars EU). Les agriculteurs irrigants remboursent le principal, mais non les intérêts. Une comparaison entre deux différentes méthodes a été faite en 1991. La méthode du refinancement de la dette a donné une estimation de la subvention supérieure de 3,5 pour cent à la méthode de répercussion intégrale des coûts décrite ci-après.

Le montant de subvention 1986 a été calculé pour chaque projet hydraulique utilisant la définition du coût intégral d'une subvention, soit la différence entre:

- a) le coût fédéral annuel de la construction, du fonctionnement et de l'entretien de la partie irrigation d'un projet hydraulique (y compris l'intérêt sur le capital investi), et
- b) le produit des redevances perçues des utilisateurs de l'eau.

Les coûts intégraux ont été définis de manière à être compatibles avec les prescriptions de la Loi de réforme de l'amélioration foncière de 1982.
